

tude, car, plus folle que Phèdre, que Procné, qu'Evadné, qu'Ériphyle et que toutes les autres anciennes victimes d'Amour, ce n'est pas seulement sa vie particulière qu'elle a voulu suspendre à l'autel du fragile dieu, c'est la vie même des cités, des nations, des sociétés. Il n'y a pas d'erreur plus fausse. Il n'y en a pas de moins belle. Cependant elle est d'un grand cœur.

XV

SUR L'ÉTAT DE NATURE

Octobre 1903.

Les tout jeunes gens sont de moins en moins anarchistes. Nos lecteurs, nos amis n'ont pas oublié le signalé service que rendirent, il y a trois ans, à à l'*Enquête sur la Monarchie*, les dix-huit ans de M. Edouard Champion¹. Il faut retenir la très intéressante publication qu'il vient de faire de *L'éducation des femmes* par l'auteur des *Liaisons dangereuses*, Choderlos de Laclos, avec une introduction suivie de notes inédites de Charles Baudelaire. Ce singulier Traité de l'éducation des femmes, contient un chapitre de haute importance pour nous faire comprendre la différence du xviii^e siècle et du nôtre. C'est le chapitre ix : « examen des raisons apportées contre l'état de nature ».

Et tout d'abord, un sujet de surprise : cet observateur incomparable, cet impassible naturaliste des cœurs, Laclos adopte les vues de Jean-Jacques Rousseau sur ce prétendu « état de nature » qui aurait devancé l'état de société et dont celui-ci ne serait que la corruption. Comment et pourquoi une

1. M. Édouard Champion nous avait apporté l'opinion de Sully Prudhomme.

pareille rêverie dans un esprit aussi lucide? C'est un problème dont l'*air du temps* fournirait peut-être la solution; il se résoudrait |encore plus complètement si l'on admettait que le talent de l'observation et celui de la construction logique sont des facultés distinctes : on peut avoir le don de l'observateur et de l'analyste, et n'être constructeur ni logicien à aucun degré, ce qui n'empêche pas le vif besoin de classer ses observations et d'expliquer ses analyses. Le génie infirme qui se trouvera dans ce cas pourra donc s'emparer de la première hypothèse, du premier système venu, comme d'un cadre de vil prix où disposer les faits qu'il aura observés et analysés en maître.

Il me semble, tel fut Laclos. Il voit clair. Son imagination des âmes est d'un réalisme noirâtre tout à fait saisissant, presque tragique, presque beau. C'est dans l'interprétation qu'apparaît la faiblesse de ce grand psychologue extrêmement dénué de philosophie générale. Il ne peut pas choisir le meilleur système, puisqu'il ne le discerne point. Il choisit le plus simple, le plus commode, croit-il : souvent le verbiage pur.

Un second sujet d'admiration c'est la pauvreté des raisons que Laclos fournit, non point seulement à l'appui des doctrines de Rousseau, mais en réponse aux objections parfaitement sensées qu'avait provoquées cette hypothèse d'un état de nature essentiel et primitif. Ces objections venaient de Voltaire et de Buffon, celui-ci, au nom des sciences naturelles, celui-là au nom des sciences historiques, morales, sociales. Ce que Laclos réplique permet de mesurer

le degré de démente auquel un système absurde conduit, les yeux fermés, un esprit d'ailleurs pénétrant.

Buffon disait que l'on n'a « trouvé » nulle part d'*homme naturel* différent de l'*homme social* « en parcourant toutes les solitudes du globe ». Laclos lui répond impétueusement : « Et qui donc les a toutes parcourues ? »

Il ajoute : « De ce qu'on n'en a pas trouvé, s'ensuit-il qu'il n'y en a point. »

Mais quelles raisons de supposer qu'il y en a ?

Laclos reprend :

« L'Amérique ne subsistait-elle pas avant sa découverte » ? etc. Ayons foi dans la découverte future de l'homme naturel et, pour y mieux croire, fermons les yeux à l'évidence de ce qui « subsiste » partout. Si on ne le trouve jamais, cela ne fera rien : quand le globe serait exactement connu et que l'homme naturel n'y aurait pas été découvert, « comment en conclurait-on que cet état n'a jamais existé ? » L'hypothèse, on le voit, s'impose en maîtresse. Pour quelle raison ? Pour aucune.

Buffon vient de faire l'éloge des *animaux sauvages*. Laclos s'écrie avec une naïveté, dont on ne l'eût point soupçonné :

Quelle force, quelle énergie dans ce tableau ! Mais pourquoi les animaux humains seraient-ils seuls privés de ces avantages ? M. de Buffon nous donne-t-il quelque raison de cette exclusion malheureuse ?

C'est confondre M. de Buffon avec la Nature. Si la Nature avait l'ouïe et la voix pour répondre et qu'elle eût envie de le faire, elle donnerait à Choderlos de Laclos les « raisons » lumineuses du plan

et de l'ordre de son dessein ; elle lui ferait entendre les causes pour lesquelles il n'y a pas d'homme sauvage, la vie humaine ne se soutenant qu'en société. Naturaliste de profession, M. de Buffon n'a qu'une chose à faire : noter les faits et leurs séries.

Laclos vient d'assimiler les animaux humains aux animaux sauvages. Il se fâche pourtant quand Voltaire écrit :

Quelques mauvais plaisants ont abusé de leur esprit jusqu'au point de hasarder le paradoxe étonnant que l'homme est originairement fait pour vivre seul, comme un loup cervier et que c'est la société qui a dépravé la nature. Autant vaudrait-il dire que dans la mer les harengs sont ordinairement faits pour nager isolés et que c'est par un excès de corruption qu'ils passent en troupes de la mer glaciale sur nos côtes, qu'anciennement les grues volaient en l'air, chacune à part, et que, par une violation du droit naturel, elles ont pris le parti de voyager en compagnie...

— *N'est-ce pas une mauvaise plaisanterie, s'écrie le candide Laclos, de vouloir établir une analogie entre l'homme, les harengs et les grues ?*

Et lui, qu'est-ce qu'il faisait tout à l'heure ?

Voltaire lui dit que l'instinct nous porte à la société comme au manger et au boire.

Laclos répond tranquillement que c'est là la question.

Voltaire ajoute que sans société l'homme ne parlerait ni ne penserait.

Qu'en savez-vous ? répond Laclos : pas de langage, assurément ; mais, la pensée, pourquoi pas ? Laclos sait, en effet, ceci : « L'animal le plus farouche a ses pensées et son expression ».

Voltaire écrit, avec une véritable profondeur, du

prétendu homme naturel : « Il serait à charge à lui-même ». Laclos : « Nous ne voyons pas pourquoi. » Quel aveu de l'infortuné ! Il ne réfléchit pas au fardeau dont parle Lucrèce, cette charge de maux et de biens, de peine et de joie que l'animal humain ne se corrige pas de rejeter indéfiniment sur autrui, *quasi onus deponere possit*.

Voltaire écrit enfin :

L'instinct des charbonniers de la Forêt Noire leur parle aussi haut, les anime aussi fortement en faveur de leurs enfants, que l'instinct des pigeons et des rossignols les force à nourrir leurs petits.

Réponse instantanée de notre Laclos :

Nous convenons de tout cela ; mais les pigeons et les rossignols abandonnent leurs petits, sitôt qu'ils peuvent se passer d'eux.

Et, comme Voltaire a négligé de démontrer en forme que les charbonniers de la Forêt Noire ne sont pas des pigeons ni des rossignols, l'hurluberlu croit triompher, Laclos s'écrie :

Ne pouvons-nous pas dire maintenant avec M. de Voltaire, mais par une application différente : *Le grand défaut de tous ces livres à paradoxe n'est-il pas de supposer toujours la nature autrement qu'elle n'est !* »

Quelle leçon de calme que cette discussion ! Je dis, quelle leçon de calme devant les sottises et les folies du jour ! Nous nous indignons d'une ineptie. Un paralogisme nous fait presque crier de douleur. Songeons à ces inepties mortes, à ces sophismes qui ont vécu !

Pareille controverse ne serait plus possible ; en dépit de tous les efforts d'une école anarchiste juive, dont feu Bernard Lazare essaya vaguement

la constitution, les termes de société humaine et de nature humaine ne sont plus séparés. C'est le résultat de la double évolution traditionaliste et positiviste. L'idée d'un état de nature qui n'aurait pas été social est également repoussée par la postérité de Voltaire et de Buffon, par celle de Bossuet et de Maistre. Toute les deux restent maîtresse des sciences sociales. Pour être aisément entendu, ce chapitre de Laclous exigera sous peu des notes.

A moins de bouleversements intellectuels qu'il faut toujours prévoir, le lecteur de demain ne pourra comprendre que « la femme naturelle » ne soit point « sociale » ni au surplus que la femme « sociale » ne soit point naturelle. Nous sommes naturellement des animaux politiques, sociaux, religieux : le vieil Aristote l'a vu, la science moderne le vérifie, le monde contemporain ne demande pas mieux que de se rallier à cette vérité.

Pourtant, la fiction jean-jacquiste n'a point tout à fait disparu.

Elle subsiste encore à la base de systèmes qui ont oublié leur point de départ et que l'on espère pouvoir faire tenir en l'air. Mais l'air ne porte que des nuées fugitives.

Elle subsiste également, à l'état de lieu commun, dans la conversation des honnêtes gens quand ils confondent la philosophie de la nature avec le *goût de la solitude* et *l'amour de la simplicité* ou de *la campagne*. L'esprit français ne sera purgé du virus de 1750 que le jour où les vieilles choses auront repris leur noms d'autrefois, ce qui dépend d'une réforme de lettres et des arts qui ne peut se faire en un jour.

XVI

LA PLAINTÉ D'ARNULPHE

Août 1902.

Arnulphe fit claquer sa langue contre la voûte du palais en signe de découragement ou de plainte, et partit tout d'un trait :

— Tout ce que dit le peuple marque nettement une chose, c'est que votre ami Bourget et votre ami Montesquiou font fausse route. On n'entend rien à leurs théories, et le peuple ne les lit pas; s'il les lit, il ne les comprend guère ou les comprend tout de travers. Le roman de Bourget est beau...

— Il est encore plus vrai.

— C'est la vérité même, mais ça ne rime à rien, exactement comme le formulaire de Montesquiou. De la vie, que diable, de la passion! Il n'y a que les passionnés qui entraînent et qui séduisent. Jamais le peuple ne se plaira aux sèches preuves de Montesquiou ni aux graves leçons de Bourget.

Je goûtai en silence l'épais bon sens d'Arnulphe.

— Arnulphe, ne lui dis-je point, craignez de porter sur l'avenir une main profane, car vous réglez sur le présent. Le Présent, avec le Direct et l'Immédiat, vous appartient, c'est un beau royaume, jouissez-en,

craignez de parler au futur. Ne dites pas *jamais*. N'affirmez aucune prévision sur le *peuple* dont vous ne connaissez que la figure du moment. Vous savez à quoi il s'amuse, mais vous ne pouvez même pas songer, ô Arnulphe, que ce plaisir du peuple, dont l'essentiel est de changer, puisse différer de celui que vous connaissez. O Arnulphe, voici des paroles tout à fait vaines, qui glisseront sur votre esprit comme des gouttes d'eau sur une déclivité de cristal : le roman de Bourget fera un jour le texte de proverbes, de drames populaires et de chansons ; le formulaire de Montesquiou fournira le fond des propos ingénieux et simples qui, alors tout comme aujourd'hui, vous délecteront dans la bouche de vos fournisseurs. Et vous savourerez Bourget et Montesquiou, sans les reconnaître, à la vérité, ô Arnulphe.

O Arnulphe, sous les passions il y a les idées, et sous le feu le combustible.

Les passions du peuple ne sont que les idées des sages, un peu mûries et décomposées par le temps.

— Je vous aime (déclare Arnulphe au contradicteur muet dont les yeux laissaient voir de la rage) je vous aime pour la passion qui vous anime. Mais délivrez-nous de ces théoriciens tout glacés...

Et, le bon Arnulphe s'éloigne avec amertume en murmurant :

— Théoriciens !

Il rencontre chemin faisant trois visages d'« églantins » revenant de manifester. Mais il n'en reconnaît aucun. Il ne voit pas que le premier s'appelle

en réalité le *Contrat social* de Rousseau, l'autre le *Traité politico-théologique* de Baruch de Spinoza, et le troisième, le *Capital* de Karl Marx.

— Comme ils sont bien organisés ! se redit-il ; ce mot d'organisation représente à l'esprit d'Arnulphe un groupement par escouade et la distribution de quelques pièces de deux francs. Il ne sait pas que l'ordre de ce désordre, l'organisation de cette anarchie sont des actes intérieurs.

Il ne peut donc savoir ceci, secret de quelques-uns :

— La réforme de la nation française commencera par la réforme du gouvernement de la France ; mais, pour que cette réforme initiale soit, il convient qu'une élite, aussi petite que la fera le hasard, mais dont l'influence peut être sans bornes, s'exerce à penser et à sentir en commun, afin de réagir de même.

De fortes réactions communes, fondées sur une grande unité de pensées et sur la parfaite communauté du vocabulaire, font la première condition de cet *ordre intérieur*, qui est la condition des premiers succès.

Maugréant contre les théoriciens de malheur Arnulphe ne voit que les formes du monde qui passe.

... C'est un parti de « politiques » qui reconstitua la royauté française à la fin du seizième siècle. Ces grands hommes ou plutôt comme on aurait dit de

leur temps, ces bons hommes, ces prud'hommes, ces hommes de sens, reprirent une fine maille tombée.

Un parti de politiques, au vingtième siècle, aura à tenir la double tâche des Israélites du temps d'Esdras : d'une main la truelle, de l'autre l'épée.

Il faudra agir, en même temps, que penser, en prenant surtout mille soins de ne point agir avant d'avoir pensé avec attention et étude.

Arnulphe dit : — Sans doute, et cela va de soi.

— Cela ne va pas de soi. Nous avons une raison particulière de prendre cette précaution.

Nous ne pouvons nous fier à nos sentiments. Cent dix années de corruption révolutionnaire sont là.

La réflexion doit subvenir aux dégénérescences de la nature : si nous sommes de droite, songeons que nos pères suivaient Berryer; Proudhon, si nous sommes de gauche; si nous sommes du centre, Thiers ou Jules Simon!

La royauté française sera le chef d'œuvre de la réflexion nationale.

En sera-t-elle moins œuvre d'instinct et de passion? Prenons garde que les moteurs de la réflexion politique de la France contemporaine, à son degré le plus abstrait, sont les deux passions les plus fortes qui puissent toucher une foule : volonté de vivre, peur de mourir.

Incapable de mémoire et de prévision, Arnulphe vit sur l'immédiat, comme un chien au bout de son os.

Encore ne sait-il pas toujours par quel bout le ronger, car cet acte suppose discipline personnelle ou héréditaire.

Héréditairement, Arnulphe est un dégénéré.

Personnellement, c'est un sot.

Tout autre qu'Arnulphe a été ce jeune lieutenant de notre armée qui, assistant à la bataille de Spickeren, un de nos premiers chocs avec l'ennemi, eut le sentiment d'un concert spontané établi entre tous les officiers de l'armée allemande, qu'ils fussent subalternes, supérieurs ou généraux. Une seule pensée ébranlait les moindres éléments de la masse en armes, et, dans chaque cas donné, l'accord était décisif....

— Méthode allemande, observe Arnulphe se découvrant nationaliste gaulois.

Arnulphe se trompe : la méthode adoptée en Allemagne, est née française ; elle est conforme au génie de toute la haute civilisation que la France résume et qu'elle continue.

Je ne le cèle point. Il faut du temps pour lever des recrues. Il en faut pour les équiper. Il en faut pour leur apprendre, pratique et théorie, l'usage des armes. Il en faut davantage encore pour tirer de là des officiers, les instruire, les rompre à la mécanique de l'art.

De même il faut du temps pour constituer, organiser, exercer une école de politique.

— Mais, nous dit-on, si l'occasion se présente avant que le temps nécessaire ait été pris ?

Il me semble qu'on peut travailler à longue

échéance sans se désintéresser du présent. Mais approuverait-on un peuple qui, sous le prétexte de mieux combattre et de toujours combattre, oublierait de renouveler son armement, de rafraîchir ses munitions et de serrer de près l'étude du terrain et de l'art militaire.

Jamais l'occasion ne le trouverait vraiment prêt.

Dans son ensemble le dix-huitième siècle s'est prononcé presque tout entier contre nous. La littérature et la philosophie du dix-neuvième, en ce qu'elles ont de voyant, sinon de solide, sont aussi très hostiles. L'ignorer serait fou, composer serait vain : il reste de combattre. Mais, bien vu, le combat n'est pas difficile, à cette seule condition qu'il y soit procédé avec la connaissance de nos ressources.

Si les églantinards s'appellent *Contrat Social*, *Traité politico-théologique* ou *Capital*, pourquoi la *Politique positive*, la *Réforme Sociale en France*, les *Origines*, les *Dialogues philosophiques*, les *Institutions politiques de l'Ancienne France* et tant d'autres beaux livres pleins de force et de sens, je veux encore dire l'*Etape* et la *Raison d'Etat*, ne se formeraient-ils en bandes généreuses, en brigades puissantes, en armées invincibles pour la cause de l'ordre, de la patrie et de la civilisation ?

Arnulphe ne veut pas. Il assure que la maison d'Ucalégon, son proche voisin, est en feu et que la sienne va flamber. Il le crie du haut de sa tête : mais il y a trente-deux ans qu'il s'agit comme cela, au lieu de « s'organiser ».

Je prends organiser au sens premier : *organiser soi-même, mettre d'accord sa pensée avec sa pensée, savoir où l'on va, sur quels véhicules et par quels chemins.*

Ah ! s'il était possible d'inculquer à Arnulphe que la pire des guerres civiles est en lui !

LIVRE CINQUIÈME
LES DEUX FRANCES

(1905)

Nulle histoire ne découvre mieux ce
qu'il y a de bon et de mauvais dans le
cœur humain.

BOSSERT, Polit. dédicace.

XVII

DE LA LIBERTÉ SUISSE A L'UNITÉ FRANÇAISE¹

Novembre, 1905.

Monsieur le directeur de la *Semaine littéraire* de Genève me fait l'honneur de me demander mon sentiment sur un livre d'une franchise remarquable, écrit par un de ses compatriotes, M. Paul Seippel. Un simple avis tiendrait en deux mots. Mais pour motiver une réponse à ces quatre cents pages in-octavo, quelques centaines de lignes seraient trop peu. On me permettra de m'en tenir aux idées tranchées qui auront force de principe. Ces hauteurs

1. M. Paul Seippel, professeur au Polytechnicon de Zurich, et rédacteur au *Journal de Genève*, a publié un curieux livre qu'il a appelé *les Deux Frances*. M. Debarge, directeur de la *Semaine de Genève*, me demanda de dire dans sa revue ce que j'en pensais. Au fur et à mesure que mes chapitres étaient publiés en Suisse, la *Gazette de France* reproduisait avec mes « Notes pour le lecteur français » cette analyse de nos principes.

une fois conquises, il sera facile au lecteur cultivé de déduire comment pourrait être occupé le reste du pays.

I. — NOS MAUVAIS GERMES D'UNITÉ.

D'après M. Seippel, il existe deux Frances¹, et elles sont vouées à un irréductible conflit. Les deux Frances sont incapables de se séparer comme fit la Norvège de la Suède ou l'Union américaine de l'Angleterre : car, répandues à doses variées mais très fortes dans les moindres portions de notre territoire elles ne peuvent échapper à l'unité de législation. Celle-ci doit être nécessairement oppressive, étant forgée, tantôt par l'une, tantôt par l'autre, contre l'une ou l'autre de ces Frances juxtaposées. Ce n'est pas férocité, ni même rudesse. La race est aimable et polie. Elle a été mal élevée et mal enfantée voilà tout.

M. Seippel fait suivre immédiatement sa remarque de son explication. La race ou les races françaises sont des ennemis éternelles en raison même du principe intellectuel qui leur est commun et qu'il définit l'obsession jalouse de l'Unité. La « catégorie » de l'esprit français est un souci constant de l'unité morale.

Cela lui vient du catholicisme. L'Eglise est l'influence la plus ancienne, la plus active et la plus persistante qu'aient subie les Français. En vain ont-ils tenté contre elle la Réforme et même réussi la Révolution : la réaction « chrétienne », écrit M. Seippel, et ses heureux retours de mentalité

1. *Les deux Frances*, par Paul Seippel, professeur à l'École Polytechnique fédérale, 1 vol., Lausanne, Payot; Paris, Alcan.

« germanique »¹ ont été neutralisés, jusque dans Calvin et Rousseau, par les habitudes d'esprit particulières à la France. Le poids total du passé français a été, chez Rousseau comme chez Calvin, plus puissant que l'idée du libre examen ou de la liberté civile. L'*Institution chrétienne* divisa l'Eglise romaine mais elle unifia l'Eglise calviniste. Le *Contrat social* put détacher l'individu de l'ancien Etat, mais l'assujettit au nouveau, qui fut jacobin et qui devint bonapartiste.

Robespierre, Emile Combes, Gustave Téry², le pasteur Causse ont beau se qualifier d'émancipateurs, dit M. Paul Seippel. Un « catholicisme formel » se laisse voir au fond de leur pensée, pur équivalent ou simple succédané de la philosophie de Joseph de Maistre. Cléricaux retournés, ces anticléricaux, esprits marqués du « pli indélébile de la servitude »! M. Emile Faguet l'a dit parfaitement, *il n'y a pas de libéraux en France*³, rude sentence de laquelle

1. La conception « germanique » et « chrétienne » ou réformée, identifiée par M. Paul Seippel, représente l'idée de « liberté individuelle » « antérieure à l'Etat », que l'Etat se borne à « reconnaître et à garantir ». *Les deux Frances*, p. 79.

2. Ce Gustave Téry, un peu oublié aujourd'hui, écrivait alors dans *La Raison* du 30 août 1905, des propos contre la tolérance qui estomaquaient le bon M. Seippel : « Si l'on m'accorde que la religion est une des plus cruelles maladies mentales (est-il besoin de le démontrer?), je distingue entre le mal et le malade. Me priez-vous de tolérer le mal? Alors *tolérons* pareillement la tuberculose, le choléra et la peste, etc., etc. » Autre texte scandaleux déclaré digne de Robespierre et de Napoléon I^{er} (il faudrait dire de Rousseau) : « Le vrai moyen de garantir la liberté, c'est de remettre à l'Etat l'autorité, car en la tournant contre nous (contre l'Association des libres-penseurs) c'est contre lui-même qu'il le tournerait. » (Note de 1916).

3. *Note pour le lecteur français* : Je m'aperçois avec confusion que la citation faite de mémoire n'était pas exacte. Le texte de M. Faguet, en son tour ironique, est beaucoup plus frappant. Je le rétablis au bas

M. Paul Seippel ne veut guère excepter, après M. Faguet lui-même, que M. Gabriel Monod. Encore celui-ci ayant la plupart de ses origines dans le pays de Vaud, la Scandinavie et les Flandres belges, l'exception Monod ne compte qu'à moitié.

Les Français sont tous catholiques. Son Fustel à la main, l'auteur des *Deux Frances* démontre que nous fûmes ainsi damnés dès le berceau mérovingien. Et la damnation nous guettait depuis le ventre de notre vieille mère, la louve du Latium. Voilà le lait fatal qui nous empoisonna. Voilà la faute originelle qui infecta notre premier germe. Nous sommes des méchants, nous sommes des maudits dans la mesure exacte où notre nationalité participe de la race ou de la civilisation des Latins. L'*Imperium* fut le démon secret de l'ancienne Rome. Nous avons transféré l'*Imperium* au spirituel. Notre destinée se résumerait dans ce mot.

Pour nous faire sentir qu'elle n'est pas brillante, M. Seippel nous refuse la consolation de rouler au barathre en bonne compagnie : il nous retranche de la communion de la Grèce.

II. — DE L'UNITÉ EN GRÈCE.

Car les Grecs, dit-il, ne connurent pas cette idole romaine de l'unité. La diversité ne les effraya point, ni même l'anarchie. Ils gardèrent le goût de la liberté dont on meurt.

de cette page afin qu'on ait soin de penser sérieusement à la grande vérité que M. Faguet a écrite pour s'amuser : « le libéralisme n'est pas français ; de fait, je ne crois pas avoir rencontré un Français qui fût libéral. » (note de 1905.)

Cette thèse est fameuse chez les Allemands qui ne l'ont pas inventée : Auguste Comte, Joseph de Maistre, Bossuet même, l'ont défendue, et, je ne crains pas de le dire, non sans erreur ni confusion. M. Seippel s'autorise de leurs paroles et c'est de bonne guerre. Mais, en lui donnant la réplique sur ce point, je ferai peut-être comprendre ce qui me sépare de lui. Aussi bien les exemples historiques font-ils la meilleure et la plus claire des illustrations dans un conflit de pures idées.

Ni Comte, ni Maistre, ni Bossuet ne peuvent avoir absolument tort ; il est parfaitement vrai que les Grecs ont donné au monde le spectacle d'un libertinage effréné en politique et en morale, et il est vrai qu'ils l'ont payé. Mais ce n'est ni leur politique ni leur morale qui se propose à l'admiration des siècles. Les plus grands flatteurs de la Grèce défendent ceci avec tout le reste ; encore n'est-ce point du tout ce qu'ils admirent et font admirer passionnément, parfaitement. De leur avis comme de l'avis général, ce qui n'a pas été égalé, ce que la Grèce nous a légué d'unique tient à l'ordre des arts, à l'ordre des sciences. Or, sur ces points l'art et les sciences, notre Grèce ne le cède ni à Rome païenne ni à Rome catholique pour le sens vigoureux, profond et grave de l'unité. L'art grec et la science grecque supportent la comparaison avec ce que Rome et Paris ont constitué de plus *un* en politique, en morale et en religion.

La science grecque est un modèle d'aspiration à l'unité. L'art grec, si rationnel, exprime la perfection de l'unité. Pour un Grec, la beauté se confond avec l'idée même de l'ordre : elle est composition,

hiérarchie, graduation. La beauté grecque n'affecta ni l'expression du caractère ni la recherche de l'original et de l'étrange. En aucune de ses merveilles, l'individu ne se confesse. Elles ne s'adressent pas à l'individu. Tout ce que Taine a dit, ce que M. Seippel répète des défauts de l'esprit classique français : sociabilité extrême, ardeur logique, prédominance de la raison mathématique, se retrouve dans l'esprit, dans le goût des artistes grecs. Leur statuaire ne vise pas à la ressemblance, elle veut le vrai général et vise à la beauté typique, à la fleur de vie éternelle.

« L'homme, et non l'homme qui s'appelle Callias ! » Cette parole du plus grand esprit de la Grèce après Phidias mesure le dédain qu'auraient opposé, de nos jours, l'intelligence et la sensibilité de la Grèce aux efforts variés de ce que nous appelons l'individualisme. Elle s'y opposa partout où elle fut elle-même et digne d'elle-même.

Le vœu des Grecs fut de traduire la simplicité et la nudité essentielle de l'être humain, et ce fut aussi leur chef-d'œuvre. Cela se vérifie pour les poètes autant que pour les artistes, non seulement Homère ou Sophocle, mais le grand troupeau, si mêlé, de l'Anthologie. Il peut sembler banal de maintenir ainsi que les Grecs furent des classiques. Ce n'est pas notre faute si l'on ne sent plus la signification de ce mot tant redit ni la valeur des conséquences qu'on y laisse dormir.

Bossuet, Maistre, Comte, ont raison sur la politique grecque, dont l'échec historique n'est pas douteux ; mais là où elle n'échoua point, mais *dans*

les choses où elle excella, la Grèce donne une leçon de communauté sociale, d'unité intellectuelle, d'ordre vivant.

Ce qui est *un* est *un*. Ce qui n'est pas *un* doit se rapporter à l'*un*. Eurythmie, harmonie dans la sphère des arts. Dans les sciences, classification rationnelle. Rien de plus opposé à l'art romantique, à la culture germanique, à l'esprit de la Révolution et de la Réforme, à toute conception tendant à « canoniser », et à tenir pour autant de règles les singularités de la conscience de chacun. Tout au rebours de cette diversité hideuse, la science est l'unité de la connaissance.

Les Grecs ont eu cette idée les premiers, et ils ont commencé à la réaliser. Même en philosophie, où la diversité de ses jeux fut très grande, la Grèce ne s'est pas trompée sur l'unité du règne humain. Ce beau génie polythéiste, qui sentit fortement la dualité foncière du monde, se rendit compte qu'il faut bien redevenir unitaire ou unificateur toutes les fois que, s'étant libéré des choses, l'homme les soumet à la critique de la raison. « *D'abord tout était confondu, l'Intelligence vint et distribua toutes choses.* » L'auteur de cette haute maxime a-t-il participé de la triste mentalité que poursuit et flétrit M. Paul Seipel? Était-ce un Français? un catholique? ou un Latin? Mais l'ionien Anaxagore florissait cinq cents ans avant l'ère chrétienne, et l'on s'accorde à remarquer que ce premier linéament de la sagesse grecque en fait prévoir le développement ultérieur. Il y a surtout dans le texte un verbe d'un sens lumineux et magnifique : « *DIEKOSMESE* », « *MIT EN ORDRE* ».

La Grèce est toute là : *un amour, un esprit, une volonté d'organisation.*¹ Infirmité² ou tare, cela est grec essentiellement.

Et cela devrait faire réfléchir les lecteurs de M. Seippel, faire discuter son point de départ hostile à toute pensée d'unité morale, enfin mettre en doute son jugement initial, son postulat premier. Notre unité, qu'il malmène si durement, et sans même l'examiner, ne serait-elle pas la condition de tout progrès, la base de toute culture ?

Si l'on pose ces doutes, on est amené à penser que M. Paul Seippel appelle « latin » ce qui, proprement, est humain. Les intérêts du genre humain suffisent à justifier également l'Empire romain, l'Eglise catholique, l'esprit classique et l'esprit français.

III. — LE PRIX DU SANG.

Notre accusateur a d'ailleurs passé habilement en revue nos luttes séculaires pour l'unité. Il a recensé les cadavres, compté les plaies, catalogué les initiés et reproduit textuellement les injures que se sont renvoyées d'âge en âge, avec la verve du sang gaulois, les partis furieux qui nous ont déchirés. On aurait le devoir de relever ici beaucoup d'exagéra-

1. Il est bien curieux de noter qu'à cette époque M. Seippel, germaniste fervent, définissait la Germanie par quelque chose de très opposé à l'esprit d'organisation (1916).

2. Note pour le lecteur français. — On trouvera dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1905, parue trois jours avant ceci, dans le *Voyage à Sparte* de Maurice Barrès, un « Anaxagore » un peu différent au moins sur, les termes, de celui-ci (1905).

tions, de rectifier les erreurs de fait, d'introduire les distinctions nécessaires. Mieux vaut montrer le vice intime du procédé. Le tableau pourrait être composé de traits plus exacts : il resterait injuste et faux, parce qu'il procède de la volonté systématique de ne retenir qu'un seul genre de faits.

Une étude philosophique complète aurait, en effet, terminé l'examen de nos convulsions par l'examen des résultats qu'elles nous ont apportés ou non. Résultats dont chacun peut être discuté, mais dont la pensée ne peut être ni évitée ni passée sous silence, bien que M. Seippel ait cru pouvoir la négliger absolument.

Par exemple, une terrible guerre de religion ensanglanta le commencement de notre xiii^e siècle. Guerre terrible, qui prit fin un beau jour. L'unité triompha. Louis ix monta sur le trône. Je ne peux m'empêcher de me souvenir que ce règne fut un beau règne, et pour le monde et pour la France. Il en résulta plus de justice, plus d'ordre et plus de paix, et ce fut le point de départ d'un indéniable progrès. Si la lutte avait été dure, le prix en fut splendide. Au-dessus des deux Frances, leur unité supérieure s'épanouit. Le double élan guerrier n'avait pas été infécond.

Même spectacle après nos déchirements du xv^e siècle¹. Les catholiques n'ont plus affaire aux Albigeois, mais aux huguenots, et ceux-ci, grâce sans

1. *Note pour le lecteur français.* — J'aurais pu rappeler qu'entre la guerre des Albigeois et la Réforme se place la querelle d'Armagnac et de Bourgogne, et montrer quelle prospérité et quelle splendeur succédèrent, entre Charles VII et François I^{er}, au dur choc politique (1905).

doute à ce que M. Paul Seippel dénommerait leur « catholicisme formel », se trouvent être d'implacables persécuteurs en même temps que des persécutés héroïques. Un choc de cinquante ans. Batailles rangées, sacs de villes, massacres, supplices, prisons, aucune horreur ne manque, aucune misère, pas même l'invasion de l'étranger en armes ni les durs convois de l'exil. Cependant l'unité politique se reconstitue, et, avec elle, peu à peu, dans l'immense majorité des bourgs, des villes et des pays français, par des procédés très divers, où la persuasion, la fraude, la violence, ont des parts inégales, également considérables, l'unité religieuse tend à se refaire complètement. Qu'arrive-t-il alors? Ce devrait être l'intéressant pour M. Seippel. Il devrait se le demander si son étude était complète. Quelle est la fortune de la France d'alors? Est-ce un désert, un cimetière? Osera-t-on dire de la France de Henri IV, de Richelieu ou de Louis XIV ce que Galgacus prétendit de la paix romaine, ce que l'Europe entière a répété de l'ordre dans Varsovie?

Le xvii^e siècle français monta comme un soleil sur les champs de l'Europe. Il versa, avec sa puissance et sa gloire, le raffinement de l'esprit et la politesse des mœurs, le culte des sciences, l'amour des lettres et des arts, une direction intellectuelle et morale acceptée du monde entier avec joie et reconnaissance, recherchée avec curiosité et passion. Cela se prolongea bien au delà du temps que dura le bonheur des armes du grand roi. Toute la première moitié du xviii^e siècle en Europe, et je dis en Suède, en Russie, autant qu'en Allemagne et en Angleterre,

porta spontanément les couleurs de notre civilisation nationale. De tels reflets supposent un foyer magnifique. Pouvons-nous oublier d'où venaient, d'où sortaient, d'où s'élançaient tant de lumières? Et comment nous résoudre à nommer inutiles ou absurdes ces conflits et ces guerres, pères et mères de tout, conflagrations qui aboutirent à construire cet ordre, à faire cette paix, à créer tant de vertu et tant de beauté?

Avant donc que de condamner comme une maladie interne, doublée d'un fléau pour l'Europe, les aspirations unitaires du cœur français, les philosophes étrangers seraient prudents de considérer ce qu'a fait la France toutes les fois que cette unité, ainsi désirée, a été conquise, même pour peu de temps. Ils se rendraient compte qu'elle est au moins chez nous une cause de la vigueur, de la prospérité, on peut dire en un sens de la liberté.

La subordination n'est pas la servitude, pas plus que l'autorité n'est la tyrannie; quoique M. Seippel paraisse les confondre, la vieille France, aux jours heureux, l'a reconnu. Et, quels que soient nos sentiments, le fait, lui, est certain : misérable quand elle est divisée, la France renait à la gloire quand ses divisions disparaissent. Son instinct le lui dit, sa mémoire le lui rappelle et sa raison le lui explique : ce n'est donc nullement, comme le croit M. Seippel, une obscure conséquence des poussées mécaniques de l'atavisme.

Comme ont pu le sentir le royaliste Cadoudal et le jacobin Robespierre, ainsi le plébiscitaire Déroulède et le parlementaire Anatole France ont pu avoir

le sentiment plus ou moins net que c'est dans l'unité des esprits, des cœurs et des mœurs que la communauté dont ils sont les membres retrouvera son assiette et son mouvement, sa tradition première et la promesse de ses destins civilisateurs. Mais, si l'expérience déjà faite le vérifie, la raison, le calcul, annoncent un même effet pour l'avenir. Tout nous donne à penser que la fatigue n'est point vaine; on se reposera après avoir bien combattu, et combat et repos nous feront une postérité plus résistante et mieux exercée. Le résultat final n'excuserait ni la cruauté ni l'iniquité; cependant il existe et lui aussi il doit donc compter. Il s'appelle la France, ouvrage de l'action, produit des combats et des larmes du peuple français.

Ceci vaut-il cela? Nos stades de synthèse compensent-ils, justifient-ils nos stades de critique et de division? La France, étant mise à ce prix, paye-t-elle son prix de larmes et de sang? M. Seippel ne pose même pas la question, mais son silence contient une réponse négative. Je m'abuse beaucoup, ou chaque page de son livre dit que la France ne pouvait avoir le droit d'acheter aussi cher sa place au soleil. Quel que puissent être les services rendus à la cause de la civilisation générale, ce principe de l'unité, cette loi de lutte violente pour l'unité, ne paraît acceptable ni moralement, ni politiquement: — Loi romaine et principe catholique. Au feu, maudits! Je ne veux plus sentir un souffle empesté sur le monde....

Les vieillards de Troie se montraient moins rudes pour cette Hélène de qui venait le malheur. Tout en formant le vœu qu'elle fût renvoyée sur les vais-

seaux rapides, ils ne s'étonnaient pas que pareille beauté eût produit si vaste incendie : « Non, il ne faut pas s'indigner si Troyens et Achéens aux belles cnémides ont souffert si longtemps de si grands maux pour une pareille beauté ! Elle porte au visage un étrange reflet des divinités immortelles.... »

M. Paul Seippel est trop sage pour se laisser toucher par la ressemblance des dieux.

IV. — THÉOCRATE OU NATIONALISTE ?

Pourtant, quand on ferme le livre, on est bien tenté de penser que ce grand sage a sa faiblesse, que ce critique et ce négateur impavide a sa divinité en l'honneur de laquelle il fait des folies et dont toutes ses pages répètent le nom adoré. Elle s'appelle Liberté. Mais, quand il s'agit d'en bien définir l'idée précise, il se contente de redire avec amour le même nom. Est-elle plus qu'un nom ? Il faut bien se le demander. M. Seippel ne la caractérise nulle part de manière satisfaisante.

A l'examiner de très près, on découvre qu'il entend par ce mot un grand souci de tolérance et l'esprit de la curiosité infinie : c'est la volonté de tout connaître, c'est la faculté de tout admettre, de tout recevoir et de souffrir tout avec une égalité d'âme qui, en certaines conditions, peut atteindre à la grandeur d'âme, en d'autres, ressembler à Sganarelle consentant. Cette Liberté ainsi faite, M. Seippel ne lui assigne point de rang particulier, ni de place déterminée dans le chœur des saintes idées ; mais l'attestant ou l'invoquant à tout propos,

il agit comme si elle était la première d'entre toutes les choses et que cette priorité fût un axiome absolu. Elle est le bien, et son contraire c'est le mal. La liberté nous est établie en principe et en juge de tout : c'est le critère et la mesure, c'est la règle et c'est la substance, c'est la matière et c'est la loi. Je n'exagère aucunement. Il y a là une morale, une religion, une théologie. Le lecteur imaginaire verra s'élever des *Deux Frances* un temple magnifique qui, des pavés aux voûtes, des fondements à la coupole, porte la même dédicace enthousiaste à la dignité, à la joie, à la puissance, à la douceur et à la lumière de la Liberté. Elle est tout; elle doit présider à tout, régner sur tout, pourvoir à tout, ne cesse-t-il de nous redire. Car il le croit de tout son cœur.

Mais dès lors, comment se fait-il qu'en se portant au delà des parvis du temple, en assurant mieux le regard, le fond de sa nef nous découvre un autel où le sang ruisselle, où palpite le corps d'une sainte victime égorgée et déshonorée? Comment ce serviteur de la liberté put-il s'armer du couteau liturgique et sacrifier mille ans de l'histoire d'un peuple, sacrifier ce peuple même, notre peuple tout entier, lui à qui sa doctrine de curiosité et de tolérance défendait de faire périr rien d'humain?

La contradiction serait inextricable dans le domaine théorique.

M. Seippel réproouve comme persécutrice, c'est-à-dire comme à peine digne d'une philosophie française, la maxime (commune à MM. Renouvier, Pillon et leur école) qu'il *n'y a point de liberté contre la liberté*. Ce jacobinisme, évolution dernière du libé-

ralisme français, le révolte et l'éccœure : mais que dit-il d'autre pourtant quand il prononce sa condamnation contre le dernier fond de l'esprit français ?

Croit-il que ses rigueurs, pour être purement morales et confiées tout uniquement au papier, ne sont pas susceptibles, si elles sont lues et comprises, d'inspirer des rigueurs de fait ? Ce serait mal connaître la nature de l'homme. Il flétrit l'unité. Des penseurs moins abstraits et plus expéditifs mettront en pratique sa flétrissure, et ce sera sur le dos de nos unitaires ; c'est proprement ce que faisait à Buenos-Ayres le dictateur Rosas. « Mort aux sauvages unitaires ! » était sa devise choisie. Ce fédéraliste, partisan résolu d'une libre diversité, inventa la tyrannie la plus « une » et la plus sanguinaire du dix-neuvième siècle, et probablement de tous les siècles. M. Paul Seippel me dira que Rosas était un Latin. Un peu mâtiné de gaucho ! Mais, ouvrant au hasard l'histoire de la vertueuse Germanie (aux annales de la Guerre des Paysans, si l'on veut), on trouverait d'assez rudes exemples de la brutale intolérance qu'un prêche libéral peut conseiller à des libéraux impulsifs¹.

Le livre des *Deux Frances* est un acte : qu'il le veuille ou non, l'auteur en verra sortir d'autres actes, qui seront bien capables de contredire les parties modérées de sa philosophie. Ils pourront être violents. Ces violences pourront ne pas être favorables à la France. Une des tendances, certaines, de son livre est d'exciter contre la France l'opinion des

1. Nous n'avions pas encore vu le sac de Louvain (1916).

peuples de l'Europe : cette tendance représente des blessés, des mourants, des morts.

— *Ni plus ni moins qu'un livre qui soutiendrait la thèse contraire, peut-il répliquer.*

— C'est exactement ce que je pensais. Toute action propage l'action. O tolérance ! O liberté¹ !

Reste donc à savoir comment un libéral a bien pu écrire ainsi un livre qui est un acte, qui suggère des actes, un livre qui choisit, qui prend parti, qui ne s'en tient pas, comme le voudrait le libéralisme complet, à une position d'indifférence et d'équidistance entre les contraires. A quelle source a-t-il puisé le désir de se prononcer aussi nettement pour une opinion aussi vive, laquelle peut avoir des conséquences farouches ? La réponse à cette question est de nature à rassurer nos malheureux unitaristes et nationalistes français.

On va voir que l'auteur des *Deux Frances* est un frère : théocrate de la liberté à son premier abord, il se révèle ensuite un nationaliste et un traditionaliste fort strict. Ce n'est point du tout sur nous-mêmes qu'appuie le fort de sa pensée dans le livre qu'il nous a consacré. Il ne songe qu'à son pays. Il ne traite que de la Suisse². Son livre a cette fin

1. En réimprimant cette critique de 1905 qu'un lecteur bienveillant pourrait traiter de prophétie, je n'ai aucune intention de convaincre M. Paul Seippel d'avoir été un mauvais homme, ni ennemi de notre pays. Je n'en ai qu'à son germanisme exalté, qui se développait aux dépens de la France. Des amis suisses me disent qu'il s'est multiplié pour nos pauvres blessés. D'autres me font remarquer, d'autre part, qu'il s'est fait le cornac de cet imbécile vaniteux de Romain Rolland. Pour ma part, je ne puis oublier le service rendu au peuple et à l'Etat français par le *Journal de Genève*, auquel M. Paul Seippel collabore.

2. *Pour le lecteur français.* — Il y aurait une intéressante étude à

pratique, éminemment sociale et civile, d'avertir ses concitoyens, de garder et de détourner les habitants de la Suisse romande des exemples pernicieux qu'ils pourraient recevoir de nous. Ces districts de la Suisse, usant de notre langue, sont les plus exposés à notre influence. Or, cette influence, M. Seippel ne veut pas en nier le charme, mais les dernières lignes de son introduction sont témoins qu'il en distingue tout « le danger ».

Ne prenons, dit-il, de la leçon de la France, que « ce qui peut s'accorder avec les traditions que nous entendons maintenir. Ayons, continue-t-il, une attitude de vigilante critique » ; ayons-la d'autant plus que « la France s'écarte le plus de la voie que nous voulons suivre ».

M. Seippel invoque à l'appui « le gros bon sens helvétique ». On ne sera point dupe de ce détachement. Ce bon sens national, M. Seippel le proclame, avec tendresse, avec poésie et passion, une condition nécessaire de « *la cohérence de sa substance*

écrire sur la vigueur de cet esprit patriotique et nationaliste chez certains écrivains de la Suisse romande. Le *Journal des Débats* a publié un jour une préface de M. Philippe Godet à un ouvrage d'intérêt européen. Je n'ai pu lire sans plaisir les lignes suivantes :

« Cela dit, nous prévenons loyalement ceux qui l'ouvriront qu'en le composant nous avons pensé tout d'abord aux lecteurs neuchâtelais et suisses. C'est pour eux que nous avons multiplié les traits d'histoire et de vie locales. Il le fallait, si nous voulions faire œuvre vraiment utile, en sauvant de la destruction ou de l'oubli une foule de renseignements, de traditions, d'anecdotes, qui ont leur prix pour ceux qu'ils concernent directement.

« Ainsi compris, notre ouvrage paraîtra terriblement touffu aux lecteurs étrangers. »

O Mantovano! disait Sordello en embrassant Virgile. Sans être tous deux de Mantoue et sans appartenir à la même patrie, deux hommes peuvent se saluer avec sympathie quand ils se reconnaissent un certain degré de piété patriotique (1905.)

grise ».... Son cri de sollicitude civique est aggravé et motivé par une affirmation de sens très général : « Il existe dans l'ordre de l'esprit un droit de légitime défense. » Conclusion : « Nous tentons d'en faire usage. » Rien de mieux. Mais disons-nous autre chose en France ? Et quand on élève de pareils bastions, comment peut-on traiter nos modestes tranchées de « grande muraille de Chine » ?

Il devrait sympathiser avec notre nationalisme. Nous sympathisons, quant à nous, avec le sien.

Il est vrai que le sien peut expliquer certains détails de sa pensée qui, jusque-là, nous semblaient incompréhensibles, surtout sa conception et son culte de la Liberté.

Tolérance, curiosité, avons-nous défini. Prenez garde que ce sont là les deux éminentes qualités de votre nation. C'est par l'opération de votre curiosité que j'écris ceci dans un journal de Genève. C'est par l'opération de votre tolérance qu'il vous sera permis de lire et de discuter de sang-froid mes horreurs. Lorsque M. Seippel s'élève contre notre passion de l'unité, quand il refuse d'en admettre ou le principe ou les produits, ce n'est pas un système de philosophie générale, non, c'est l'âme de son pays qui l'indigne et qui le soulève. Nos revers, nos désastres, nos catastrophes lui en paraissent exemplaires et mérités. Cela nous apprendra, de n'être point nés à Genève. Tels sont, dit-il, les fruits et les conséquences de ce que peut et doit entraîner la fatale méconnaissance des solides coutumes, des fortes traditions, des états d'esprit tutélaires, qui

font la cohérence de ma substance grise, la fermeté de mon pays! Ah! si la France avait eu l'esprit de la Suisse! Ah! si, nous copiant en 1789, les Français nous avaient compris! Et s'ils avaient été capables de nous imiter!

Il croit aimer la Liberté, mais il n'aime, au vrai, que la Suisse.

Un rapprochement concret fera saisir l'étendue de la différence. Dans son fameux poème anarchique et cosmopolite de 1840, Lamartine disait : « La Liberté, c'est mon pays. »¹ Il voulait dire et croyait penser que sa patrie, sa cité serait partout où il serait libre. L'auteur des *Deux Frances* retournerait le sens du vers pour se l'appliquer : il ne serait bien libre que sous la protection du génie national. Sa Liberté, c'est son pays. Réduit à ces termes, notre différend avec M. Seippel diminue à vue d'œil : il sait que la variété est la condition de l'existence et l'élément de la tradition de la Suisse; il défend donc la variété. Nous voyons que l'unité, chez nous traditionnelle, reste pour nous le plus nécessaire de tous les biens; l'unité en France est seule féconde²; pourquoi n'userions-nous pas du « droit de légitime défense » en faveur de notre unité?

1. V. p. 243 de ce livre.

2. Pour le lecteur français. — Le cardinal Merry del Val, dans une récente conversation avec M. de Noussane, de l'*Echo de Paris*, disait de la race latine : « Elle ne peut rien de grand, de bon, de durable partout où elle se laisse emporter, désunir par l'orgueil et l'ignorance de l'individualisme. » Préjugé, répondra M. Seippel selon sa thèse. Préjugé latin. Si je transcris la formule, c'est qu'elle se trouve dans la bouche d'un cardinal de l'Eglise romaine, né d'un père espagnol et d'une mère anglaise qui, par position, a dû beaucoup voir et sentir de tous les éléments du problème que nous traitons.

V. — ESSAI D'UNE SYNTHÈSE D'IDÉES SUISSES
ET D'IDÉES FRANÇAISES.

Mais, vraiment, n'est-ce pas étroit? Êtes-vous satisfait de pareille distribution?

Un temps peut sans doute venir où ce sera la seule possible en Europe. Chaque nation, chaque civilisation, si le mouvement commencé continue, s'enfermera jalousement dans le principe qui la constitue et dans le caractère qui la distingue. On sera traditionaliste suisse ou français, nationaliste anglais, allemand ou russe; et l'on sera homme de moins en moins. Mais, à la lumière de ce qui reste d'humanité dans le monde, cherchons ce que la France peut et doit accepter de la liberté suisse, et ce que la Suisse aurait à gagner du chef de l'unité française.

La liberté de M. Seippel, propriété cantonale et propriété fédérale assurément, mais aussi attribut communicable à l'espèce humaine, voyons-la sous l'aspect le plus général : dans l'exercice de l'intelligence¹.

La curiosité et la tolérance, l'hospitalité de l'es-

1. *Pour le lecteur français.* — Platon, dans la République, se sert du « social » pour découvrir « l'individuel ». Il ne paraît point illégitime ni superflu de suivre un ordre inverse et rechercher dans la vie individuelle de la pensée le prototype, le modèle simplifié de ce qui se passe dans la vie sociale et politique. Ce procédé permet l'étude du problème de la liberté et de l'unité sur le terrain le plus neutre, le moins irritant, et sans diminuer la rigueur de cet examen; si, en effet, ce que je dis de la subordination du principe de liberté est trouvé juste quand on l'applique à la vie solitaire d'un seul esprit humain, les mêmes conclusions seront d'autant plus vraies, et à plus forte raison, appliquées au fonctionnement de la société (1908).

prit, sont les éléments nécessaires de toute pensée. Sans la curiosité, aucun savoir n'existerait et, sans la tolérance, son trésor n'augmenterait pas.

Un esprit n'a de vie qu'autant qu'il s'efforce et s'élançe, impatient de s'accroître et de s'enrichir.

Il n'acquiert définitivement ses richesses qu'à la condition de supporter le trouble et l'embarras que lui causent en premier lieu tous ces approvisionnementnements étrangers.

Consentir au malaise de la surprise, en extraire une joie vivace, désirer la secousse de l'inconnu, aimer à se trouver désorienté et perplexe, cultiver la sensation de l'inquiétude et de manière à s'endurcir contre cette épreuve, c'est la préface nécessaire de tout mouvement méthodique de la raison.

Célérité à s'entr'ouvrir, constance et fermeté dans la suite de cet effort, c'est ce qui permet à nos sens et à notre esprit d'accueillir les hôtes nombreux et bourdonnants, chargés de biens mystérieux sans lesquels nous végéterions dans l'ignorance, l'inertie et la fatuité.

Donnerons-nous libre pratique? Permettrons-nous libre séjour? Sans la bienveillance du seuil, nul commerce, nulle assimilation, nul échange avec le dehors. Je suis bien d'accord là-dessus avec M. Seippel, et la Réforme, et l'âme de la Germanie, et je recommande, à l'égal des vertus fondamentales, une attention respectueuse envers les nouveautés, un examen sérieux, une étude loyale de tout ce qui se montre à l'entrée du château-fort de l'intelligence. Portes ouvertes, oui. Et il est beau, et il est bien qu'il en soit ainsi. Cela veut-il dire qu'il n'y a que

cela de beau et de bon? Cela empêche-t-il qu'il y ait meilleur et plus beau? Le tort essentiel du principe de liberté, c'est de prétendre suffire à tout et tout dominer: Il se donne pour l'alpha et pour l'oméga. Or, il n'est que l'alpha. Il est simple commencement.

En effet, voici les vertus de l'hospitalité la plus large bien exercées. Vous avez réuni vos échantillons de ce que l'univers mental et moral a connu de plus intéressant. Votre piété les a tenus en parfait état de conservation. Vous ne les avez point meurtris ni altérés. Ils sont là. C'est fort bien; qu'allez-vous en faire? Vos imaginations, vos mémoires, regorgent. Que vont devenir tant de biens? A moins de vous borner à les mettre sous vitre à la façon des collectionneurs ou d'en jouer en sceptiques et en dilettanti, vous allez en user, vous allez les traiter, vous allez essayer d'en tirer quelque chose. Quoi? Ni la curiosité ni la tolérance ne vous l'apprendront.

La curiosité et la tolérance ne vous en apprendront ni le moyen, ni la voie, ni la direction. Elles vous ont procuré les matériaux, ou les possibilités de l'action. Les fins, les règles de l'action, ne sont aucunement en elles.

L'abondance et la variété de leur apport continu auront même dû établir en vous un doute et un désordre qui entraîne un certain degré d'impuissance et d'immobilité. Pour agir, maintenant, il faut choisir, il faut classer. Toute la vie est dans ce problème d'organisation. Selon quel principe classerez-vous? Que mettrez-vous en premier lieu, que mettrez-vous en second lieu? La curiosité est curieuse

de tout, la tolérance tolérante de tout, ceci et cela au même degré. Tous les objets, s'équilibrant, obtiennent ainsi une valeur uniforme, un prix équivalent. Tout s'aligne au même niveau¹. Le principal

1. *Pour la lecteur français.* — L'arbitraire, la fantaisie et le hasard peuvent seuls intervenir dans le choix, décréter une préférence lorsqu'on en est réduit à cet état de « liberté » pure. — Ces pages se trouvaient écrites depuis plusieurs jours quand l'illustre écrivain qui a tiré son nationalisme de son individualisme, Barrès a publié dans la *Revue des Deux Mondes* (15 novembre 1905) un *Voyage à Sparte* où se trouve indiqué l'état d'inertie auquel nous accule inévitablement la doctrine individualiste tolérante de tout, parce qu'elle établit, d'une balance égale, échec bilatéral et annulation réciproque des droits antagonistes.

L'exemple fourni par Barrès est admirablement clair.

Un antiquaire et un archéologue disputent. L'antiquaire regrette que l'on ait démolì la tour franque de l'Acropole; l'archéologue soutient que ce fut bien fait. Alors l'antiquaire s'écrie, ou à peu près : « Vous gênez, avec vos études et vos piétés que je respecte, mes études et mes piétés qu'il faut également respecter. » Qu'est-ce à dire? Si l'archéologue s'arrête et, respectueux des piétés de l'antiquaire, s'il retient le pic et les démolisseurs, voilà que ses propres études vont souffrir à leur tour et pouvoir se dire « gênées ». Ce voisin qui l'oblige à se croiser les bras lui transmet le même désagrément qu'il veut s'épargner. L'action négative imposée à l'archéologue au nom des études et des piétés de l'antiquaire constitue elle-même une entreprise, une violence contre ses études et ses piétés archéologiques. Il est prié de mortifier son désir dans la crainte de mortifier celui du prochain. Démolir devait gêner l'un. Ne pas démolir gêne également l'autre. La thèse de l'égal respect n'établit même point des deux parts l'absence de gêne. L'action oppressive subsiste. Il n'est de changé que les rôles. L'opresseur devient opprimé, l'opprimé oppresseur jusqu'au prochain tour de la roue.

Cela est bien la vie. On ne peut éviter d'agir ni d'être agi, de gêner ni d'être gêné. S'abstenir n'est qu'agir sur soi et contre soi.... Mais en pratique, lorsque deux esprits se trouvent animés de ce grand respect mutuel, cela doit finir par des coups. Le bâton ou la courte paille, solutions qui départagent! Or, nous disons : une doctrine supérieure serait en état de fixer entre les deux actes possibles *ce qui est le meilleur*.

En théorie, cette doctrine supérieure n'est qu'un possible objet d'un vœu plus ou moins discret de la pensée. Mais dans la pratique, elle est avidement réclamée. Sans le froment substantiel de ce critère, toute la vie active s'engourdit et s'éteint. Les principes négatifs suffisent bien tant qu'on n'a pas de décision à prendre, tant que l'action ne s'impose pas : au delà, se manifeste leur faiblesse. L'esprit humain se meut. Il ne supporte pas l'équilibration des cristaux. Son élan le

ou le secondaire, l'antécédent ou le conséquent, le préférable ou le postposable, voilà ce que les purs flambeaux de la Liberté ne feront jamais distinguer. La Liberté est utile, elle est nécessaire pour permettre à une multitude d'être assemblée; mais cette nécessité n'a d'égale que son incapacité radicale quand il s'agit de distribuer cette multitude et d'assigner à chacun l'ordre et le rang de sa fonction.

Que l'on puisse vivre dans ce désordre, nul doute. Que l'on puisse même y agir, c'est possible encore, bien que l'action sans règle ne soit qu'une agitation. Agir avec méthode, vivre humainement et raisonnablement, requiert d'autres principes que la liberté des éléments reçus, subis, considérés. Certes, par désespoir de trouver la classification satisfaisante ou la hiérarchie supportable, on peut se résigner au *modus vivendi* qui juxtapose les contraires et conclut la plus médiocre des trêves entre droits équivalents et forces irréductibles. Un esprit énergique ne trouve là qu'une sensation de défaite. Lui donne-t-on cet arrêt pour provisoire, c'est alors qu'il s'attachera invinciblement à le dépasser. Et je demande ici encore : *comment?*

jette au travail. Que veut-il? OEuvre de dieu, changer, transformer, la face du monde. Il n'écoute point le bouddhiste, ni Schopenhauer, ni Tolstoï. Dans quel sens agir, dans quelle direction, dans quelle mesure? Il se le demande sans cesse. De même que la vie naturelle consiste à se poser inégalement la question : « Qui l'emporte? Qui prime? Qui sera le plus fort? », car les contrats d'entraide et les pactes fédératifs sont eux-mêmes dans tous les cas importants, l'action ou la réaction d'une hégémonie, on se fédère autour de quelqu'un ou contre quelqu'un, — ainsi, la vie intellectuelle répète : « Qui a tort? qui a raison? »

Un esprit dit cela comme un cœur se contracte et se détend, c'est pourquoi nul libéralisme ne le satisfera (1906).

Comment, avec le seul secours de la libre curiosité ou de la libre tolérance? Si l'on veut remuer et vivre, il faut sortir de cet état de liberté comme on sort de prison. Il faut adopter un principe et s'en tenir à lui¹. Ce n'est pas (comme le croit M. Seippel) pour *anéantir* toutes les idées différentes, c'est pour les *composer* autour de leur centre normal, pour les ranger et les graduer, au-dessous de lui, aussi nombreuses, aussi vivantes que possible, de manière à ne rien laisser d'inemployé et pour utiliser plus ou moins toute chose.

Type trop élevé peut-être? Type d'action humaine exigeant des facultés démesurées et des efforts de simplification magnanimes? C'est cependant ce type-là que réalise la plus humble opération d'arithmétique : l'enfant qui traite des fractions les réduit tout d'abord au même dénominateur. Il leur trouve un mètre commun, un point de fixité auquel il les rapporte. Le dernier des hommes de peine se livre exactement de même à des choix, à des distinctions, à des triages préparatoires. De la glaneuse au bûcheron, de celui qui coupe les grappes à qui promène la charrue, il n'est aucune activité qui ne se prononce tout d'abord en faveur de la chaîne puissante et bénigne de l'ordre. La liberté posa son trône au fond des lieux inférieurs, près du chaos et des forces

1. *Pour un lecteur français.* — C'est-à-dire qu'il faut que les principes contradictoires également admis et tolérés soient évoqués, traduits, comparés, mesurés; il faut qu'ils luttent entre eux jusqu'à ce que l'un d'eux, *un seul*, ait surmonté successivement tous les autres : ayant réglé ainsi les *exclusiones debitas*, il pourra dominer, diriger et conduire. Juge et *critère*, il jugera et critiquera. Il sera prince et *prima* (1908).

élémentaires : ce qui travaille et croît, ce qui monte et s'ordonne, ce qui prend figure de perfection est aussi ce qui consentit à l'entrave et à la mesure, ce qui s'est présenté au sublime frein de la loi.

Un poème n'est point liberté, il est servitude : sa beauté se juge précisément au rapport des valeurs naturelles mises en jeu avec la sereine vigueur du rythme ondoyant qui les courbe. Une grande âme n'est pas liberté, elle est servitude : et sa grandeur s'estime, non moins précisément sur le rapport de ses énergies naturelles avec la règle supérieure qui les conduit. Une civilisation splendide, une nationalité éminente, se définiront par les mêmes traits : que leurs puissances se répandent dans le tumulte libéral et rien ne sera. *Quelque chose* n'en apparaît, fleur d'héroïsme ou de sainteté, fleur de majesté ou de grâce, qu'en raison de l'ordre secret qui rassemble les divergences, compose les inimitiés. Sans la forme idéale, sans l'unité secrète qui les étreint jusqu'à leur extrême pourtour, le vent extérieur ou l'intime faiblesse les ramènerait vite à participer de cette liberté infinie que donne la mort. La mort seule admet, comprend, tolère, concilie *tous* les mouvements, dénoue tous les liens, brise toutes les chaînes, en un mot affranchit de toutes sujétions et déterminations qui forment la trame essentielle de chaque vie, mais qui se resserrent et se compliquent dans la mesure de l'élévation et de la dignité de chaque vivant.

VI. — TRANSACTIONS ET COMPROMIS :
LE NATIONALISME FRANÇAIS.

La variété qui naît de la liberté est donc, en thèse très générale, matière première de la vie. Mais pour imposer à la vie sa direction, et les moyens de s'y tenir, sa destinée avec les moyens d'y atteindre, il faut quelque chose d'autre qui ne soit point varié, mais un.

Vérifions et traduisons.

Un État politique qui se borne à la liberté peut y trouver quelque bien-être. Mais qui vise au delà de l'état de conservation, qui dépasse le stade de sa consommation et de l'usufruit, qui veut produire avec intensité, progresser avec ordre, à plus forte raison conquérir et s'étendre, doit se forger une discipline. Toute *politique d'empire* a dépassé la liberté. L'Allemagne eut besoin de la liberté pour « être », pour « compter » (1750-1850). Pour « acquérir » et « conquérir », l'unité fut indispensable. L'Angleterre commença également par une phase de curiosité et de tolérance universelles; mais il lui fallut se contraindre dès qu'elle voulut dominer. De même en Amérique : la politique de la porte ouverte (aux émigrants et aux marchands) coïncide avec l'éveil de sa vie économique; mais aspire-t-elle à régner, la ceinture des prohibitions ne fait que précéder un rudiment d'outillage guerrier.

Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni les États-Unis, ne s'arrêtèrent donc à la liberté helvétique. Mais aucune de ces trois puissances n'est parvenue à la

discipline unitaire qui distingue la civilisation des Français. La France et la Suisse figurent donc les deux extrêmes de la série entre lesquelles on peut intercaler et combiner une infinité de moyennes. Eux-mêmes les Français passent parfois des compromis avec leur Unité, comme M. Seippel en Suisse prend, lui aussi, des libertés avec sa Liberté pour sa « légitime défense », dit-il avec raison.

Si donc M. Seippel voulait admettre ces principes, évaluer comme je le fais l'idée de Liberté et l'idée d'Unité, peut-être que je lui ferais des concessions qui lui paraîtraient importantes. Ou plutôt je ne lui ferais aucune concession. Mais je lui donnerais des nouvelles de France. Comme il me semble que le lui a reproché M. Édouard Rod dans le *Journal de Genève*, il les ignore visiblement, bien qu'elles soient d'hier.

Je lui dirais : Vous rangez M. Ferdinand Brunetière parmi les plus effroyables réactionnaires parce qu'il a construit une « équation fondamentale » ainsi conçue :

$$\begin{array}{r} \text{SOCIOLOGIE} = \text{MORALE} \\ \text{.MORALE} = \text{RELIGION} \end{array}$$

$$\text{d'où : } \text{SOCIOLOGIE} = \text{RELIGION,}$$

« équation fondamentale » que de plus réactionnaires ou de plus progressistes que lui, des écrivains de la *Gazette de France*¹, par exemple, ont irrévérencieusement parodiée :

1. *Gazette de France*, du 24 septembre 1905.

BRUNETIÈRE = FERDINAND

FERDINAND = BUISSON

d'où : BRUNETIÈRE = BUISSON¹,

et vous ne savez pas que ce Brunetière farouche est le contraire d'un intolérant ou d'un fanatique. Il a maudit l'Inquisition. Il a flétri les Dragonnades. Il siège dans des Comités pour la liberté de l'enseignement côte à côte avec les disciples de Montalembert et de Calvin, pêle-mêle avec des enfants d'Abraham. M. Brunetière est libéral, démocrate, républicain.

Je dirais encore à M. Seippel. Il y a mieux ou pis, dans ce même ordre de la tolérance française, qui est, en vérité, une terre inconnue de vous : allez chez ceux-là mêmes qui tiennent M. Brunetière pour un fabricant de concessions anarchiques ; pénétrez dans la caverne nationaliste de l'*Action française* et considérez-en le statut philosophique et religieux : cette Congrégation non autorisée se donna une règle purement politique. Les Français s'y trouvent groupés sur un terrain non théologique mais national, sur une foi non religieuse mais patriotique. Il

1. Note pour le lecteur français. — Un lecteur de la *Semaine de Genève* me dit que voilà une simple plaisanterie. Ce n'était pas du tout une plaisanterie ; c'était la transcription littérale du mauvais raisonnement de M. Brunetière qui consiste à dire : Une partie de sociologie égale une partie de morale, une partie de morale égale une partie de religion, donc la totalité de la sociologie égale la totalité de la religion. Raisonnement trois et quatre fois sophistique et dans lequel il saute aux yeux que d'abord M. Brunetière conclut de la partie au tout, puis que les parties sur lesquelles il raisonne ne sont aucunement les mêmes au premier et au second terme de l'équation. On peut nous reprocher d'avoir fait de la logique amusante, mais elle est sans réplique (1905).

y a là des panthéistes, des païens, des manichéens, des positivistes; l'on y rencontre un plus grand nombre d'excellents catholiques, de catholiques réguliers, catholiques du *Syllabus*. Les uns et les autres ont ensemble adopté le critère de l'intérêt et de la tradition de leur pays. Il est vrai qu'une circonstance heureuse — l'Histoire de France en personne — impose, de ce point de vue, plus que le respect : l'admiration et l'amour du catholicisme. Mais ce n'est pas de notre faute. Nous ne pouvons pas, n'est-ce pas? changer cette histoire, dont M. Seippel a noté le « catholicisme formel ». La religion de la patrie imposant aux plus incroyants l'amour de l'Église¹, cette Église, à son tour, imposant aux Français le culte de la patrie, rien n'est plus naturel, ni plus ferme, ni *en un certain sens* plus « libéral » que ce compromis du Nationalisme français.

Les deux nouvelles que je donne à M. Seippel lui prouvent qu'il se pourrait bien que la France fût moins éloignée qu'il ne le suppose de se découvrir, en dehors de l'unité religieuse absolue, un point d'équilibre et de conciliation satisfaisant. Seulement, et *premièrement*, nous ne nous faisons pas

1. Ce que dit M. Paul Seippel de l'Église de France me paraît inexact et inique. Un esprit de ce rang, un philosophe de cette dignité aurait pu éviter de transcrire certaines basses plaisanteries anticléricales sur le culte rendu à saint Antoine de Padoue. « Dévotion inférieure », « retour au fétichisme! » C'est vite dit quand il s'agit, essentiellement, d'une des plus belles idées qui soient au monde, de la communion des vivants et des morts et du culte des intercesseurs héroïques. Toucher étourdiment à un tel domaine pour plaisanter les simples dont tout le tort est de concevoir simplement une magnifique pensée, blesse en moi, non des sentiments de piété et de foi, mais une considération, une amitié, une fraternité d'esprit que la plupart des pages de M. Paul Seippel, même les plus hostiles, m'avaient inspirées. (Cette note a paru avec l'article dans la *Semaine de Genève*.)

d'illusion, qu'il ne s'en fasse aucune! nous nous rendons compte que ce qu'il considère comme une supériorité est une infériorité certaine. Nécessité sans doute, mais contraire exact d'un progrès. Cela rétrécit la base du patriotisme, cela l'ébranle. La patrie sans les dieux, la France sans l'invocation au Dieu qui aime les Français, sont des concepts dégénérés. Combien nos pères étaient plus heureux d'unir à leur enthousiasme pour cette terre de leur tombe et de leur berceau leurs belles espérances d'un céleste asile éternel! Autre malheur : voilà deux cents ans, ce catholicisme profond unissait moralement la France à une moitié de l'Europe; au moyen âge, le même catholicisme avait fait de l'Europe entière un seul peuple. Du XIII^e siècle au XVI^e, du XVI^e au XX^e, la décadence est double. On n'y peut rien? On peut toujours éviter de prétendre qu'on a gagné quand on a perdu. Un pis-aller inévitable, mais cruel, n'est pas un profit; ce qui peut être profitable, c'est de s'en souvenir.

Secondement, on a bien décrété que cette division des consciences françaises ou européennes était chose « définitive ». Mais ceux qui ont décrété n'en savaient rien. Rien n'assure la France contre ce que M. Scippel appellerait un retour offensif du catholicisme. La persistance de nos habitudes « romaines » qu'il retrouve partout peut en être l'indice. L'évolution se serait-elle prononcée dans un autre sens? Mais est-ce qu'il connaît la loi de l'évolution? A la supposer connue, qui en garantira le mode d'application? Tout cela est obscur, fragile, sujet à caution. Si la Réforme a coupé en deux notre

Europe, si la Révolution libérale et démocratique a tenté la même coupure en France, rien ne *prouve* qu'il soit impossible de recoudre et de cicatriser ces deux plaies. L'Angleterre a penché vers le catholicisme. L'Allemagne.... Mais on ne voit rien du futur. Il ne faudrait rien affirmer. Je réponds à de vains prophètes par : *Qui sait?...* Quand bien même ils sauraient, quand le catholicisme ne devrait pas reconquérir son hégémonie d'autrefois, il ne serait pas démontré qu'une autre doctrine ne pût rallier les esprits et suggérer une unité de conscience toute nouvelle. Il y aurait l'Islam, si le positivisme n'existait pas.

Troisièmement, on peut être sûr de ceci : quoi qu'il advienne et quelque paix qui nous soit promise, ni le drapeau jaune du pape ni les étendards verts de Mahomet ou d'Auguste Comte ne triompheront sans de rudes combats et « *jamais, jamais en France* », jamais ne régnera sérieusement le principe métaphysique de la Liberté ou de l'Égalité des droits de toutes les doctrines. Cela serait contraire à tous les précédents, qui ne trompent jamais en chœur. Un Français dénué de passions intellectuelles, un Français qui ne s'échauffe pas, un jour ou l'autre, pour des idées, un Français qui n'allie point à la sagesse, à la raison héréditaire un secret fanatisme pour les types abstraits, ce Français-là mérite que vous recherchiez la nationalité de sa mère ou de son aïeul : l'enquête établira qu'il tient son origine de climats moins dorés, de races moins nerveuses et moins vibrantes.

Dans un de ces poèmes qui ont la portée d'une

prédication religieuse, mais aussi la valeur d'une observation de physique, Mistral dit à la race qu'abomine M. Seippel :

Tu es la race lumineuse
qui vit d'enthousiasme et de joie;
tu es la race apostolique
qui met les cloches en branle;
tu es la trompe qui publie;
tu es la main qui sème le grain!

Oh! le Français est bien « latin » sur cet article! Que les conditions nouvelles de sa vie commune le décident à refouler dans l'ordre privé ce qui touche aux préoccupations confessionnelles, il ne pourra changer grand'chose au tour de son esprit public, qui est d'un *prosélyte*. Il pourra dévouer cet esprit à autre chose que la religion proprement dite, mais avec la même passion et le même esprit de synthèse. L'athée André Chénier invoquait la déesse France. Nos modernes païens feraient comme lui. L'union purement politique, purement nationale, que nous conseille, non sans quelque imprudence, M. Seippel, ne peut donc affecter des allures froides. Elle aura nécessairement un air de croisade contre tout ce qu'elle rencontrera de non-français à l'intérieur. C'est du reste sur ce terrain qu'ont été engagées nos plus récentes querelles. Si l'auteur des *Deux Frances* se figure que notre antisémitisme, par exemple est un mouvement confessionnel ou clérical, il en est bien mal informé; l'antisémitisme n'existe que parce que les Français sont réduits à se demander s'ils restent les maîtres chez eux.

VII. — L'ÉTRANGER EN FRANCE OU LA LIBERTÉ
POLITIQUE.

Notre querelle intérieure est politique. Ajoutons : nationale.

Politiquement, en dépit de cent seize ans de Révolution et de trente-cinq ans d'une République dont tous les progrès électoraux ont coïncidé avec l'accroissement de la criminalité et de l'alcoolisme, après vingt ans d'une propagande collectiviste qui est un scandale pur en ce pays de moyenne industrie, de petite et moyenne propriété, où l'on compte *près de vingt millions de ruraux*, — politiquement, dis-je, — le corps de la nation n'est pas ébranlé : tant cette œuvre construite en collaboration par l'Église et la Monarchie avec les survivances de l'empire romain est fermement et solidement maçonnée ! Mais, si la « Liberté » continue à faire des siennes, cela finira par craquer.

Les années 1789, 1790, 1791 et 1792 ont été marquées en France par une série de « libérations » dont on n'a pas assez suivi les effets : la nation juive a été promue à l'existence civique, les huguenots, pros crits ou émigrants de 1685, ont été rétablis dans tous les droits communs. Les écrivains nationalistes observent que nos juifs ainsi naturalisés n'ont cependant pas cessé de former une communauté très particulière, un État très distinct de l'État français : leurs alliances constantes, soit entre eux, soit avec leurs congénères du nord et du sud de l'Europe, accentuent encore cette différence de la société

juive et du reste de la société en France. Un grief analogue, quoique très différent dans son point de départ, est relevé contre les cinq ou six cent mille huguenots recensés parmi nous. D'un sang français irréprochable à l'origine, on regrette que leur dissidence intellectuelle et morale, les rapports qu'elle leur créait avec les plus redoutables de nos concurrents étrangers, n'aient pas été corrigés et tempérés méthodiquement : une mentalité assez différente de la mentalité historique française devint le partage du monde protestant. Il en résulte de plus en plus une secrète guerre, non de race, non plus de religion, mais, en quelque sorte, de civilisation, de pensée et de goût; je dirai hardiment que, de ce côté de la France, la plupart des éléments qui ne sont pas étrangers, ni mêlés d'étrangers, sont très certainement exposés à devenir tels¹. Une colonie étrangère très remuante et très influente se forma enfin sur la lisière de ces petits mondes trop caractérisés et trop séparés. Joignez une société secrète, venue, disent les uns d'Allemagne et, selon d'autres, d'Angleterre, qui semble avoir servi de lien général, de bureau d'embauchage et de recrutement à ces Français trop récents ou trop pénétrés d'influences hétérogènes : la franc-maçonnerie.

Organisation maçonnique, colonie étrangère, société protestante, nation juive, tels sont les quatre éléments qui se sont développés de plus en plus dans la France moderne depuis 1789. Il est très remar-

1. J'ai traité la question dans un chapitre de mon livre *la Politique religieuse* (I, v.) d'après le document fourni par un protestant éminent M. Quésime Reclus.

quable que l'introduction, le retour ou les progrès de ces quatre éléments aient coïncidé :

1^o Avec la chute de la dynastie nationale, axe de notre État ;

2^e Avec la désorganisation de la noblesse et du clergé ;

3^o Avec la ruine des corporations ouvrières ;

4^o Avec l'abolition des privilèges propres aux villes et aux provinces ;

5^o Avec l'institution des départements, unités territoriales, absolument fictives, souvent contraires aux traditions, aux habitudes et aux intérêts locaux ;

6^o Avec la persécution du catholicisme ;

7^o Avec l'établissement du partage égal des héritages qui limite l'autorité des pères de famille et diminue la natalité ;

8^o Avec l'achèvement de la centralisation ;

9^o Avec la domestication de la science, par la mainmise des bureaux sur les académies et l'Université.

Ces neuf coïncidences ont fait la fortune des Pouvoirs nouveau-venus. En effet, l'État royal décapité et la famille débandée, la profession désorganisée, le gouvernement provincial et communal paralysé ou anéanti, que pouvait devenir l'ensemble de la société française ? On l'a dit et redit : une poussière d'individus, un désert d'atomes. Dès lors, dans ce désert, d'abord soumis à l'autocratie napoléonienne, livré ensuite à des régimes d'une insigne faiblesse ou d'un anonymat complet, devait prévaloir peu à peu, à la faveur du mécanisme centralisateur, la puissance de ces étrangers que liaient soit le senti-

ment intérieur de leur *différences* par rapport au gros de la nation, soit la pression externe de la défiance instinctive, de l'aversion physique et de la très naturelle inintelligence que la nation leur témoignait.

Ces minorités ont fini par constituer automatiquement, et sans y avoir grand mérite, les seules organisations distinctes et libres, sur ce territoire livré d'un bout à l'autre au fonctionariat, même religieux. Le seul contrepoids à leur force provint des Congrégations. Mais celles-ci ne pouvaient pas exister sans révéler quelque puissance, et leur puissance inquiétait naturellement un pouvoir centralisé, de sorte qu'elles ont été soumises à un régime de tribulations périodiques qui leur interdisait de rien fonder¹.

Le rôle des juifs, des protestants, des étrangers fraîchement naturalisés et des organisations maçonniques ressembla donc de plus en plus à un privilège public. Privilège de fait, qui put être ignoré d'un certain nombre de ceux qui en bénéficient; leurs oligarchies fédérées par un intérêt naturel n'en ont pas moins tout pris : Finance, Conseil d'Etat, universités, magistrature, administration, académies. Ce serait encore peu de chose si la direction des affaires nationales n'était viciée par la prépondérance

1. *Pour le lecteur français.* — Il tombe d'ailleurs sous le sens que tout d'abord inconsciemment, par simple rancune historique et religieuse, et peu à peu par expérience et conseil, finalement par système politique, juifs, protestants, maçons, métèques, devaient bien constater que les Congrégations étaient, en France, leurs plus grands ennemis naturels : un gouvernement anticatholique pouvait beaucoup sur le clergé séculier au moyen du Concordat, du budget des cultes et de la filière administrative; sur les congrégations, il ne pouvait rien que les supprimer. Il est à observer qu'avant de procéder à la séparation, on a édicté une législation rigoureuse contre ce clergé autonome et organisé (1905).

de ces éléments étrangers excentriques à la nation!

... A la vérité, quand on fait observer que cent mille juifs, plus cinq ou six cent mille francs-maçons et quelques milliers de métèques forment un bien faible total comparé aux trente-huit millions de Français. — « Oubliez-vous, répondent les nouveaux venus, que nous sommes aussi une élite et que nous formons une véritable aristocratie? ».

Les nationalistes n'oublient pas cette prétention. Seulement ils la contestent. Une élite digne de ce nom ne se maintient pas au pouvoir en sacrifiant tout, même l'ordre, même l'avenir national, aux envies et aux convoitises du nombre. Une aristocratie véritable n'affermirait pas son règne sur les infâmes libertés du cabaretier. Une aristocratie aurait respecté la religion en tant que force traditionnelle et se fût gardée de prêcher le régime du moindre effort. Ni la Vertu, ni la Raison, ni la Sagesse politique, qui sont le patrimoine des aristocraties, n'ont présidé à la rédaction du programme appliqué à la France par ses conquérants : des prébendes publiques pour les grands électeurs et, pour les petits, des pensions de retraite et le dégrèvement graduel de l'impôt; une sécurité territoriale aussi profonde dans les esprits que précaire dans la réalité des choses, mais, en échange, un service militaire diminué dans des proportions inquiétantes; une armée déliée du respect des chefs; une police sans conscience civique¹... L'oligarchie qui applique

1. Que le lecteur français me pardonne le tour embarrassé de ces lignes. Je ne suis pas accoutumé à parler des misères françaises à l'étranger et, si j'en juge par la peine que j'ai eue à tracer ces allusions, j'ai peur de ne m'y accoutumer de ma vie (1905).

un pareil programme n'a aucun titre au PRIVILÈGE DES MEILLEURS¹.

Les bénéficiaires de 1789 avaient pour leur début détruit chez nous les organes domestiques, locaux, économiques et religieux de notre puissance publique : en 1905, c'est aux signes les plus sensibles, aux ressorts les plus nécessaires de cette puissance que s'acharne leur postérité. Comment pourrions-nous les appeler de bons citoyens, ou seulement des citoyens? Ils se chargent de démontrer leur qualité de nomades. S'il ne servait pas l'Étranger, qu'était-ce que ce ministre de la marine qui fit métier d'entretenir l'indiscipline à bord de nos bâtiments et sur les chantiers de nos arsenaux? ou ces ministres de la guerre enrégés à détruire la subordination chez les soldats, l'esprit de corps entre officiers et, dans le haut commandement, toute espèce d'autorité?

VIII. — L'UNITÉ POLITIQUE.

En se montrant intolérante et tyrannique, en favorisant des maîtres peu honorables, en se faisant la fourrière d'une invasion, l'idée de Liberté se nie et se renie. Elle s'est reniée si fréquemment chez nous que les Français sont las des inconséquences de cette noble étrangère. Après tout, disent-ils, l'Unité d'autrefois ne pouvait pas être plus dure : du moins avait-elle servi à quelque chose, nous allions et nous

1. M. Onésime Reclus, membre d'une puissante famille protestante, a expliqué depuis comment les religionnaires français n'ont aucun droit à l'aristocratie qu'ils prétendent. Je renvoie de nouveau à mon livre, *la Politique religieuse*, I, v.

avancions dans le monde, nos fronts étaient laurés et nos bras chargés de butin.

Ce qu'a perdu la cause libérale en France est imaginable. Personne n'y croit désormais. « *La République, mais ça ne se défend plus,* » disait récemment le jeune chef de cabinet d'un de nos ministres. Nous sommes donc, de manière ou d'autre, à la veille de ce que M. Paul Seippel appellerait une réaction unitaire. Je crois qu'elle ira jusqu'au bout de la formule : à la monarchie.

J'estime aussi qu'elle sera douce. Sans doute, tant qu'on se battra, on se battra sans s'épargner, mais, quand le plus sérieux des deux adversaires, le plus traditionnel, et par conséquent le plus riche d'avenir, aura enfin dicté la paix, l'Europe admirera la facilité et la douceur des conditions imposées par ce victorieux. Comme la paix romaine, la paix française enveloppe un fond d'amitié pour le vaincu. Elle pratique le *parcere subjectis*. Toulouse, vaincue au treizième siècle, introduit au quatorzième sa propre loi ou son interprétation de la loi parmi les conseillers et les commis du roi de France. Henri IV et Sully font régner, au dix-septième siècle, ce que la Réforme avait conservé de patriote et de généreux. Ces échanges compensateurs sont dans le sang et dans la pensée de nos races¹.

1. *Pour le lecteur français.* — C'est, en effet, un lieu commun de comparer, par exemple, en matière coloniale, l'esprit de synthèse, d'assimilation et de composition qui anime la civilisation latine à l'esprit destructeur ou séparateur des races saxonnes. Le Saxon détruit l'indigène ou l'isole; le dernier mot de ses concessions est exprimé par le régime contractuel, plus ou moins égalitaire, dans lequel vivent les races soumises à la Maison de Habsbourg. Il affronte l'étranger, le heurte et le balance, dans un équilibre immobile qui peut durer éter-

La monarchie se contentera de remettre à sa place, c'est-à-dire de chasser *du pouvoir*, sans retard, comme sans inutiles violences, l'oligarchie des étrangers. Mais le point de vue national ainsi rétabli et la France remise au centre de ses affaires, l'opresseur d'hier redevient parfaitement utilisable comme serviteur de demain.

Nous pouvons concevoir quel service déterminé pourraient rendre au pays une Finance, même juive, et une Juiverie, même prospère, si elles dépendaient du gouvernement au lieu de lui commander¹. Nous concevons de même, sans que personne nous en prie, la contribution mentale et morale du monde protestant, dont les relations anglaises et allemandes seraient propres à nous servir au lieu de servir l'Étranger. Beaucoup d'étrangers amis de la France, qui ne servent que leur pays pendant leur séjour à Paris, pourraient être priés d'utiliser, en notre fa-

nellement. Mais l'esprit latin est artiste. Il est inventeur et poète. Il ne cesse jamais de faire et de créer. Toujours il s'ingénie, il calcule ou il rêve en vue de préparer ou de combiner des choses nouvelles. De cette race indienne que l'Anglo-Saxon se contenta d'abrutir avant de la massacrer, son industrie tira par alliance et métissage un type humain de grand avenir dans l'Amérique centrale et méridionale. D'ailleurs, n'a-t-il pas extrait la Germanie d'elle-même, c'est-à-dire de la sauvagerie ou de la barbarie? Ne lui a-t-il pas dispensé tous ses biens : religion, institutions, industrie, arts et lois, souvent même langage? — L'inepte Gobineau a bien vu le fait, mais ce Rousseau gentilâtre ne pouvait le juger que du fond d'un abîme de fatuité (1905).

1. *Pour le lecteur français.* — Il faut se défier comme de la peste de la réplique habituelle de l'adversaire : Vous êtes antisémites? Alors c'est que vous voulez tuer tous les juifs.... Nous voulons les mettre à leur place, qui n'est pas la première. Rien de moins, mais rien de plus.

Les méthodes de polémique qu'on nous oppose en général sont un curieux exemple de la « démence », de la *déméntalisation* particulière à notre temps. Entre deux contraires, le règne des juifs et l'oppression des juifs, on ne semble plus être en état de concevoir qu'il y a une infinité de positions intermédiaires, réglées par des considérations de temps, de circonstances, etc. (1905).

avancions dans le monde, nos fronts étaient laurés et nos bras chargés de butin.

Ce qu'a perdu la cause libérale en France est inimaginable. Personne n'y croit désormais. « *La République, mais ça ne se défend plus,* » disait récemment le jeune chef de cabinet d'un de nos ministres. Nous sommes donc, de manière ou d'autre, à la veille de ce que M. Paul Seippel appellerait une réaction unitaire. Je crois qu'elle ira jusqu'au bout de la formule : à la monarchie.

J'estime aussi qu'elle sera douce. Sans doute, tant qu'on se battra, on se battra sans s'épargner, mais, quand le plus sérieux des deux adversaires, le plus traditionnel, et par conséquent le plus riche d'avenir, aura enfin dicté la paix, l'Europe admirera la facilité et la douceur des conditions imposées par ce victorieux. Comme la paix romaine, la paix française enveloppe un fond d'amitié pour le vaincu. Elle pratique le *parcere subjectis*. Toulouse, vaincue au treizième siècle, introduit au quatorzième sa propre loi ou son interprétation de la loi parmi les conseillers et les commis du roi de France. Henri IV et Sully font régner, au dix-septième siècle, ce que la Réforme avait conservé de patriote et de généreux. Ces échanges compensateurs sont dans le sang et dans la pensée de nos races¹.

1. *Pour le lecteur français.* — C'est, en effet, un lieu commun de comparer, par exemple, en matière coloniale, l'esprit de synthèse, d'assimilation et de composition qui anime la civilisation latine à l'esprit destructeur ou séparateur des races saxonnes. Le Saxon détruit l'indigène ou l'isole; le dernier mot de ses concessions est exprimé par le régime contractuel, plus ou moins égalitaire, dans lequel vivent les races soumises à la Maison de Habsbourg. Il affronte l'étranger, le heurte et le balance, dans un équilibre immobile qui peut durer éter-

La monarchie se contentera de remettre à sa place, c'est-à-dire de chasser *du pouvoir*, sans retard, comme sans inutiles violences, l'oligarchie des étrangers. Mais le point de vue national ainsi rétabli et la France remise au centre de ses affaires, l'opresseur d'hier redevient parfaitement utilisable comme serviteur de demain.

Nous pouvons concevoir quel service déterminé pourraient rendre au pays une Finance, même juive, et une Juiverie, même prospère, si elles dépendaient du gouvernement au lieu de lui commander¹. Nous concevons de même, sans que personne nous en prie, la contribution mentale et morale du monde protestant, dont les relations anglaises et allemandes seraient propres à nous servir au lieu de servir l'Étranger. Beaucoup d'étrangers amis de la France, qui ne servent que leur pays pendant leur séjour à Paris, pourraient être priés d'utiliser, en notre fa-

nellement. Mais l'esprit latin est artiste. Il est inventeur et poète. Il ne cesse jamais de faire et de créer. Toujours il s'ingénie, il calcule ou il rêve en vue de préparer ou de combiner des choses nouvelles. De cette race indienne que l'Anglo-Saxon se contenta d'abrutir avant de la massacrer, son industrie tira par alliance et métissage un type humain de grand avenir dans l'Amérique centrale et méridionale. D'ailleurs, n'a-t-il pas extrait la Germanie d'elle-même, c'est-à-dire de la sauvagerie ou de la barbarie? Ne lui a-t-il pas dispensé tous ses biens : religion, institutions, industrie, arts et lois, souvent même langage? — L'inepte Gobineau a bien vu le fait, mais ce Rousseau gentillâtre ne pouvait le juger que du fond d'un abîme de fatuité (1905).

1. *Pour le lecteur français.* — Il faut se défier comme de la peste de la réplique habituelle de l'adversaire : Vous êtes antisémites? Alors c'est que vous voulez tuer tous les juifs.... Nous voulons les mettre à leur place, qui n'est pas la première. Rien de moins, mais rien de plus.

Les méthodes de polémique qu'on nous oppose en général sont un curieux exemple de la « démence », de la *déméntalisation* particulière à notre temps. Entre deux contraires, le règne des juifs et l'oppression des juifs, on ne semble plus être en état de concevoir qu'il y a une infinité de positions intermédiaires, réglées par des considérations de temps, de circonstances, etc. (1905).

veur, leurs talents et leur amitié pendant leur séjour à Berlin, à Rome ou à Londres. Je ne vois pas bien quels offices un gouvernement national pourrait tirer de la franc-maçonnerie, mais je n'aperçois pas non plus le mal qu'il pourrait avoir envie de lui faire¹. L'unité vraie ne consiste pas à détruire, mais à distribuer les choses et les gens au lieu qui convient à chacun.

Il ne serait pas surprenant que le meilleur de la Liberté suisse laissât une trace précieuse dans notre organisme français. Aucune république décentralisée n'est possible chez nous, tous nos éléments de vie particulière ayant été brisés par la Révolution. Mais la tâche de la monarchie sera de refaire ces vertèbres du gouvernement local et de l'autonomie syndicale; par simple horreur du parlementarisme et par intelligence des besoins modernes, la royauté française se développera sur le mode régionaliste. Elle développera, sous un certain aspect, une dictature, et, sous un autre, une multitude de petites républiques fédérées et d'ailleurs se compénétrant sous la protection d'un chef militaire héréditaire dont la Suisse n'a pas besoin, mais qui incarne notre unité.

Ainsi tout nous aura servi, même nos plus dures épreuves².

1. *Pour le lecteur français.* — Y aurait-il beaucoup de francs-maçons, ou des francs-maçons très ardents si le gouvernement changeait de façon sérieuse et complète? Ce fanatisme est bien suranné. Entre 1895 (élection d'une Chambre moins radicale) et 1897 (affaire Dreyfus) on a constaté une baisse sensible de l'influence et du recrutement des Loges. Raison : des ministères vaguement modérés (1905).

2. *Pour le lecteur français.* — Est-il besoin de rappeler ici nos diverses formules : « Les républiques sous le roi. » — « Philippe VIII, roi de France et protecteur des républiques françaises », etc. (1995).

IX. — DREYFUSISME ET LIBERTÉ.

Il y a sept ans, ces projets auraient étonné le grand nombre de ceux qui s'y intéressent le plus vivement aujourd'hui. Mais ces sept ans nous ont fait faire bien du chemin. D'une manière générale, on a senti la nécessité : 1^o d'un gouvernement fort; 2^o d'un gouvernement national. Toutes nos déductions s'en inspirent. Mais ceux même qui ne déduisent pas comme nous admettent le point de départ.

L'affaire Dreyfus? Elle-même. C'est l'Affaire qui nous a renseignés là-dessus.

M. Seippel aura du moins bien vu l'importance de cette crise qui a tout remis en question. Je l'avertis qu'il commet de grandes erreurs de fait, toutes les fois qu'il touche aux environs de ce sujet. Sur les hommes qu'il appelle des « esprits libres » et des « consciences indépendantes », petits saints qu'il lui plaît de mettre à part des « Deux Frances » comme seuls purs, seuls beaux, seuls lucides, seuls forts, sur « ces dévoués, ces désintéressés », on a souvent posé des questions auxquelles ces héros n'ont pas pu répondre. Et quand M. Seippel allègue qu'« un certain nombre d'hommes cultivés et d'entière bonne foi » ont été rendus « momentanément incapables de faire usage de leur sens critique par suite d'une *singulière altération collective de la faculté raisonnante* », ce qui explique, d'après lui, leur hostilité à son parti, je ne sais pas ce qu'il entend par cette altération collective de la faculté raisonnante, et

j'avoue qu'elle est « singulière » en effet, mais il est une chose que je connais très bien, c'est que, du 5 juin 1899 au 9 septembre de la même année, j'ai demandé à des centaines de dreyfusiens fameux : « La Cour de cassation a-t-elle jugé de façon positive et inconditionnelle que le bordereau *était* d'un autre que Dreyfus? » — et, comme la réponse invariable était : « Oui, la Cour a jugé ainsi », je n'ai jamais manqué de tirer de mon portefeuille le texte de l'arrêt de la Cour pour inviter l'interlocuteur à trouver le passage, et la phrase, et le mot énonçant pareil jugement; mais passage, ni phrase, ni mot, n'ayant jamais été découverts par le motif qu'ils n'existent pas, la Cour ayant insinué au conditionnel ce que l'on aurait voulu lire à l'affirmatif catégorique, j'en ai conclu et fait conclure que la « faculté raisonnante » des dreyfusiens avait imaginé cette « altération collective ».

Bien qu'appartenant à *Pecus*¹, nous avons passé trois années de notre vie à signaler au jour le jour les méprises de toute sorte imputables aux hommes de la Justice et de la Vérité. Il s'est trouvé depuis un écrivain de grand talent pour faire, sur une base plus sûre, l'inventaire approximatif des erreurs

1. M. Paul Seippel appelait « Pecus », d'après Anatole France, ceux qui ne pensaient pas comme lui sur Dreyfus. Quand on vous disait que ces libéraux ont aussi le sens de l'unité morale ! Mais ils n'excommunient plus les dissidents. Ils les repoussent à l'échelon inférieur de l'échelle animale.

commises dans les récits donnés de l'affaire Dreyfus. Je voudrais que les étrangers d'*esprit libre* tels que M. Seippel prissent la peine de feuilleter le beau livre de M. Henri Dutrait-Crozon

¹. S'il a

la liberté d'esprit de se résigner à quelques violences de surface, d'ailleurs justifiées par le simple fait qu'elles ont pour point de départ unique le vrai, je lui promets des découvertes intéressantes. Peut-être l'éminent professeur à l'École polytechnique fédérale s'apercevra-t-il qu'on l'a mis dedans comme bon nombre de Français.

Le malentendu peut subsister cependant, s'il continue de croire que les « antidreyfusards » prétendaient interdire « de troubler tout un peuple pour un individu condamné dans les formes légales ». Mais le fait est que nous disions tout autre chose. Nous disions qu'on troublait ce peuple *sans raison* suffisante. Discutant pied à pied toutes les rumeurs, toutes les fantasmagories lancées chaque jour par la presse, nous montrions que les prétextes mis en avant ne tenaient pas entre eux, contredisaient des faits certains ou renversaient des règles qu'il eût été bien facile de suivre.

S'il suffit de former un parti, d'ameuter des journaux, de troubler des badauds, pour obtenir la révision de tout jugement régulier, la justice entière s'écroule. S'il suffit de posséder quelques extraits

1. Henri Dutrait-Crozon a depuis donné ce chef-d'œuvre, le *Précis de l'affaire Dreyfus*.

d'un dossier pour juger de toute une affaire, le corps des règles de la critique s'évanouit. Si enfin il suffit de crier au mensonge et à l'iniquité, d'affoler l'opinion, de faire éclater des scandales pour obtenir la divulgation des secrets de la police militaire, il faut renoncer à préparer aucune défense nationale. Quelques-uns d'entre nous se flattaient de défendre l'armée française. Ils parlaient avec trop d'ambition ou de modestie. L'armée française n'avait pas à être défendue. Mais nous défendions les conditions d'existence de toute organisation politique, les colonnes de la science et de la raison, les rapports essentiels de la Justice et de l'État. On ne nous a jamais répondu que par une ridicule pétition de principe : « L'innocent ! L'innocent ! »

Je ne sais si M. Seippel, nourri dans les « histoires » répandues hors de France par les partisans de Dreyfus, admettra aisément cette interversion de rôles. Mais les faits sont là. Pour beaucoup d'écrivains de ma génération, l'affaire Dreyfus ne s'est pas bornée à stimuler le patriotisme. Elle aura réveillé le sens critique et discipliné la raison ; son désordre nous choqua moins comme Français qu'à notre titre d'hommes et citoyens du monde. La douceur et l'utilité de la règle, d'une règle exerçant à discerner le vrai et à trouver le juste, furent profondément senties à cette occasion. Nous entendîmes assurément par *dreyfusianisme* l'anarchisme matériel, mais plus encore le désordre des intelligences, leur retour à la barbarie. Nous tendons de toutes nos forces à l'unification politique et sociale, mais l'unité logique nous aura intéressés la première.

Oui, l'affaire Dreyfus nous excéda de Liberté. Cette pluie de faux jugements et de médiocres sophismes, d'inductions boiteuses et de déductions chimériques, cette bourbe d'idées et de passions contradictoires, mais également furieuses, nous inspirait un grand, un immense dégoût de *ce qui est sans loi*.

— Liberté, disaient-ils.

Nous comprenions que cette liberté, c'est la force, mais une force brute, une force faible et confuse, éparpillée en vain, misérablement gaspillée. Pour gagner quelque dignité, la force a besoin d'être la prisonnière de l'esprit qui compose et qui oriente. Tous nos projets d'ordre français, tous nos plans d'unité française datent de nos réflexions devant ce Chaos.

APRÈS DIX ANS

L'affaire Dreyfus conçue comme l'expression douloureuse d'un excès de relâchement et de liberté avait eu, comme on vient de le voir, une part essentielle à la réaction de l'esprit classique et du sentiment national. Elle n'a pas eu une moindre importance pour l'élaboration ou la renaissance des principes de l'action politique et de la pratique administrative et judiciaire. Enfin, du simple point de vue de l'histoire, il faudrait l'étudier à la clarté d'un très intéressant article, écrit par un compatriote de M. Paul Seippel, son collaborateur au *Journal de Genève*, M. Albert Bonnard, rédacteur en chef du grand organe libéral.

M. Bonnard compte, en effet, pour un facteur déterminant des événements européens de juillet-août 1914 la

politique de M. Jaurès. Mais, cette politique, comme du reste la politique de M. Clemenceau, se confond dans ses causes et dans ses effets avec la politique du parti dreyfusien.

M. Jaurès a été l'un des principaux maîtres de la France depuis l'Affaire jusqu'au Congrès d'Amsterdam, entre 1899 et 1904; son règne fut presque sans rival pendant les deux dernières années de cette période, où l'esprit du général André domina sur l'armée.

M. Clemenceau fut, de fait ou de nom, chef du gouvernement entre mars 1906 et juillet 1909, avec Picquart au ministère de la guerre depuis la mi-automne 1906. Quel qu'ait été son despotisme à l'intérieur, la politique extérieure de M. Clemenceau fut d'un libéral humanitaire et pacifiste. Ne fit-il pas la guerre au sultan du Maroc (1907) avec des crédits militaires diminués et suivant une politique générale antimilitaire incontestée :

réduction des périodes d'exercices des réservistes et des territoriaux, abolition des décrets de Messidor qui ne tarda pas à tarir le recrutement des officiers, incurie générale déterminant le généralissime Hagron à donner sa démission....

Toutes les campagnes de M. Jaurès tendaient semblablement à démilitariser et à dénationaliser le pays.

Son demi-repentir final ne signifie rien.

Sa rêverie d'une *Armée nouvelle* est à classer parmi les diversions et les parades dictées par les plus récents événements européens. Elles pouvaient faire illusion au cerveau oratoire de M. Jaurès : tout le monde voyait que son plan de réforme inacceptable n'était guère proposé que pour faire obstacle aux réformes réalisables. Sans quoi M. Jaurès eût-il supporté les feuillets de propagande électorale, conseillant de voter pour le parti socialiste parce que seul ce parti « s'oppose aux armements » ! Ces feuillets

contre « la folie des armements » étaient pavoisés de caricatures militaires qui ne visaient ni le militarisme prussien, ni l'armée allemande, mais notre canon de 75 et nos cuirassiers. Le parti qui a fait cette propagande, le parti que menait Jaurès, est, reste, doit rester, celui qui n'a tendu qu'à nous désarmer.

Mais, disent les socialistes, c'est à force de désarmer qu'ils se proposaient d'éviter les maux de la guerre!

Cette réponse vaut les autres. Depuis que le monde est monde, les particuliers et les peuples n'ont jamais évité la bataille que de deux façons : en paraissant plus forts que l'agresseur ou en lui donnant tout ce qu'il exige.

Nous n'avons pas toujours été dans l'alternative de céder à l'ennemi comme en 1905 et comme en 1911, ou de lui livrer bataille comme en 1914. Vingt ans plus tôt, en 1894, au mois de décembre, nous avons été à deux doigts de la guerre avec l'Allemagne. De fâcheux articles de journaux avaient fait connaître que les documents servant de base au plus fameux des procès militaires avaient été dérobés aux bureaux de l'ambassadeur impérial à Paris. L'ambassadeur, comte de Munster, fit à l'Élysée des visites comminatoires et tint un langage si inquiétant que le 12 au soir, le ministre de la guerre, général Mercier (l'éditeur du canon de 75), son chef d'État-Major général, général de Boisdeffre, et leurs officiers veillèrent une partie de la nuit, prêts à lancer les dépêches de mobilisation. Si l'ordre ne fut pas donné, c'est que l'empereur, après avoir crié, se calma. L'ambassadeur se contenta d'une formalité, le démenti des journaux...

Pourquoi l'empereur s'était-il calmé, et comment l'ambassadeur s'était-il déclaré satisfait à bon compte?

C'était bien simple. Nous avions une belle armée que rien, jusqu'alors, n'avait agitée, la politique n'y

était jamais entrée. Notre matériel était surveillé par des techniciens de premier ordre, au choix desquels nos divisions intellectuelles, morales, religieuses étaient restées étrangères. Les révolutionnaires ne s'étaient pas encore mêlés d'affaiblir nos alliances. De quelque espionnage qu'elle nous entourât, l'Allemagne avait le sentiment de nos forces, sans en bien saisir les secrets. Et ses agents étaient saisis, jugés, punis, comme le sont partout ailleurs ces individus.

L'Allemagne avait aussi le sentiment d'être elle-même suivie et observée par de véritables virtuoses de l'espionnage et du contre-espionnage français. C'était le temps où le colonel Sandherr, le colonel Henry, le commandant Lauth organisaient en Alsace ce corps de pétardiers indigènes qui eût fait sauter ponts, routes, viaducs, au moindre appel de mobilisation allemande. C'était le temps où Mme Bastian, l'héroïque femme de charge de la fille de l'ambassadeur allemand, ramassait chaque soir, pour le service de la France, tous les papiers traînant dans les bureaux de l'ambassade et les remettait tous les huit ou quinze jours, le soir tombé, à l'un de nos officiers....

Patriotes parisiens, à qui il arrive de passer rue de Lille, devant le numéro 78, ralentissez le pas et élevez votre pensée au souvenir de la patriote espionne. Par la terreur dont elle environna l'Allemagne, par l'incertitude qu'elle entretenait dans la pensée des dirigeants allemands, ce fut elle, en 1894, qui retint en partie le trait de la foudre. Sans avoir lu *l'Humanité*, ni pratiqué l'humanitarisme, elle a sauvé des centaines et des centaines de milliers d'entre vous. Et pas seulement cette année-là : les suivantes. Car son service de défense nationale fut continué fort longtemps. Il durait encore trois ans plus tard, en 1897, quand les premiers murmures pour Dreyfus coururent Paris. Il dura toute l'année qui suivit, toute cette terrible année 1898, où nos forces se combattirent, où nos secrets militaires

furent jetés au vent des prétoires, où nos bureaux militaires furent pillés par les indiscrets de la presse ennemie et de la presse amie. On ne parlait d'un bout à l'autre de la France que de notre contre-espionnage. Notre Gouvernement était forcé de le désavouer. Le public en grand nombre imitait le gouvernement, ce qui était moins nécessaire. Et pendant qu'une partie de la nation, ingrate, reniait, flétrissait, maudissait le Service, et s'efforçait même de le rendre impraticable, ce Service, impassible, continuait de nous être rendu avec le même imperturbable, silencieux et naïf dévouement!

Chaque soir, Mme Bastian faisait sa ronde et faisait sa raffe pour la remettre à l'émissaire du Bureau français. Cela dura tout 1898, disais-je.... Beaucoup plus. Cela dura encore au delà du premier semestre de 1899. Malgré ses enquêtes et ses contre-enquêtes, la Cour suprême n'empêcha rien, n'arrêta rien, et il fallut la crainte d'un éclat au cours du procès de Rennes pour déterminer nos officiers du Service à suspendre l'ouvrage de Mme Bastian et à la mettre en sécurité elle-même.

Son départ de l'ambassade n'eut lieu qu'au 15 juillet 1899....

Le jour où la France éclairée élèvera une colonne de gratitude et d'expiation aux grands calomniés à qui elle aura dû le canon de 75 et le Service des Renseignements, le nom de l'humble patriote de la rue de Lille n'y sera pas oublié.

Mais en 1900, M. Waldeck-Rousseau annonça de la tribune du Sénat que le Service des renseignements n'existait plus.... En 1905, quand la question se reposa entre l'Allemagne et nous, la France ne faisait plus peur avec une armée qui sortait des mains du général André, avec une marine mal réchappée de Pelletan.

Pour éviter la guerre, il fallut donner à l'empereur allemand la démission d'un de nos ministres. En 1911, la leçon n'ayant pas servi, et M. Clemenceau, M. Picquart, d'autres encore, ayant aggravé la débâcle antérieure, les mêmes menaces de guerre nous firent déchirer la moitié du Congo.

En 1914, les réparations, les réorganisations, quoi que insuffisantes, auront permis d'échapper à de nouvelles exigences inacceptables : non à la guerre. Imaginez que nous eussions possédé plus de canons, plus de munitions, plus d'unité civique, une armée en croissance, une artillerie en plein développement, un service de renseignements florissant, tout ce que nous avons vingt ans plus tôt : la guerre aurait eu de très fortes chances d'être évitée, comme en 1894, et même au cas d'un coup de tête allemand, l'Allemagne aurait rencontré en Alsace autant de difficultés qu'elle en a trouvé en Belgique, et ce double rempart, donnant une autre forme à nos mouvements, eût donné un autre tour à notre destin.

Je conclus de ce bref regard sur une histoire récente que le vieux proverbe est toujours neuf : « Si tu veux la paix, c'est la guerre qu'il faut tout d'abord préparer ». Mais la guerre a des conditions politiques, dont la première est et sera toujours la discipline unitaire, qui exclut un certain laisser-aller systématique ou « libéralisme ».

LIVRE SIXIÈME
GUERRE A LA GUERRE

La joie rend les corps sains et vigoureux et fait profiter l'innocent repas que l'on prend avec sa famille loin de la crainte de l'ennemi et bénissant comme l'auteur de tant de biens le Prince qui assure la paix, encore qu'il soit en état de faire la guerre et ne la craigne que par bonté et par justice.

Bossuet, *Polit.*, X, L, XI.

XVII

LES ENNEMIS DE JEANNE D'ARC

Avril 1904.

Un journaliste radical écrit dans son journal du 14 avril 1904 :

Nous avons tous été façonnés dans les lycées, avec le culte de l'imagerie patriotique, tel qu'Henri Martin et Michelet la mirent à la mode il y a trente ans. Si bien que, malgré nous, nous conservons encore à la « bonne Lorraine » une idolâtrie dont il serait vraiment temps que nous nettoyions nos cerveaux.

Maladive, hystérique, ignorante, Jeanne d'Arc, même brûlée par les prêtres et trahie par son roi, ne mérite pas nos sympathies.

Aucun des idéaux, aucun des sentiments qui inspirent l'humanité d'aujourd'hui, n'a guidé l'hallucinée mystique de Domrémy.

Gamine, elle écoutait des voix et voyait des apparitions. Jeune fille, elle vécut parmi les soldats et les courtisans pour un Roy et une Eglise. La patrie qu'elle rêva n'a rien de commun avec l'humanité que nous désirons.

En soutenant un Valois contre un Plantagenet, que fit-elle d'héroïque ou même de louable?

Elle contribua, plus que tout autre, à créer, entre France et Angleterre, le misérable antagonisme dont nous avons peine à nous libérer six siècles après.

Puisque les Calottes prétendent imposer son fétichisme à la République, nous saurons répondre à cette provocation comme il convient.

Déjà des meetings s'organisent dans toutes les grandes villes. Il faut, en outre, que dans chaque canton, dans chaque village, les hommes instruits démontrent au peuple l'absurdité de cette lâtrie clérico-militaire. Il faut que, de tous les points de la France, la même réponse soit jetée à l'Eglise et à la Caste :

• Vous avez brûlé votre Pucelle, il y a six siècles, et vous la canonisez aujourd'hui, mais elle ne nous en reste pas moins étrangère.

• Cette vierge stérile n'aima que la religion de l'armée, l'huile sainte et l'arquebuse. Son bûcher final nous la fait plaindre, non pas admirer.

• Donc, à bas le culte de Jeanne d'Arc! à bas la légende empucelée! à bas toute cette hystérie contre nature et contre raison qui paralysa l'humanité au profit d'une dynastie! •

Assurément, il n'est pas agréable de lire en France, dans un journal de langue française, signés de noms français, ni cet article ni les autres où Jeanne d'Arc est traitée d'*hystérique ignorante*, d'*halucinée mystique*, de *Valkyrie homasse*, d'*idiote*, de *balourde* ou de *personnage bouffon*, et je comprends l'indignation des patriotes conservateurs. Ils sentent combien ces bassesses sont sacrilèges. Au point de vue supérieur des intérêts de la patrie, elles valent un appel à la désertion. Le patriotisme ne se borne pas à l'amour du sol natal. Il comprend la mémoire

et la religion du passé. Un patriote véritable fut cet ancien ministre de Napoléon III, né libéral, mort libéral, et qui disait pourtant souffrir dans sa fibre physique, toutes les fois qu'il entendait mal parler du roi Louis XIV.

Louis XIV vint couronner en quelque sorte le monument de notre unité. L'œuvre de Jeanne d'Arc, beaucoup plus ancienne, venue à une heure de crise, fut plus importante peut-être. En admettant (ce qui est douteux) que la France fût revenue à la dynastie nationale sans l'intervention de la bonne Lorraine, l'œuvre propre de Jeanne d'Arc a été de rendre possible, de préparer le grand règne unificateur, le plus grand peut-être de notre histoire, celui de Louis XI. Sainte pour toutes les imaginations, pour tous les cœurs vraiment français, sainte, on n'en doute plus, par toute l'étendue du monde catholique, Jeanne d'Arc est sacrée à tout homme qui réfléchit sur la philosophie de l'Histoire de France. La défense nationale qu'elle entreprit au siège d'Orléans et le sacre de Reims qu'elle mena à bien sont des événements qui ne sont surpassés que par leur retentissement ultérieur dans le conseil des rois et dans la conscience de la nation.

L'indignation de nos amis est donc une excellente chose. Mais je l'aurais voulue plus prompte. Je voudrais qu'elle eût éclaté, voici quatorze ans, sans attendre que des rédacteurs de *l'Action* en eussent fourni le prétexte. Car une insulte à Jeanne d'Arc, une offense à l'Histoire sont des offenses et des insultes, quelque seing qu'elles portent et en quelque lieu que ce soit. Accuser la Maçonnerie ou

la Juiverie, c'est fort juste. Il y a cependant d'autres coupables que les Maçons et que les Juifs. Il y a les nôtres. Il y a des gens que nous avons acceptés pour tels.

Me fera-t-on le plaisir de lire ceci ?

— ... Pardon de t'interrompre, mais c'est que je ne suis pas aussi sûr que toi que l'intervention de Jeanne d'Arc ait été bonne pour la France.

— Hein ?

— Oui, écoute un peu. Tu sais que les défenseurs de Charles VII étaient, pour la plupart, des pandours du Midi, c'est-à-dire des pillards ardents et féroces, exécrés même des populations qu'ils venaient défendre. Cette guerre de Cent ans, c'a été en somme la guerre du Sud contre le Nord ; l'Angleterre, à cette époque, c'était la Normandie qui l'avait autrefois conquise et dont elle avait conservé et le sang et les coutumes et la langue...

(L'auteur de cet ingénieux tableau historique oublie ici que l'Angleterre, conquise par les Normands, garda, dans ses actes officiels, la langue du vainqueur précisément jusqu'au règne de cet Edouard III sous lequel commença la guerre de Cent ans, dont notre Charles VII a marqué la fin : le début de cette guerre a donc coïncidé avec un regain d'influence et de vitalité saxonnes dans le royaume des ducs de Normandie).

A supposer que Jeanne d'Arc ait continué ses travaux de couture auprès de sa mère, Charles VII était dépossédé, et la guerre prenait fin. Les Plantagenets régnaient sur l'Angleterre et sur la France, qui ne formaient du reste dans les temps préhistoriques, alors que la Manche n'existait point, qu'un seul et même territoire, qu'une seule et même souche... *

(Il faut s'arrêter un instant pour admirer cette contribution de la géologie à la philosophie des

nationalités. Le Parlement des Provinces-Unies a-t-il jamais pris garde au fondement scientifique de ses droits nationaux? Ayant d'abord dormi ensemble sous l'épais manteau de la mer, « il est clair » que les grasses prairies des Pays-Bas étaient faites pour apparaître au jour sous la même domination. Mais le schisme de la Belgique et de la Hollande en 1831 a violé ce principe de théologie naturelle. Le haut penseur que nous citons relèvera-t-il le scandale? Il est plus choquant que la sécession préhistorique ou protohistorique de la France et de l'Angleterre !)

Il y aurait eu ainsi un unique et puissant royaume du Nord, s'étendant jusqu'aux provinces de langue d'oc, englobant tous les gens dont les goûts, dont les instincts, dont les mœurs étaient pareils.

Au contraire, le sacre du Valois à Reims a fait une France sans cohésion, une France absurde. Il a dispersé les éléments semblables, comme les nationalités les plus réfractaires, les races les plus hostiles. Il nous a dotés, et pour longtemps, hélas! de ces êtres au brou de noix et aux yeux vernis, de ces broyeurs de chocolat et mâcheurs d'ail, qui ne sont pas du tout des Français, mais bien des Espagnols ou des Italiens. En un mot, sans Jeanne d'Arc, la France n'appartenait plus à cette lignée de gens fanfarons et bruyants, éventés et perfides, à cette sacrée race latine que le diable emporte.

Durtal leva les épaules.

— Dis donc, fit-il en riant; tu sors des idées qui me prouvent que tu t'intéresses à ta patrie; ce dont je ne me doutais guère.

— Sans doute, répondit des Hermies en rallumant sa cigarette. Je suis de l'avis du vieux poète d'Esternod : *Ma patrie, c'est où je suis bien*. Et je ne suis bien, moi, qu'avec des gens du Nord.

L'auteur de cet intéressant dialogue, l'auteur de *Là-Bas* (Paris, Stock, 1891) où chacun pourra le

relire et le retrouver (page 65 et 66), M. Joris Karl Huysmans n'est peut-être pas un Français de race très sûre.

On le dit né en Belgique, de parents hollandais. Sans doute naturalisé ou fils de naturalisé, il nous payait ainsi l'écot de sa bienvenue. Et nous le payions de retour. Au moment où parut *Là-Bas*, M. Huysmans était quelque chose comme sous-chef de bureau au Ministère de l'intérieur. Il fut, un peu plus tard, décoré de la Légion d'honneur, comme fonctionnaire; c'est tout au plus s'il se trouva un petit nombre de très jeunes gens pour s'indigner de la promotion.

Je le fis, pour ma part, et de 1893 à 1897, dans cette période d'incubation anarchiste où s'accumulèrent les éléments intellectuels que l'agitation dreyfusienne devait utiliser si bien, je n'oubiai jamais, comme en feraient foi bien des textes, de ranger M. Joris Karl Huysmans parmi les pires ennemis de la tradition, de l'ordre et de la patrie. On ne peut en douter : les injures prodiguées à Jeanne d'Arc par la presse radicale sont imprégnées de l'ignoble esprit de *Là-Bas*. M. Huysmans a écrit ces grandes sottises. Elles ont vécu, duré et germé. Elles ont vulgarisé, pour leur part, un état d'esprit résumé en deux ou trois formules voyantes.

Les pauvres rédacteurs de l'*Action* se réclament d'un Alfred Naquet, qu'ils n'ont peut-être pas lu; s'ils étaient sincères, c'est Huysmans qu'ils invoqueraient, car ils l'ont connu et pratiqué longtemps.

M. Huysmans mérite d'être appelé leur prophète

et leur précurseur : des deux personnages qu'il met en scène, l'un Durtal, en qui l'auteur s'est toujours incarné, n'entend pas sans stupeur parler de la patrie avec quelque intérêt; et l'autre répond posément que sa patrie à lui, est celle où il se trouve bien : il refait la figure historique de son pays conformément à son caprice, et il envoie au diable les guerriers importuns et la très fâcheuse héroïne dont l'œuvre contredit les bouffées de sa rêverie. Les personnages favoris de M. Huysmans agissaient et pensaient dès 1891 comme le font depuis 1898 nos plus précieux intellectuels dreyfusiens.

Les choses sublunaires ont d'ailleurs un cours assez constant, dont elles se détournent peu. Ce qui devait arriver arriva. En quittant les religieux qui avaient été, hélas! ses amis et ses bienfaiteurs, M. Joris Karl Huysmans fit un livre, et dans ce livre s'appliqua, avec ses moyens, qui sont faibles, à ridiculiser la maison qui l'avait accueilli. On me dit que les religieux furent mal contents de ce livre. La lecture des pages 65 et 66 de *Là-Bas* leur eût épargné le calice et enseigné la méfiance d'un hôte pareil. Un nouveau français, un métèque, et qui avait parlé de l'Histoire de France comme l'auteur de *Là-Bas*, devait se montrer, par une liaison nécessaire, un hospitalisé plus qu'ingrat. En France, du reste, l'anti-patriotisme tient à l'anticatholicisme par des affinités subtiles et profondes.

Des catholiques avertis n'auraient pas eu besoin de se mettre en garde, ils y auraient été tout naturellement, au seul bruit du nom d'un ennemi de la France.

APRÈS DOUZE ANS

On me dit que Joris Karl Huysmans revint plus tard, en même temps qu'à la foi catholique, à de meilleurs sentiments pour notre patrie : la contre-épreuve vérifie les observations que l'on vient de voir.

XIX

ENTRE POTTIER ET LAMARTINE :

LA MARSEILLAISE DE LA PAIX ET L'INTERNATIONALE

Septembre 1903.

Nous ne sommes pas toujours de l'avis des chefs du parti dit libéral, ou modéré ou nationaliste. Il faut sans doute partager l'aversion que ces messieurs éprouvent pour un chant de guerre civile. Nous n'approuverons jamais les pensées énoncées dans l'*Internationale* et, même si la précaution est jugée superflue, nous serons plus qu'explicite pour échapper aux fameux reproche constant de la politique du pire : nous déclarons mauvais de vouloir appliquer *la grève aux armées*, détestable de faire chanter à de jeunes conscrits : *Crosse en l'air, et rompons les rangs*, triste et cruel de voir courir des couplets comme celui-ci :

S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

d'autant plus cruel, d'autant plus triste que, pour les trois quarts des personnes qui mettent en circulation le couplet, le texte exact, le texte chanté et vociféré porte : *sont pour nos sales généraux*. La basse

insulte est associée aux menaces de mort. Délit double, diront nos grands jurisconsultes. Le délit est double en effet.

Mais nous nous séparons des principaux critiques de l'*Internationale* dans le moment précis où ces messieurs mêlent à l'expression de leur révolte ou de leur crainte, celle de quelque étonnement. Toutes les fois qu'ils ont à s'exprimer là-dessus, les organes de la bourgeoisie dirigeante prennent les astres à témoin de la nouveauté inouïe de cette chanson. On dirait que jamais terre française n'entendit un blasphème semblable à celui d'Eugène Pottier et du Flamand Degeyter qui en fit la musique.

M. Jean Jaurès et M. Gérault-Richard ayant mis en avant, comme un précédent respectable, la *Marseillaise de la Paix*, du noble poète des *Recueils* et des *Méditations*, ç'a été parmi nos majestueux libéraux un chœur de protestations entre lesquelles on a particulièrement entendu la voix perçante de M. Émile Faguet. — « La *Marseillaise de la Paix* est un chant de paix, comme l'indique assez son nom, et l'*Internationale* est un chant de guerre ». Il y a longtemps que j'ai formé le projet d'examiner cette opinion. Voulez-vous que nous relisions le poème de Lamartine ?

Les circonstances dans lesquelles a été composée la *Marseillaise de la Paix* sont un peu trop connues pour être rapportées. Dans la pensée de Lamartine, il ne s'agissait que de répliquer « à M. Becker auteur du *Rhin allemand* », c'est-à-dire à l'auteur d'un défi adressé à la nation et à l'armée française. « Ils ne

l'auront pas le libre Rhin allemand... » Ce petit chant germanique, court, rapide, assez bien timbré, paraît-il, répondait à des manifestations belliqueuses d'une partie de l'opinion française en 1840. Le poète de la *Marseillaise de la Paix* surgit donc, sa lyre à la main, entre les deux grandes races qui se mesuraient du regard.

Pour sa composition matérielle, le poème est formé de grandes strophes de neuf vers séparés par des quatrains en forme de refrain. Ce n'est qu'une magnifique apostrophe dont le quatrain marque et ravive l'accent et le rythme oratoires. D'un souffle fort, d'un mouvement puissant, portant des images splendides, le poète varie les mots de son quatrain, il n'en modifie nulle part ni le ton, ni la pensée :

Roule libre et superbe entre tes larges rives,
 Rhin! Nil de l'Occident, fleuve des nations!
 Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives
 Emporte les défis et les ambitions!

Onze fois, en termes peu différents, le fleuve est ainsi conjuré, d'emporter les *défis* et les *ambitions* de ses riverains.

L'architecture générale des idées secondaires employées à fortifier la pensée centrale paraît comporter cinq divisions essentielles :

Dans la première, le poète affirme qu'il n'y aura plus de guerre entre Allemands et Français. Vingt-neuf ans à peine avant que fût déclarée la Guerre par excellence entre ces peuples que l'histoire a qualifiés d'*ennemis héréditaires*, Lamartine s'écrie :

Il ne tachera plus le cristal de ton onde
 Le sang rouge du Franc, le sang bleu du Germain;
 Ils ne crouleront plus sous le caisson qui gronde
 Ces ponts qu'un peuple à l'autre étend comme une main
 Les bombes et l'obus, arc-en-ciel des batailles
 Ne viendront plus s'éteindre en sifflant sur tes bords;
 L'enfant ne verra plus du haut de tes murailles
 Flotter ces poitrails blonds qui perdent leurs entrailles,
 Ni sortir des flots ces bras morts.

1841-1870!... Mais tel apparaissait l'avenir au poète; les Allemands ont d'ailleurs réalisé son rêve pacificateur dès les premiers mois de leur campagne de France en occupant en maîtres l'une et l'autre rive du Rhin. Elles ont cessé depuis lors de s'armer l'une contre l'autre. Il n'y a qu'un moyen de paix universelle : un seul maître pour l'univers.

Lamartine poursuit en déclarant que les vieux châteaux sourcilleux qui gardent le fleuve ressembleront aux rides sur le paisible visage d'un beau vieillard, on ne verra plus naviguer sur l'onde brillante que d'ingénieux commerçants ou des touristes curieux.

Pourquoi et comment seront obtenues ces grandes nouveautés? demande le lecteur.

Le poète répond :

— Pourquoi pas ces nouveautés? C'est ce qui existe aujourd'hui qui n'a point raison d'exister. C'est la guerre et non la paix qui a besoin d'être expliquée, c'est elle qui étonne mon intelligence et mon cœur. Pourquoi la vieille guerre inhumaine et dévastatrice? Dieu, qui a composé l'élément de cette onde, ne l'a point créé « pour diviser ses fils, mais pour les réunir »....

Cette défense de la paix par l'exposé de l'inintelli-

gibilité de la guerre remplit la seconde partie du poème :

Pourquoi nous disputer la montagne et la plaine?
Notre tente est légère, un vent va l'enlever
La table où nous rompons le pain est encore pleine,
Quand la mort, par nos noms, nous dit de nous lever.

Bref, cette vie est courte mais le monde est vaste, le monde entier regorge de bonnes choses. Il n'y a qu'à les prendre chacun à notre tour, tous ensemble, comme il nous plaira. La nature est assez abondante pour répondre à toutes les fantaisies du cœur humain, l'homme n'a aucun sujet de dépouiller l'homme : il peut avoir, s'il veut le prendre, l'équivalent de tout ce qu'il lui arrive de convoiter. A ces observations remarquablement fausses, le poète en ajoute de folles : le ciel est sans divisions, pourquoi la terre en aurait-elle? La raison répondrait sans plus : parce qu'elle n'est pas le ciel.

Le poète réplique en chantant à tue-tête que ce qui ne devrait pas être selon lui ne peut exister devant lui :

Et *pourquoi* nous haïr et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu?
De frontières au ciel voyons-nous quelques traces?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu?

Ici les vers célèbres aussi beaux de sonorité que vides de sens.

Nations! mot pompeux pour dire barbarie!
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
Déchirez ces drapeaux; une autre voix vous crie :
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas.

Roule libre et royal entre nous tous, ô fleuve!
 Et ne t'informe pas, dans ton cours fécondant,
 Si ceux que ton flot porte, ou que ton urne abreuve
 Regardent sur les bords l'aurore ou l'occident!

*Ce ne sont plus des mers, des degrés, des rivières
 Qui bornent l'héritage entre l'humanité
 Les bornes des esprits sont leurs seules frontières
 Le monde en s'éclairant s'élève à l'unité
 Ma patrie est partout où rayonne la France,
 Où son génie éclate aux regards éblouis!
 Chacun est du climat de son intelligence
 Je suis concitoyen de toute âme qui pense¹
 La vérité, c'est mon pays!*

Il ne faut pas demander à l'esprit d'un poète né au siècle de Lamartine ce souverain accord intérieur et cette rigoureuse harmonie intellectuelle qui distinguent l'âme de Sophocle, de Dante ou de Racine. Avec une nature haute et des dons glorieux, Lamartine avait l'esprit faible. Il manquait de ce sens du vrai et de cette raison qui, tout seuls, ne feraient que des natures droites et fermes, mais qui, associés aux grands dons de l'imagination et du sentiment, élèvent l'âme à la perfection.

Entre les strophes que je viens de citer, la dernière est douloureuse à l'esprit, parce qu'il est impossible de la réaliser tout entière par la pensée. S'il y a des climats pour l'intelligence, comment peut-elle être concitoyenne de toute âme qui pense et avoir pour « pays » cette vérité essentiellement supérieure aux variations de climats? En second lieu, comment la zone immense, mais limitée, du rayonnement de la France, peut-elle s'identifier avec l'im-

1. Il me semble avoir lu une variante de ce vers où le mot *âme* est remplacé par *homme*.

mensité sans limite où rayonne le vrai? La Vérité habite autant que la Sologne ou le Beaujolais ces plateaux du Thibet où le génie français n'éclate nulle part aux regards éblouis. Si l'on est du climat de son intelligence, cela peut être du climat français, des climats francophiles, des climats peuplés de disciples de la France; cela peut être aussi des climats où la France n'enseigne rien et n'éblouit personne. Quel malheur que de si beaux sons, lorsque l'esprit ne parvient pas à s'en faire une image liée, une représentation cohérente!

L'ennui que nous donnent les contradictions dans les termes fait sentir comment la raison, sans être la source même de la poésie, est nécessaire à la saveur du mélange divin. Dans une coupe étincelante, la liqueur âpre et mal fondue donne aux lèvres une sensation désagréable, à l'âme (que tant d'éloquence remuait) l'idée d'un désordre accablant. La triste évidence se montre; on découvre que le poète, voulant penser, n'a rien trouvé que des éléments confus qu'il a mêlés sans leur communiquer cette douce unité que justement le malheureux rêvait pour l'ensemble de l'univers! Quoi qu'il en soit, à ce désordre se réduit la seconde partie du poème.

La troisième en découle tout naturellement, avec une égale pénurie de logique. Tous les hommes sont citoyens de la même cité, les nations ne sont qu'un nom pompeux de la barbarie, il n'y a d'autre pays et d'autre climat que la Vérité, et voilà que le poète imagine de célébrer consécutivement les traits *natio-*

naux des hommes qui bordent le Rhin! Après avoir dit que les différences entre l'Allemand et le Français sont aussi artificielles que le seraient des divisions dans le libre espace du ciel où ils n'habitent pas, il distingue minutieusement d'après les différences issues de la nature, multipliées par l'histoire, les fils de l'Allemagne et puis les enfants de la France :

Vivent les nobles fils de la grave Allemagne!...

Il y a quelque quinze ans, dans ses *Etudes sur le dix-neuvième siècle*, M. Faguet, après avoir cité ce premier vers, aimait autant ne pas nous transcrire le reste. Mais nous avons fait du chemin. Beaucoup de braves gens qui se croient toujours bons Français liront aujourd'hui, comme M. Faguet, sans sourciller la strophe allemande du grand poème :

Vivent les nobles fils de la grave Allemagne
 Le sang-froid de leur front couvre un foyer ardent;
 Chevaliers tombés rois des mains de Charlemagne,
 Leurs chefs sont les Nestors des Conseils d'Occident!
 Leur langue a les grands plis du manteau d'une reine,
 La pensée y descend dans un vague profond,
 Leur cœur sûr est semblable au puits de la sirène
 Où tout ce que l'on jette, amour, bienfait, ou haine,
 Ne remonte jamais du fond.

C'est le symbole de la foi germanique entre Staël et Michelet, ramassé en neuf vers.

Le quatrain suivant est curieux. Un bon républicain aurait pu s'offusquer d'une louange accordée aux Nestors de l'Occident. Mais Lamartine ne s'embarrasse pas de si peu! Les rois, princes et principicules de l'Allemagne féodale sont métamorphosés d'un coup de baguette en souverains plébiscités :

Roule libre et fidèle entre tes nobles arches
 O fleuve féodal, calme mais indompté!
Verdis le sceptre aimé de tes rois patriarches
Le joug que l'on choisit est encore liberté.

Les Français de Charles x et de Louis-Philippe sont des serfs misérables. Les Allemands de Gaspar d LXXXIV landgrave ou margrave de Thundertrunck sont des êtres ornés de justice et de liberté.

La féodalité détestable chez nous, pleine de grâce et de booté chez les Allemands! La turlutaine de Monod restait fort répandue en France aux environs de 1870. Fustel de Coulanges en pleura.

La France et les Français ont leur couplet : c'est la France, ce sont les Français de l'Évangile révolutionnaire ou des migrations celtiques d'il y a 2000 ans.

Avant-garde de Dieu qui devancent ses pas!
 Comme des voyageurs qui vivent d'espérance
 Ils vont semant la terre et ne moissonnant pas.

Leur arc est proprement celui qui lance « l'idée ou la mort ». Tout le solide et le puissant de la substructure française : romanisme, catholicisme, monarchie capétienne, n'existe naturellement pas pour Lamartine. Qu'en ferait-il? Il reconnaît sa France dans la suicidée de ces derniers cent ans, celle que Michelet et Quinet appelaient le Christ des nations, celle qui monte sur la croix pour le rachat de l'univers.

La quatrième partie du poème ne comprend qu'une strophe destinée à faire entrevoir rapidement le fracas des empires, partant leur vanité. Comme il s'agit de l'Orient, la beauté des images, leur sublime

leur pittoresque et leur éclat le dispute à la nullité ou à l'incertitude de la conception :

Là, d'empires poudreux les sillons sont couverts
Là, comme un stylet d'or, l'ombre des Pyramides
Mesure l'heure morte à de sables livides
Sur le cadran nu des déserts!

Sans doute! Les empires terrestres sont devenus des cendres vaines. Mais, sur les Nuées vaines dont l'esprit de Lamartine s'enchanté, la cendre a l'avantage d'avoir été, d'avoir duré, d'avoir assuré au genre humain des conditions de vie plus ou moins supportables, d'avoir hérité puis transmis le dépôt civilisateur, enfin d'avoir réalisé un ensemble de biens matériels et moraux infiniment supérieurs à ce qui eût été ou même pu être sans eux. La pire organisation est une chose humainement supérieure à l'absence d'organisation. La pire tyrannie asiatique a plus avancé les affaires du monde que l'état délabré des sociétés sans forme ni lois qui, nées dans la sauvagerie, se sont perpétuées de même jusqu'à nous. Qu'est-ce que les divagations de Lamartine? La projection laïcisée des cris de révolte du prophétisme hébreu : Israël sans sa religion, c'est-à-dire un peu moins que rien. Autant il est aisé d'admettre, selon le thème de Bossuet, le néant des empires devant le Tout-Puissant, autant ces néants se relèvent, se réhabilitent et se justifient, à part quelques exceptions monstrueuses, du point de vue des intérêts du genre humain.

Vient enfin la cinquième et dernière partie de cette *Marseillaise*. Lamartine passe brusquement à l'avenir.

Sur ces empires morts, sur cet orient vide, il exhorte, sans le moindre souci de se contredire une fois de plus, les Allemands et les Français à courir fonder quelques dominations nouvelles. Colonisez! colonisez! Il leur montre l'Égypte, où nous commençons alors à nous installer confortablement sans le concours de l'Allemagne et malgré l'Angleterre :

Jetons les blonds essains des familles humaines
Autour des nœuds du cèdre et du tronc des palmiers!
Allons, comme Joseph, comme ses onze frères
Vers le limon du Nil que labourait Apis...

Fabriquons des vaisseaux, tendons des voiles, trafiquons, enrichissons-nous, très vertueusement du reste et conformément aux programmes que M. Guizot, redevenu premier ministre, devait proposer à la France. Il semblait au poète que tous les loups se feraient agneaux, du moment qu'ils guetteraient la proie sur un rivage un peu reculé :

Rapportons-en le blé, l'or, la laine et la soie.
Avec la liberté fruit qui germe en tout lieu!
Et tissons de repos, d'alliance et de joie
L'étendard sympathique où le monde déploie
L'unité ce blason de Dieu.

Cette vue idyllique de la politique coloniale devrait être jugée sévèrement par nos socialistes français. Mais l'un d'eux m'assure que la strophe traduit l'état d'esprit de la bourgeoisie française qui avait besoin de la paix pour faire ses affaires. Soit, mais il est d'aussi mauvaise politique que de mauvaise poésie de généraliser des états accidentels, sans rien calculer du possible. Meilleurs philosophes, c'est-à-dire meilleurs poètes et hommes d'Etat plus pratiques, ils

auraient su que tout développement colonial ou industriel, créant des richesses nouvelles, crée aussi des sujets d'envie et de dispute entre les sociétés. Ce ne sont pas les pauvres cantons suisses, au temps qu'ils n'avaient rien à disputer entre eux, qui font de grandes et longues guerres suivies : ce sont les civilisations puissantes, Carthage d'Annibal, contre Rome de Scipion, France de François I^{er}, contre Allemagne de Charles-Quint. Les rivalités industrielles créent ou créeront des guerres industrielles ; les rivalités coloniales, des guerres coloniales. Les politiques romantiques de 1840 ne soupçonnaient pas ces vérités, si claires aujourd'hui que l'expérience les a contrôlées !

Il suffit de feuilleter le volume des *Recueils poétiques* pour sentir que l'erreur de la *Marseillaise* ne fut point une faute isolée dans la vie de Lamartine. Elle exprimait le fond même de ses pensées. Ce poète qui, de tous ses contemporains, a peut-être gardé le goût le plus classique et cette pure langue que la lecture de *Méropé* et d'*Athalie* lui avait inculquée dès son adolescence, avait profondément perdu le sens supérieur de l'ordre de l'esprit, tel que l'établit la raison classique.

Son *Toast* aux Gallois qui est de 1858 porte le reflet de douloureuses chimères. Il y est souhaité que le choc des verres amis, tenus par les Bretons d'Angleterre et par ceux de France, fasse tomber dans la mer qui nous baigne l'orgueil jaloux de nos deux pavillons. Il y est prédit pour faire plaisir à M. d'Estournelles un *Sinaï de paix* entre les nations.

On donne la terre à la France. On offre à l'Angleterre la mer, sans se demander ce que deviendront, à ce pacte, les pêcheurs de Basse-Bretagne et les armateurs nantais :

A nous les champs d'argile, à vous les champs amers.

On combine le titre des journaux que devaient fonder, cinquante ans plus tard, M. Ernest Vaughan et M. Jean Grave,

L'aube de jours nouveaux fait poindre ses rayons.

Enfin la thèse de l'anarchie internationale est formulée avec une précision rigoureuse :

L'homme n'est plus Français, Anglais, Romain, Barbare
 Il est concitoyen de l'empire de Dieu!
 Les murs des nations s'écroulent en poussière,
 Les langues de Babel retrouvent l'unité
 L'Evangile refait avec toutes ses pierres
 Le temple de l'Humanité.

Dans une autre pièce, l'épître à Adolphe Dumas, une sorte de programme philosophique comporte ces formules vagues dans leur teneur, mais précises pour la direction générale :

De ces troupeaux humains que la verge fait paitre
 Parqués, marqués au flanc par les ciseaux du maître
 Fondre les nations en peuple fraternel
 Marqués au front par Dieu de son chiffre éternel;
 Au lieu des mille lois qu'une autre loi rature,
 Dans le code infailible écrire la nature,
Déshonorer la force...

Ces mots impies dispensent de plus citer.

... Je n'ai pas la prétention de démontrer en forme que les hommes de 48 furent des « quarante-huiteux ». Si même j'insiste pour rappeler des vérités éblouissantes, c'est que nos libéraux, fils de leurs

pères, tendent à transformer en types et en modèles de citoyen ces docteurs de l'anarchie cosmopolite et révolutionnaire. Mais devant les textes, éclairés par le jour des événements, il est aisé de voir qu'il n'y a pas opposition entre l'esprit de Lamartine et celui d'Eugène Pottier.

Le chant de paix, entonné par le premier, n'est chant de paix qu'en apparence. S'il célèbre la paix entre les peuples, cela revient à conseiller la guerre entre concitoyens. Si, en effet, les nationalités ne représentent plus qu'une pensée barbare, ceux qui maintiennent les nations, depuis les princes jusqu'aux gendarmes et aux douaniers, sont à combattre et à fusiller. S'il est juste de rehausser des plus splendides falbalas de décoration poétique, la maxime : *Déchirez ces drapeaux*, et cette autre maxime : *L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie*, ceux qui voudraient faire saluer ce drapeau, ceux qui commanderaient la défense du dernier refuge de « la haine et de l'égoïsme », ce sont des monstres, ce sont des « tyrans » : ils doivent être mis au mur.

Eugène Pottier et son public l'ont fort bien compris :

Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos sales généraux

Et, si l'on demande où est, dans l'*Internationale*, l'accent magnanime, le ton généreux et pacifique de Lamartine, je répondrai encore que ce ton n'en est pas absent. Il y a dans la strophe la plus incriminée du poème de Pottier ce vers qui en dit long sur les intentions idylliques de son auteur :

Paix entre nous, guerre aux tyrans!

Paix entre nous, à notre parti et à notre classe, paix à notre amitié, guerre aux personnes d'autre classe et d'autre parti, aux gens de notre inimitié.

L'homme étant un animal essentiellement querelleur, contentieux et belliqueux, et les conditions de la société surtout industrielle étant les conditions mêmes de la guerre¹, il s'ensuit que la guerre, étant supprimée entre nations, se poursuivra à l'intérieur de chaque territoire. La guerre en soi y gagnera, et la paix tout court y perdra.

Que Lamartine crût plaider la cause de la Paix tout court, j'en suis persuadé; mais Eugène Pottier croyait être l'ami des hommes, lui aussi. Et Marat aussi. Et si ces deux croyances étaient toutes deux fausses, Pottier était plus excusable que Lamartine de la professer.

Un des articles capitaux de la pensée du nationalisme complet, du nationalisme qui aboutit à la royauté, c'est de formuler des doctrines qui sont pures. Les hommes d'État doivent chercher la conciliation entre les idées et les faits: pour qu'une Politique soit juste dans son cours, il faut qu'elle découle de principes aussi rigoureux que possible.

Voilà pourquoi nous ne nous croyons pas le droit de conclure aucun pacte *intellectuel* avec le libéralisme et la démocratie, bien que les démocrates et les libéraux soient assurés de nos dispositions personnelles les plus suaves. Notre concours leur est

1. On dira que je n'ai pas démontré cette proposition au cours de ce chapitre. En est-on bien sûr? Mais si ce n'est pas fait, on ne perdra rien pour l'attendre.

acquis lorsqu'il s'agira de défendre avec eux une institution nationale ou traditionnelle à laquelle leur manque essentiel de logique les aura ralliés. Dans l'ordre des idées, nous ne pouvons avoir pour eux qu'un sentiment : l'horreur. Ni Pottier, ni Ravachol ne nous inspirent, intellectuellement, l'horreur et le dégoût que nous inspirent les idées d'un Lamartine ou d'un Jules Simon. Et voici pourquoi : Lamartine et Simon posaient tous les principes de l'Internationale et de l'Anarchie, et ni l'un ni l'autre n'eût osé conseiller de fusiller des généraux ou de faire sauter des maisons bourgeoises. Tenir un principe pour évident et en esquiver les conséquences régulières, c'est le dernier degré d'abjection pour l'esprit humain.

La vue de leur inconséquence doit aussi nous donner du cœur. Elle nous défend de nous laisser intimider par un nom, par une renommée, par un maître. Elle est vaine et sotte, la respectueuse objection :

— *Vous laissez Lamartine (ou Simon ou Hugo) aux adversaires de la France. N'est-ce pas imprudent?...*

Si Hugo, si Simon, si Lamartine appartiennent aux adversaires de la France, il n'est au pouvoir de personne de les leur enlever. Ni nos sacrées paroles, ni nos magnifiques écrits n'empêcheront la *Marseillaise de la Paix*, d'être le poème qu'elle est, de refléter le sentiment qu'elle reflète.

En quoi d'ailleurs un Lamartine ou un Hugo feraient-ils autorité en matière de philosophie politique? Personne n'aime Lamartine plus que nous, n'admire mieux que nous Hugo, Mais les bien ad-

mirer, c'est constater que leur raison était assez faible, et leur esprit des plus légers. Ceux qui invoqueront cette fragile et vagabonde pensée ne s'en trouveront ni enrichis ni fortifiés. Je félicite les lecteurs de Lamartine d'être bercés d'un chant si moelleux et si pur; je les plains de s'abandonner à des rêves incohérents. Exclure de sa vie politique des maîtres pareils, non sans goûter leurs qualités d'imagination ou de sentiment, leur poésie splendide et sublime, bien qu'incomplète, c'est se séparer de principes de diminution et de décadence; c'est partant se guérir, et c'est aussi se mettre en mesure de croître.

Il est parfaitement possible que demain un Jaurès aille crier dans son journal que ces royalistes et nationalistes profanent les autels en distinguant chez un grand poète le beau du laid, le vrai du faux. Ce Jaurès peut être écouté, nous valoir des murmures ou de la défaveur. Ce petit revers apparent cachera une grande force: comme, chez l'adversaire, l'apparence du succès l'empoisonnera. Quiconque sait guérir en soi la maladie de Hugo et de Lamartine ne craindra plus d'être infecté du virus de Pottier. Qu'est-ce au contraire qu'échapper aux violences de ce dernier si l'on se trouve faible contre le langage et la mélodie des deux enchanteurs? Leur romantisme politique, leurs Nuées libérales et démocratiques de 1840, ramènent à la Révolution, c'est-à-dire au terme dernier de l'abaissement intellectuel, à cette mort spirituelle qui provient des sottises. Les sottises tuent les nations, tuent les partis, annulent les hommes.

LA COURBE DE L'HISTOIRE

I

28 Avril 1904.

M. Anatole France a publié samedi dernier dans l'*Humanité* un article de philosophie sur « la Guerre ». On en a extrait et discuté le détail en différents journaux. Je n'ai pas l'intention de recommencer la querelle. Mon dessein est de prendre note de la nouvelle direction des idées de M. Anatole France.

Oh! il ne s'agit pas d'opposer au croyant d'aujourd'hui le sceptique d'autrefois.

On n'a jamais connu M. France sceptique.

On l'a pourtant connu critique, et l'un des sujets sur lesquels sa critique se montrait volontiers abondante et féconde était l'impossibilité où nous sommes, dans l'état présent de nos connaissances, de donner une loi satisfaisante de l'histoire. Il raillait, à l'égal du mysticisme chrétien de Bossuet, le mysticisme libéral et parlementaire d'Augustin Thierry. Il n'épargnait pas Auguste Comte, et M. Pierre Laffite eut souvent lieu de blâmer ses impertinences envers la loi suprême qui déduit l'avenir du passé suivant une formule mathématique.

Depuis Sainte-Beuve, personne, on peut le dire,

n'a mieux senti que M. Anatole France les difficultés, les objections, les résistances que l'histoire offre un peu partout à ces systèmes rigoureux. Les raisons données avec infiniment d'esprit et de verve avaient aussi pour elles d'être fortes, sûres, inspirées d'un parfait sentiment des complexités de la vie. Ce sentiment fait les historiens et les politiques. Mais il n'est guère compatible avec ces élans semi-religieux où s'est complu M. Anatole France depuis six ou sept ans. Il était permis de prévoir qu'un jour ou l'autre la question se poserait entre ses anciennes habitudes d'esprit critique et le courant du messianisme dreyfusien.

Certes, sa prophétie de la fin des guerres humaines est rendue avec de merveilleuses précautions de langage. James Darmesteter laïcisait et feignait même d'athéiser sa foi juive. M. Anatole France ne se contente pas d'ôter de là le Dieu d'Israël. Il supprime aussi les affirmations radicales, le ton exalté. C'est un occidental qui parle à des occidentaux, cinquante ans après l'âge d'or de la philosophie romantique.

Il a entendu M. Pierre Laffitte exhaler un jour cet aveu douloureux : « Eh bien, Auguste Comte s'est trompé ! » Dès lors les rêveries se classent rêveries, elles ne peuvent se présenter comme des calculs, M. France le sait très bien. Il note des « pressentiments », des « espérances », avec une discrétion qui est d'un grand charme. Mais tant de circonspection et de réserve n'empêche pas le fond de la pensée de se faire jour. Avant de déclarer que dès aujourd'hui, nous pouvons discerner dans l'avenir

« l'établissement des États-Unis du monde », M. France jette avec négligence et détachement ces petits mots :

A prolonger dans l'avenir la courbe commencée....

Et les huit petits mots, qui suffisent à réjouir M. Jean Jaurès dans son cœur suffisent aussi à faire pleurer les bonnes muses, celles qui veillent sur la pensée des mortels plus que sur leur langage.

« La courbe commencée » ramène décidément M. France au milieu de ses adversaires d'autrefois. Le voilà prisonnier de Bossuet, de Comte (le Comte mystique), d'Augustin Thierry, enfin de tous les théologiens de l'histoire. Est-ce M. Jaurès, est-ce la lecture de Marx ou de Labriola, qui ont fait ce triste miracle? Ce ne serait pas la première fois que le sens critique aurait cédé à la force brutale des passions de l'intelligence. Il est toujours amer de le voir vaincu.

Par une coïncidence qui peut être fortuite, il suffisait de tourner la feuille de l'*Humanité* de samedi pour trouver la réponse directe aux prophéties mathématiques exposées en première page, et la réponse était signée de M. France, dont on publie en feuilleton un très beau conte philosophique *Gallion*. De vieux Romains dissertent de la perennité de Rome, à laquelle les dieux ont promis l'empire sans fin. Ils se communiquent surtout leur plus chère espérance. Quelle que soit la difficulté qu'il y a à prévoir l'avenir, ils pensent que la paix romaine règnera pour toujours après le châtement des Parthes.

Oui, dit l'un d'eux, nous pouvons sans crainte de nous tromper, annoncer la fin des guerres détestées des mères.

Qui pourrait désormais troubler la paix romaine? Nos aigles ont touché les bornes de l'univers. Tous les peuples ont éprouvé notre force et notre clémence. L'Arabe, le Sabéen, l'habitant de l'Hœmus, le Sarmate qui se désaltère dans le sang de son cheval, le Sicambre à la chevelure bouclée, l'Ethiopien crépu, viennent en foule adorer Rome protectrice. D'où sortiraient de nouveaux barbares? Est-il probable que les glaces du Nord ou les sables brûlants de la Lybie tiennent en réserve des ennemis du peuple romain? Nous verrons le genre humain déposer les armes et toutes les nations méditer la concorde et l'amour.

M. France observe en première page que l'illusion latine fut cruellement dissipée puisqu'elle aboutit à dix siècles d'alerte continuelle. L'erreur d'Auguste et de ses contemporains s'explique-t-elle uniquement par leur connaissance imparfaite de la géographie?

Eux aussi calculaient « la courbe commencée ». C'est-à-dire qu'ils considéraient comme acquises et prolongeaient indéfiniment, en leur prêtant une accélération, un accroissement réguliers, des nouveautés heureuses, des conjonctures admirables et uniques dont ils étaient témoins et dont ils profitaient. Si l'on peut affirmer en ces matières quelque chose, c'est que l'accroissement calculé, l'accélération annoncée ne se produit pas toujours.

L'humanité ne change pas dans une direction constante et réglée. Elle perd souvent ce qu'elle a gagné. En outre, elle change fort peu. C'est M. Anatole France qui l'observait voici douze ou quinze ans : le casque du valeureux Hector se retrouve, avec sa crinière, effroi du jeune Astyanax, sur les têtes de notre garde républicaine. On peut s'en attrister, on peut s'en réjouir. Triste ou gai, voilà le certain!

II

6 Mai 1904.

Quelqu'un voudrait-il soutenir que les amis de Gallion se sont trompés sur l'histoire de quinze siècle, mais vont avoir raison maintenant? L'histoire des hommes est trop courte pour qu'une erreur de cette taille n'ait point de fortes chances de rester une erreur en tout temps. En tout cas, cette erreur passée rend suspect ce qui y ressemble aujourd'hui. L'invasion des barbares répondit aux « pacifistes » de la Rome d'Auguste. L'invasion prussienne répondit à nos « pacifistes » de 1869. Sans forger inutilement de ces lois historiques, dont on sait qu'il faut être sobre, ces coïncidences sont faites pour inquiéter.

De plus, les amis de Senèque vivaient sous une monarchie universelle qui, maîtresse du monde civilisé, pouvait prétendre à coloniser le reste du globe; le rêveur du xx^e siècle doit bien constater que le monde moderne ne retarde pas seulement sur l'empire romain, mais sur le Moyen-Age, puisqu'il est moins unifié....

M. France l'a-t-il senti? S'est-il rendu à nos objections? Les avait-il prévues? On lui a vu reprendre quelques jours plus tard *dans son conte* les expressions dont il s'était servi *dans l'article* comme pour accorder et résoudre la difficulté qui s'était présentée tout d'abord. Je ne sais si l'effort a été très heureux. Une pensée gracieuse a la vertu souveraine de couvrir ses hiatus, et je ne dis pas qu'il soit facile de démêler ceux-ci. Pourtant, il suffit de bien

lire. M. Anatole France feint de vouloir justifier et défendre l'illusion pacificatrice de Rome, mais on le voit passer, glisser secrètement à un autre sujet. Il défend (ironiquement ou non) la thèse de la permanence de Rome, et, sur ce point, il pourra trouver des approbateurs violents du côté des catholiques et des amis du catholicisme; il pourra trouver des contradicteurs dans la religion de M. James Darmesteter où l'on rend largement aux helléno-latins *l'odium generis humani*. Mais là n'est donc pas la question. La question c'était de savoir ce que répondrait M. France à qui lui dirait :

— Où vos Romains, intelligents, honnêtes, charitables se sont trompés, comment ne craignez-vous pas de commettre une égale erreur?...

Le cadre du récit permettait à M. France un débat réglé. Mais il a parlé très finement d'autre chose.

Nous aussi. Relisons une page admirable, qui n'est pas vieille de quinze ans. Elle est tirée d'une préface à une traduction de *Faust* (Paris, Lemerre, 1891) :

Comme il est dit que rien d'humain ne lui sera étranger, Faust connaîtra la guerre. Même il la fait. Goethe l'avait seulement vue. Il ne l'aimait point. Aussi bien n'est-elle guère aimable. La question est de savoir si elle est nécessaire. Les vertus militaires ont enfanté la civilisation tout entière. Industrie, arts, police, tout sort d'elle. Un jour des guerriers armés de haches de silex se retranchèrent avec leurs femmes et leurs troupeaux derrière une enceinte de pierres brutes. Ce fut la première Cité. Ces guerriers bienfaisants fondèrent ainsi la patrie et l'Etat; ils assurèrent la sécurité publique; ils suscitérent les arts et les industries de la paix qu'il était impossible d'exercer avant eux. Ils firent naître peu à peu tous les grands sentiments sur lesquels l'Etat repose encore aujourd'hui: car, avec la cité, ils fondèrent l'esprit d'ordre, de dévouement et de sacrifice,

l'obéissance aux lois et la fraternité des citoyens. Le dirai-je ? Plus j'y songe et moins j'ose souhaiter la fin de la guerre. J'aurais peur qu'en disparaissant, cette grande et terrible puissance n'emportât avec elle les vertus qu'elle a fait naître et sur lesquelles tout notre édifice social repose encore aujourd'hui. Supprimez les vertus initiatrices et toute la société civile s'écroule. Mais, cette société eût-elle le pouvoir de se reconstituer sur de nouvelles bases, ce serait payer trop cher la paix universelle que de l'acheter au prix des sentiments de courage, d'honneur et de sacrifice que la guerre entretient au cœur des hommes.

Cette belle page de M. Anatole France semble établir qu'en déclarant la guerre à la guerre, selon la sainte formule de Hugo, on détruit les vertus et les autres bases de la paix ; on détruit la paix elle-même. Rome eut raison. Sans aimer la guerre, elle la fit. Elle établit ainsi la grande paix qui garde son nom. Mais, quand elle eut désappris les arts de la guerre, ses entrailles se déchirèrent, le rempart du monde tomba, le monde faillit se noyer dans le sang.

APRÈS DOUZE ANS

La haute raison de M. Anatole France avait-elle prêté un crédit complet aux méthodes néo-romantiques de M. Jaurès et de ses amis ? Cela est d'autant plus douteux que cette méthode, imparfaite en soi, l'eût conduit à des résultats moins inexacts s'il se fût donné la peine d'y appliquer son profond sentiment des réalités de la vie et d'en calculer les directions véritables. En mai 1904, depuis sept à huit ans, les signes n'avaient pas manqué : première guerre turco-grecque, en 1897 ; guerre hispano-américaine, en 1898 ; guerre du Transvaal, en 1899 ; guerre de Chine, en 1900, et l'on était depuis plusieurs mois en pleine guerre russo-japonaise.... Elle était là, si l'on y tenait, la « courbe com-

mencée » qu'il suffisait de « prolonger dans l'avenir », pour y distinguer avec quelque probabilité le possible !

Nous avons essayé de la calculer quelques mois auparavant (12 février 1904) dans une note où nous avons opposé au pacifisme de M. Jean Jaurès le spectacle et le résultat du travail d'un siècle :

Tout le XIX^e siècle n'a été, dans sa réalité profonde, qu'un effort scientifique, industriel et commercial en vue d'étendre la portée du pouvoir de l'homme, d'aménager la terre entière, de multiplier la civilisation par les dévouements de la main-d'œuvre barbare.

C'est pourquoi,

nous allons au conflit général des énergies ethniques que depuis cent ans rien n'a pu modérer. La terre plus belle et plus riche, mais aussi plus étroite, est devenue l'objet de désirs plus violents. La barbarie n'est point vassale, elle s'arme et elle progresse, et elle menace. La civilisation ne forme pas un faisceau compact et uni : elle a ses clients et ses mercenaires jaunes et noirs. Les imprudences, les aveuglements vont se payer, comme ils se payent dans l'ordre historique, au prix du sang, et non point seulement comme on voudrait le croire, de sang mogol ou demi-mogol. Plus impossible que jamais, le rêve d'unir les États de la vieille Europe, qui n'ont partout que des sujets de différends et de discorde, se dissout à vue d'œil par la force de ses évidentes contradictions. Partout se dresse la nécessité violente de l'organisation, de la défense, de la force militaire sur terre et sur mer.

... Attendez un peu les événements. M. Jean Jaurès, qui parlait hier de détendre une alliance indispensable, va reparler prochainement de désarmer. Encore un peu de temps, comme dit l'Évangile, vous entendrez le même M. Jaurès nous assurer qu'apprendre l'allemand n'est pas la mer à boire et que nos enfants s'y feront.

M. Jaurès eut un retour de bon sens après Agadir, en 1911. Il n'est que juste de le noter. Quant aux idées exprimées ci-dessus, on en trouvera un autre développement dans un chapitre de mon livre *Anthinea*, le « Génie toscan », qui date de 1897.

XXI

A CHEMULPO OU LE CENTENAIRE DE KANT

8 Février 1904.

Le centenaire de la mort d'Emmanuel Kant fait beaucoup moins de bruit dans le monde que ne l'avaient pensé les pacifistes des deux hémisphères ; depuis quelques jours, la parole n'est plus aux professeurs, elle est au canon.

Une pensée de Pascal décrit très bien le petit frisson qui court le monde en ce moment-ci : « Quand », dit Pascal « la force attaque la grimace, quand un simple soldat prend le bonnet carré d'un premier président et le fait voler par la fenêtre... » La phrase n'est pas achevée ; mais, au ton allègre de ce départ, on comprend ce qui suivait dans l'esprit de Pascal. Il se réjouissait de voir la réalité succéder aux figures, et les choses aux signes, et les faits aux discours. Ce véritable philosophe se moqua de la philosophie : il eût trouvé philosophique de la négliger au menu sifflement des torpilles de Chemulpo.

Emmanuel Kant a rêvé d'un système de paix universelle beaucoup plus radical que celui de notre Henri IV ou des illustres auteurs de la Paix romaine. Aucun traité d'arbitrage partiel ne lui suffisait. Il

prétendait lier les peuples par un acte qui les forçât à n'échanger désormais que des salves de papier timbré, bourrées de sommations et de textes de lois. Mais, le lien dont parlait ce « chrétien allemand » étant d'un ordre tout moral, c'est moralement qu'il oblige : car, en fait.... Je vous dis de relire les nouvelles de Chemulpo.

Le petit malheur infligé à cette mémoire n'éveillerait que le sourire, tout au plus le discret applaudissement de quelque adversaire juré, si en France, la philosophie de Kant n'était qu'une curiosité de salle d'étude. Mais il est grave de voir ainsi contester et accabler en quelque sorte, sous le témoignage des faits la doctrine qui a obtenu chez nous une si extrême importance ! L'on ne nous croyait pas quand nous disions, avec l'auteur des *Déracinés*, dès 1894, dans la *Cocarde* de Barrès, que le Kantisme était la religion de la troisième République. Un des piliers de cette religion et de ce régime, M. Victor Basch, dans la *Renaissance barbare*¹, vient d'en faire l'aveu².

Nous fûmes kantisés du haut en bas de l'enseignement, et les écoliers pauvres, les primaires comme dit Léon Daudet, plus kantisés peut-être que nos condisciples de l'enseignement secondaire et supérieur. Grâce à M. Buisson installé à la direction de l'Enseignement primaire, la morale kantienne

1. C'était le nom familier que nous donnions à une revue nommée sans doute par antiphrase *La Renaissance latine*.

2. On a vu page 96 un texte assez net des aveux de M. Victor Basch. En supprimant ce texte, qui fait répétition, je tiens à dire que, sauf ce retranchement, je réimprime mot pour mot cette appréciation du Kantisme. Sauf quelques corrections de pure forme dans les premiers paragraphes, le reste est littéral.

plus ou moins diluée, succéda au catéchisme traditionnel et devint la base de la morale populaire. Mais nos professeurs de philosophie, tant au collège et au lycée qu'à la Faculté, furent aussi, pour l'immense majorité, des disciples de Kant souvent influencés par M. Renouvier. Les faux positivistes, les positivistes naïfs qui, tels que Gambetta, Ferry, Léon Bourgeois, se flattaient que, en laïcisant la morale, ils feraient enseigner une morale scientifique, auraient eu lieu d'éprouver quelque étonnement s'ils étaient trouvés en mesure de contrôler l'exécution de leurs programmes. Seul enseigné, seul recommandé, le Kantisme donna ce qu'il portait en germe, une mentalité anarchique et cosmopolite. On commença de le constater aux environs de 1895, quand tout notre jeune monde universitaire prit fait et cause pour Ravachol et Emile Henry. On le vérifia par l'attitude des maîtres et des élèves aux premiers mouvements dreyfusiens de 1897 et 98. Le Kantisme est une discipline essentiellement dreyfusienne. Il est beau de la voir rentrer sous terre au premier bruit guerrier, mais il est triste de songer à toutes les intelligences françaises qu'elle a dégradées.

Je n'ai pas l'intention de nier la puissance personnelle de Kant. Intellectuellement, moralement, ethniquement, il est l'ennemi : nous lui devons donc une estimation exacte de sa valeur, et nous nous nuirions à nous-mêmes si des passions philosophiques ou nationales parvenaient à fausser nos poids. Mais il faut nous garder de l'exagération de ses thuriféraires.

Cette vaine critique qui demande aux hommes supérieurs d'avoir des idées *personnelles*, c'est-à-dire sans antécédent historique et nées de leur *seule* pensée, aurait très beau jeu contre Kant. Son système de morale est presque en entier dans Rousseau. Sa critique de la raison pure se montre déjà chez Hume. Mais ne voyons pas à la date, voyons à la valeur comparée des trois hommes. Je ne sais s'il faut préférer Rousseau à Kant ou Kant à Rousseau dans leur morale, car tous les deux me semblent avoir bâti le plus funeste château de nuées, et je n'ai qu'à ouvrir l'un ou l'autre pour m'écrier aussitôt que voilà le pire. Ce qui me semble bien certain, c'est que le parallèle entre Hume et Kant n'est certes pas à l'avantage de Kant. Le pénétrant critique anglais a vu, a dit tout l'essentiel sur la critique de nos idées directrices, mais avec une finesse d'analyse près de laquelle la scolastique du Prussien paraît guindée, empruntée et fautive. Or, il reste que Hume est venu le premier.

Résumer seulement un de ces résumés populaires que l'on trouve partout, notamment dans l'*Allemagne* de Mme de Staël ou dans l'*Allemagne* d'Henri Heine, et qui sont censés exposer la doctrine de Kant, ne serait pas une besogne bien facile ni bien utile. Je ne peux qu'esquisser. Kant se donnait pour le Copernic de la philosophie. Il eût mieux fait de s'en dire le Ptolémée. Comme Ptolémée supposait tous les astres du ciel en voyage autour de la terre immobile, Kant vit l'esprit humain installé au centre de la nature à laquelle il dictait ses lois. Tous les éléments directeurs de notre connaissance sont des

catégories de notre entendement, sans lequel ils n'auraient aucune réalité. Ce que nous prenons pour les lois de l'univers n'est que loi de notre pensée. Le monde est un grand rêve sur lequel la pensée humaine applique ses formes. « Pas de soleil sans œil humain qui le contemple », devait dire un Kantien plus radical que son maître, et l'intelligence ne saisit qu'elle-même quand elle croit saisir les lois de l'Être en soi. Nous ne savons rien du dehors, nous n'atteignons rien de fixe ni d'absolu. Tout nous est relatif, y compris l'idée que nous avons de nous-même. Descartes avait dit : *Je pense, donc je suis*, mais cette déduction semblait beaucoup trop aventureuse à Kant, et sa doctrine laisse voir clairement pourquoi : la pensée, y compris la pensée de la pensée, n'est encore qu'un fantôme de notre moi.

Pour sortir de son scepticisme, le philosophe de Königsberg eut recours à autre chose que la pensée. Il prétendit trouver dans le Devoir une réalité certaine, dont l'existence constatée entraîne nécessairement l'existence de l'âme libre et immortelle, d'une part, et, d'autre part, l'existence de Dieu. On comprendra, je pense, la position Kantienne de ces problèmes, si je dis que l'étonnement de Voltaire devant l'ordre du monde et sa conclusion qu'une telle horloge devait avoir un horloger parut à Kant une médiocre argumentation. Vous prêtez à ce monde un ordre? L'ordre est en vous. Vous déduisez de cet ordre l'idée d'un ordonnateur, qui en serait la cause? Mais cette idée d'ordonnateur et de cause, elle est en vous, elle est de vous. Dieu ne se prouve pas ainsi. Dieu se prouve par le langage de la

conscience, quand elle nous dit, d'un accent auquel personne ne se trompe, qu'il faut faire le bien, ou que le bien est là, et qu'il n'est point ailleurs....

Conscience ! Conscience ! instinct divin, immortelle et céleste voix : guide assuré d'un être ignorant et borné, mais intelligent et libre : juge infallible du bien et du mal, qui rend l'homme semblable à Dieu ; c'est toi qui fais l'excellence de sa nature et la moralité de ses actions, *sans toi, je ne sens rien en moi qui m'élève au-dessus des bêtes, que le triste privilège de m'égarer d'erreurs en erreurs à l'aide d'un entendement sans règle, et d'une raison sans principes...*

Vous avez, à ces beaux accents, reconnu notre ami Rousseau. Observez, s'il vous plaît, comme ce Kantisme antérieur à Kant est déjà de stricte observance. Le Genevois ne se contente pas de dire avant le Prussien que sa conscience l'avertit du bien et du mal ; il dit plus.... La conscience est un « guide assuré », et tous les autres guides sont sujets à l'erreur. Le privilège de connaître, arraché à notre intellect qui en est cependant l'organe naturel, est transféré à la conscience. Maître de Kant dans la dogmatique morale, Rousseau professait déjà comme lui, plus que lui peut-être, le scepticisme à l'égard des opérations de l'esprit pur. Ils ont été deux parfaits sceptiques religieux, — et, comme leur religion fondait tous ses temples et toutes ses prescriptions en eux-mêmes, c'était la religion de l'individu, l'anarchie.

Kant a beau invoquer sa règle universelle. Qui en est le juge et l'appréciateur souverain ? Jean-Jacques répond :

Je n'ai qu'à *me* consulter sur ce que je veux faire : tout ce que je sens être bien est bien, tout ce que je sens être

mal est mal; le meilleur de tous les casuistes est la conscience... Trop souvent la raison nous trompe, nous n'avons que trop acquis le droit de la récuser; mais la conscience ne trompe jamais, elle est le vrai guide de l'homme; elle est à l'âme ce que l'instinct est au corps; qui la suit obéit à la nature et ne craint point de s'égarer...

La philosophie romantique a développé après Kant, quelquefois d'après Kant qu'elle connut en gros, ces beaux points de vue. La Conscience, appelée quelquefois le Cœur, fut assignée pour guide à la conduite de la vie personnelle, à la direction des États et même au développement de diverses sciences. Michelet fut admirable dans ces jeux-là, d'ailleurs conduits sans badinage. Je me suis assez diverti à chercher ce que pouvait *donner*, dans l'imagination d'une femme à tempérament comme George Sand, cette religion de la Conscience : j'ai trouvé des équivalents à l'hypocrisie des pires dévotes¹.

Une étude de l'Hypocrisie dans la littérature et les mœurs de ce siècle feraient peut-être voir tout ce que ce vice ignoble a dû au kantisme latent des écrivains et du public. Les étranges progrès d'une bégueulerie que n'excluent pas certains abaissements des mœurs, doivent sans doute quelque chose à Kant et à Rousseau. Mais il faudrait un Laclos ou un Bourdaloue pour discerner avec justesse et décrire avec précision l'opération subtile par laquelle l'orgueil, la sécheresse, la férocité, l'indifférence, le simple désir d'une vie correcte, le goût de ses commodités, la peur des complications ou même la

1. Dans mon livre, *les Amants de Venise*, George Sand et Alfred de Musset.

peur toute simple savent prendre et quitter ce masque insolent du Devoir.

Il y a des devoirs. La sagesse païenne semble ici bien d'accord avec l'Église catholique. Je crains que votre austère Devoir, au singulier, ne soit bien inhumain ou bien vil, je crains qu'il ne mène aux plus bas mensonges ou aux pires atrocités, quand il veut gouverner tous les cas, toutes les circonstances, et régir sans nuance et sans ménagement cet océan troublé de nos conjonctures humaines!

Nier la bienfaisance d'une philosophie qui se présente comme essentiellement pratique, c'est, il me semble, la nier du haut en bas, dans le principe de l'ensemble et dans la portée de détail : les idées transcendantes auxquelles la conscience kantienne propose la garantie de sa signature n'en ont pas obtenu un précieux surcroît de sécurité, et les gens qui ne croient pas au Dieu créateur ne sont pas touchés de la grâce à l'idée du « postulat de la moralité ». En revanche, les politiciens libéraux et démocrates à qui le *Contrat social* donne un peu la nausée imitent Georges Sand : ils font les hypocrites et, au lieu de nous dire qu'ils suivent leur habitude ou leur penchant, ils arguent, dans le jargon des thèses de M. Jean Jaurès, des principes posés dans la Politique de Kant. Mais cette Politique ne dit à peu près rien qui ne soit dans Rousseau : l'individu, l'État, la liberté, l'égalité, le pacte initial, les droits inaliénables et sacrés.

Savez-vous où ces fadaïses sont réfutées ensemble de manière à la fois « critique » et « pratique »?

— A Chemulpo.

APRÈS DOUZE ANS

L'hypocrisie, reine du monde moderne, n'a pas cessé, en effet, depuis Chemulpo, d'en masquer et ainsi d'en développer les violences.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, comment le stoïcisme individualiste de Kant porta, dans Fichte, la semence du pangermanisme. Dans le recueil de mes articles de guerre, LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE, *La France se sauve elle-même*, au 17 octobre 1914, on trouvera le détail de cette filiation. Le pangermanisme est un sursaut d'anarchisme ethnique auquel s'applique la définition de la Réforme luthérienne par Auguste Comte, convenablement étendue : « Une insurrection de la Germanie contre l'espèce humaine. »

XXII

L'ART D'AIMER SA PATRIE

OU LA BELGIQUE NEUTRALISÉE,

*A propos du « Dernier bienfait de la monarchie »
du feu duc de Broglie.*

Décembre 1901.

Notre génération a été accusée de manquer de justice envers le feu duc de Broglie, et peut-être, en effet, manquâmes-nous de bienveillance. Ses fautes politiques méritaient la sévérité. On ne se laisse pas évincer par un Gambetta. On ne met pas la France en péril, on n'expose pas sa patrie aux plus effroyables malheurs de la décadence démocratique pour satisfaire à des scrupules de libéralisme et pour sauver les rites de l'Église parlementaire. Cela dit (il fallait le dire aussi longtemps que le noble duc a vécu, et dût-on s'exposer aux rancunes de ses amis, de son entourage, de sa faction), un hommage est aussi de droit. Il s'impose. Pour peu qu'on se donne la peine de suivre avec attention les trois cents pages de son dernier livre, qui est un livre posthume, le *Dernier bienfait de la Monarchie*, relation analytique de l'institution de la neutralité belge, on ne sait qu'admirer le plus, de la fermeté de la pensée politique ou de l'excellence de l'art. En tournant ces feuilles, lire et admirer ne font qu'un.

I

L'ouvrage est écrit tout entier comme un mémoire. On dirait une relation destinée à être soumise au souverain et aux principaux de l'État. L'auteur ne se met pas en scène. Il ne se cache pas non plus. Narrateur, il s'occupe de démêler le fil des événements, dont la suite le guide. Appréciateur et portraitiste, il écrit *je* sans embarras, l'emploi très strictement personnel de ce pronom se justifiant par la nature des choses dites et par l'autorité de celui qui les dit.

Toute l'expression, ce que j'appellerai la surface, l'aspect du style donne le sentiment d'une justesse et d'une politesse parfaites, qui n'excluent pas la négligence grammaticale, celle-ci poussée quelquefois jusqu'à l'incorrection du discours le plus familier. Je ne sais ce que penseraient M. Brunetière ou M. Faguet de l'usage du mot « pas » au sens d'une négation absolue, au lieu de « ne pas ». Le duc de Broglie s'y résigne avec la « férocité native » que Mme de Pompadour admirait déjà chez les diplomates de la famille. « *Il ne doute de rien, surtout pas de soi-même.* » Cette espèce de sans-souci autorise certaines brusqueries qui sont des beautés. Je note : « Ni le système militaire de l'Angleterre, qui lui donne peu d'hommes à mettre en ligne, ni le régime parlementaire, qui ne lui permet guère *d'en bouger un seul* sans discussion publique.... » On avouera que le « bouger » est d'un pittoresque à

souhait. L'académisme même a d'étranges bonheurs sous cette plume adroite et fine. Est-il possible de mieux dire, à propos de l'Angleterre de 1815, qui se prévalait de n'avoir accordé aucun traitement d'amitié à la Révolution ni à Napoléon : « Elle arrivait « fière d'avoir conservé, pendant que tout se vendait « ou se prostituait autour d'elle, une intégrité, j'ai « presque dit une virginité hautaine. »

Et, pour apprécier le blocus continental, la brève allusion à tant de maux subis par la France et l'Europe en un simple adjectif : « La *sotte* campagne du blocus continental. » M. Pierre Laffitte, l'ancien directeur du positivisme, qui, lui aussi, a le bon sens de ne pouvoir souffrir Napoléon I^{er}, parle volontiers du « jobard de Sainte-Hélène ». Mais il n'est pas d'Académie.

En ai-je dit assez pour montrer que cette lecture est un enchantement? Il est cependant impossible de poser le livre sans en relever la merveille qui consiste dans les portraits. Le mieux, peut-être, est d'en extraire quelques-uns. Je commencerai par celui de Metternich, que le duc de Broglie, en bon libéral toujours indulgent pour la seule Angleterre, tient en horreur. La vérité et la grimace font un beau portrait 1830 :

(Metternich s'occupe de la révolution qui a éclaté en France. Il voudrait la régler par quelque délibération des signataires de la Sainte-Alliance)... Il se voyait déjà ouvrant la première séance du nouveau Congrès par un de ces exposés dogmatiques d'allure solennelle, dont il recherchait volontiers l'apparat, car c'était là un trait singulier de ce vieux praticien politique, qui, pendant sa longue carrière, avait dû faire face à tant de phases diverses, sans opposer jamais

aux changements de fortune, surtout, de rigueur puritaine, dont la souplesse, l'art de plier à propos et de se retourner à temps, était au contraire un des mérites

Le duc de Broglie m'eût-il permis de l'interrompre pour observer ici que son reproche à Metternich est celui des libéraux de tous les temps aux autoritaires de tous les âges? Comment ne comprennent-ils pas que c'est la fermeté des doctrines qui rend possible la souplesse des évolutions, comme c'est la fermeté de la main, la solidité de l'épée et la détermination précise du but à toucher qui permet et explique l'agilité la plus subtile de l'escrimeur? Mais laissons cette discussion d'idées pures, pour admirer la grâce et la profondeur de ce *Metternich* :

Il aimait pourtant toujours donner à l'expression de sa pensée une forme qui parût la rattacher aux plus hautes considérations de philosophie sociale. Il se plaisait à ramener tous les cas de la politique courante à une seule formule toujours composée de deux facteurs : c'était toujours, sous une forme ou sous une autre, la lutte des principes conservateurs sur lesquels toute société repose contre une faction révolutionnaire acharnée à le détruire. Envisagés de cette hauteur, les noms et les personnes disparaissaient, il n'était plus question ni des intérêts des cabinets, ni de leurs intrigues, ni de leurs ambitions; il n'y avait plus que des idées et des êtres abstraits. Le sentiment monarchique prenait même rarement chez lui l'expression sentimentale de la fidélité dynastique...

Pourquoi les libéraux tiennent-ils tous, toujours, et si vivement à ce que le sentiment monarchique prenne chez nous une expression sentimentale? Serait-ce pour le tourner en dérision?...

Mais la suite reste admirable :

... C'était un hommage théorique rendu à la vertu traditionnelle de l'hérédité. Il restait ensuite, et il n'y manquait

pas, à tirer de ces formules générales des conséquences particulières, applicables à ses visées personnelles. Dans les documents émanés de la plume de M. de Metternich on trouve toujours cette affectation de traiter les moindres incidents du jour en des termes presque métaphysiques; mélange pédantesque dont on a souvent plaisanté l'école de Royer-Collard et de ses disciples. C'est vraiment le dogmatisme de l'absolutisme.

Dans ce portrait de maître, éclate, ce me semble, la double ressemblance du modèle et du peintre. Chaque touche vaut une signature et l'ensemble donne une image vivante et vraie, quoique difforme. Un portrait caressé au contraire, c'est le portrait de Talleyrand, qui, à la vérité, remplit, toujours repris, corrigé, fortifié, même embelli, un grand quart de l'ouvrage. Talleyrand le mérite, ayant été, avec le roi Louis-Philippe, le principal ouvrier de la déclaration de la neutralité belge.

Talleyrand vient d'être envoyé à Londres par le nouveau gouvernement français. Surprise et joie de la société anglaise :

On se serait résigné à voir arriver, non sans humeur, un de ces révolutionnaires assagis, Sieyès, Ginguéné ou Garat, que le Directoire, dans ses rares jours de bon sens, avait envoyés à Vienne et à Berlin, et dont il aurait fallu souffrir les manières rudes et gauches et l'emphase démocratique. Ce fut un charme pour cette société d'élite d'avoir à saluer un homme de son sang, un des siens, parlant ce français d'autrefois, le seul qu'elle eût appris à comprendre, prenant place dans ses rangs et comme sûr de lui-même.

... Mais où le succès du nouvel ambassadeur fut tout de suite très grand, ce fut dans un petit cercle de choix très influent alors, dont rien ne peut donner l'idée aujourd'hui, qu'on appellerait volontiers international et cosmopolite, si ces mots n'éveillaient de nos jours des idées d'une toute autre nature : c'était la réunion des diplomates qui avaient pris part, dans des positions différentes et au nom de di-

verses cours aux Congrès ou conférences dont la politique européenne avait fait si grand usage pendant toute la durée de la Restauration. Dans ce petit monde assez plein de lui-même et du droit qu'on lui avait laissé prendre de disposer du sort des peuples, ils se connaissaient tous, partout où ils se rencontraient ils vivaient comme en famille, et les transactions en cours pour l'accommodement de la guerre turco-russe et la constitution du royaume de Grèce en avaient amené à Londres un assez grand nombre. On juge quelle impression devait leur causer la réapparition si peu attendue de l'ancien plénipotentiaire de France au Congrès de Vienne. Devant cette figure familière aux plus vieux, les plus jeunes s'inclinaient avec déférence. Sans doute il arrivait au nom d'une royauté dont l'origine était suspecte et la solidité paraissait douteuse, mais sa présence et sa parole les rassuraient, et, par un renversement de rôles inaccoutumé, c'était l'ambassadeur qui allait servir de caution et de garant au roi qu'il représentait. C'était une situation de protecteur dont Talleyrand était trop adroit pour se donner à lui-même l'apparence, mais il ne lui déplaisait pas qu'on la lui prêtât.

Ces dernières paroles peignent déjà une âme. Tournez la page. Vous verrez le visage et vous lirez en quelques mots l'histoire de Talleyrand. L'auteur vient de parler de l'habileté et de l'*autorité* de son personnage. Il se reprend :

L'habileté, passe! personne, pas plus aujourd'hui qu'alors, ne serait tenté d'y contredire. Mais le mot d'*autorité* appliqué à Talleyrand surprendra peut-être davantage. C'est pourtant le plus juste dont on puisse se servir et ce serait pour un moraliste une occasion d'analyser et de tâcher de délinier en quoi consiste et d'où procède ce don mystérieux d'*autorité* qu'un homme exerce sur ceux qui l'entourent, à leur insu et parfois même malgré leur résistance, sans qu'il puisse l'expliquer ni par la puissance dont il dispose, ni par la force ou l'éclat que sa parole ajoute à sa pensée. On aimerait à ne l'attribuer qu'à l'intégrité du caractère et à la fermeté des convictions; mais ce n'était pas le cas, car, sans prêter foi à toutes les exagérations calomnieuses de l'esprit de parti, il faut bien reconnaître qu'un prélat de

cour devenu l'organisateur de l'Eglise constitutionnelle et un ministre républicain transformé plus tard en restaurateur de la légitimité, n'avait aucun de ces titres à un degré suffisant pour en imposer le respect à l'opinion.

Il n'en est pas moins vrai qu'envoyé au Congrès de Vienne au nom d'une nation vaincue, et d'abord exclu du comité secret des alliés, il avait su en forcer la porte, s'y asseoir à côté d'eux, et devenir, même à un moment donné, l'arbitre de leurs différends : puis, les Cent-Jours venus, on l'avait vu rester encore debout et parler haut à lui tout seul; malgré l'effondrement soudain du gouvernement qu'il représentait, aventure inouïe, peut-être dans les fastes d'aucune ambassade. Son concours avait été encore assez recherché pour que l'ancien maître qu'il avait délaissé, Napoléon lui-même l'eût fait sonder pour savoir s'il ne pourrait pas obtenir de lui, en sa faveur, une évolution nouvelle.

Cette merveille d'ascendant et d'autorité, le duc Albert de Broglie s'ingénie à en découvrir l'élément. Je crois bien qu'il le trouve en effet dans une formule très belle empruntée aux *Souvenirs* du duc Victor son père : « Talleyrand était doué de ce coup
« d'œil prudent et ferme qui discerne, dans les cir-
« constances les plus difficiles, la position à prendre
« et sait, après l'avoir prise, la laisser opérer en
« attendant de sang-froid les conséquences. »

Il me faut laisser de côté d'admirables portraits de femmes : la duchesse de Dino, la princesse de Liéven. Le duc de Broglie avait quatre-vingts ans quand il écrivit ce *Dernier bienfait de la Monarchie*. Le temps lui a manqué non certes pour donner à ces pages la perfection, mais pour les continuer jusqu'au terme final de la crise belge et française.

Il a d'ailleurs dit l'essentiel.

II

Dans tout autre récit des affaires contemporaines qu'eût rédigé le duc Albert de Broglie, il serait sans doute tout à fait nécessaire d'inscrire, au point de vue des idées politiques, des réserves considérables. Ici je n'en vois point d'utile. C'est qu'il s'agit d'un cas de politique étrangère.

Non seulement le duc de Broglie s'y trouve en pays familier, puisqu'il connaissait à merveille, par l'étude et par la pratique, dans ses détails et dans ses lignes générales, le métier de la diplomatie : mais d'abord le sujet lui-même tient aux entrailles de notre développement national, à ce grand labeur de défense et d'extension vers l'est et le nord-est, auquel nos Rois n'ont cessé de donner leurs soins ; mais ensuite le caractère de ce sujet ne pouvait être dissimulé au duc de Broglie par les vapeurs malignes d'aucune nuée. Chose étrange, chose admirable, et, si l'on y veut réfléchir, magnifiquement naturelle, ce libéral, ce parlementaire, ce révolutionnaire, oserai-je écrire, n'était ni révolutionnaire, ni parlementaire, ni libéral en politique extérieure. Il se prononçait, là, pour la tradition, pour le pouvoir personnel, pour l'autorité, absolument comme les purs légitimistes, dont aucun n'a mieux résumé les antiques services de la Royauté capétienne :

Depuis qu'il y a eu un royaume de France, tous ceux qui ont porté dignement la couronne ont regardé d'un œil inquiet cette frontière septentrionale dénuée de toute dé-

fense naturelle, laissant à découvert le chemin de la capitale, le cœur même de la patrie, et leur souci constant a toujours été de la reculer et la défendre...

Ici l'historien, comme tout historien qui se respecte et qui sait que sa connaissance du passé n'a d'autre importance que de servir à mieux préparer l'avenir, l'historien s'écarte pour découvrir le politique.

Le politique dit :

Je sais bien que préservée sur ce point (la Belgique) de toute attaque imprévue, notre ligne de défense a subi depuis lors sur d'autres, qu'il était plus aisé de garantir, une brèche plus large et plus profonde. C'est un fait qu'il est douloureux de constater et d'où naît une comparaison qui se présente d'elle-même à l'esprit. Il est impossible de ne pas remarquer que, de deux dynasties à qui la France a remis ses destinées, il en est une qui a consacré huit cents ans d'efforts et de gloire à défendre et à étendre notre unité nationale, *sans un jour d'arrêt, ni un pas en arrière*, tandis qu'il a suffi à l'autre de peu d'années pour la laisser, après une atteinte qui aurait pu être mortelle, mutilée et toujours vulnérable.

Ligne par ligne, mot pour mot, je voudrais que ceux qui nous demandent quelquefois : *mais pourquoi pas l'Empire?* prissent l'habitude de considérer cette page, le matin et le soir, pendant deux ou trois jours.

Cet exercice spirituel accompagné des représentations concrètes qu'il évoque à peu près nécessairement les purgerait, s'ils sont, comme je le souhaite, aussi patriotes que raisonnables et aussi raisonnables que patriotes, de toute espèce d'indulgence ou de complaisance pour l'idée de l'Empire. On a beau dire que ce ne serait pas le même empereur, ni la même constitution impériale! Ce serait toujours la maison de Corse, la maison d'un parti, d'un clan,

d'un plébiscite, non la Maison de France visitée par l'ombre de tous nos morts, habitée de leurs cendres, pleine de leurs autels, possédée de la mâle et vigilante inquiétude de notre avenir. L'idée de ces Rois et de ceux d'entre ses ancêtres qui les avait servis donnait au duc de Broglie écrivant leur histoire quelque chose de leur grand sens.

Ce sens aigu de l'intérêt le plus général de la France ne m'apparaît au même degré chez aucun de nos contemporains, publicistes ou hommes d'État.

C'est le grand charme de ce livre. On y est avec un esprit qui se meut du centre des choses, qui y revient toujours. Le centre des choses en politique française n'est autre que l'intérêt français. Ce qui concorde avec cet intérêt, voilà le bien à dégager.

Il me souvient que M. France, dans *Thaïs*, se divertit d'un Romain, ancien préfet de la flotte, et dont toutes les remarques de voyageur se limitent au cercle de l'intérêt de l'État. Ceux qui ont ri de cette charge ont pu s'apercevoir qu'elle est bien injuste : si le cadre de l'État est petit la véritable étendue d'esprit ne consiste peut-être pas à tout réduire au cadre plus petit de nos goûts et de nos humeurs. Du temps de *Thaïs*, notre genre humain, celui que pouvait contenir de façon explicite, distincte et pratique la charité d'un seul, embrassait l'empire de Rome ; le genre humain a été réduit pour nous à la France¹. Il n'y a pas d'effort politique

1. Les mêmes beaux esprits que fit pâmer *rôs* justement *Fégoïsme sacré* de M. Salandra crieront ici, précisément, au pangermanisme français. En les laissant crier, arrosons de mépris leur inintelligence. Ils prennent l'expression d'un fait historique pour une thèse de droit qui n'est pas soutenue.

sérieux et vrai qui soit supérieur à celui que fait notre cœur pour s'égaliser à la pensée de tous ceux qui vivent, ont vécu et vivront sur la terre de France. Un duc de Broglie peut comprendre à la perfection tout le reste ; il le classe, il l'ordonne par rapport à son souverain souci : l'intérêt français. De là, dans sa pensée, un ordre plus facile et plus délicieux encore que magnifique.

Rien ne trouble cet ordre. Et je le répète, aucune nuée. C'est de ce point de vue purement national, point de vue des nécessités, point de vue des utilités, que le duc de Broglie examine, juge, apprécie le système de l'alliance anglaise inaugurée par l'envoi de M. Talleyrand à Londres, « affaire non de choix, mais de nécessité », mais affaire fort difficile, par suite de l'« inimitié héréditaire » (les mots y sont, et non mâchés) « et de souvenir passionnés ».

C'est encore à ce point de vue qu'est formulé dans des termes d'une rigueur incomparable le problème posé par le dédoublement du royaume des Pays-Bas :

Le point essentiel et que l'on pourrait considérer comme le facteur principal de la formule, c'était le maintien de l'indépendance acquise aux Belges par leurs généreux efforts, et, par suite, la dissolution du royaume uni érigé comme une œuvre de menace et d'hostilité contre nous (*voilà proprement l'œuvre de défense française. Elle s'impose au roi. Il faut qu'elle soit faite. Aussi le duc ajoute-t-il :*) A ce sujet, aucune transaction n'eût été compatible avec l'honneur et la dignité de la France. (*Cependant, il ne fallait pas que ce large bénéfice fût immédiatement compensé par un sujet d'inquiétude, qui eût constitué une perte équivalente. Il fallait que la paix européenne consolidât la destruction opérée par la révolte des Belges. Il ne fallait donc pas exciter le reste de l'Europe, c'est-à-dire l'Angleterre et ses alliés, contre nous. Ecoutez le duc de*

Brogie :) Mais l'autre terme qu'il n'était pas moins nécessaire de combiner avec celui-là pour obtenir une solution pacifique, c'était de donner à l'Etat nouveau une organisation qui ne fût pas de nature à susciter chez l'Angleterre la crainte de voir reparaître en vue de ses côtes et de ses ports la prépondérance française qu'elle avait impatiemment soufferte pendant la République et l'Empire. IL FALLAIT EN UN MOT QUE L'ARRANGEMENT NOUVEAU EFFAÇAT LA PLUS ODIIEUSE CONSÉQUENCE MAIS NE PARUT POURTANT PAS LA REVANCHE DE 1815.

Quelle leçon de politique réaliste! Le bel amour des choses! Le beau mépris des mots! Et comme, là encore, il conviendrait de convier les bonapartistes à comprendre ou, seulement, à méditer! Les traités de 1815 avaient fondé un royaume assez vaste, hérissé de forteresses sur toute la partie découverte de nos frontières; nous devons détruire cette menace et, pour la mieux détruire, nous garder de paraître nous-mêmes menaçants. Ce qui nous réservait le moyen de le devenir en cas de nécessité. Les révolutionnaires militaristes de l'époque en poussaient des hauts cris. Nos plébiscitaires feraient de même. Les héros du duc de Broglie étaient cependant les seuls dans la vérité.

Il y a vers la fin du livre quelques pages qui mieux encore feront toucher du doigt la différence entre cette haute politique de tradition, d'utilité, de nécessité et la blagologie des libéraux-démocrates. Celle-ci peut se définir, comme on va le voir, le système de l'ignorance et l'autre n'est que la connaissance de l'histoire vivifiée par un sentiment national ardent, mais clairvoyant sur nos intérêts.

M. de Flahaut vient d'arriver à Londres, avec une mission secrète du Ministre des affaires étrangères,

le général Sébastiani¹, auprès de notre ambassadeur, M. de Talleyrand. Il était dit l'historien, « porteur d'un projet de solution » de la question belge. Mais il faut citer cette page, l'exposé du *plan de Flahaut* et de l'accueil que Talleyrand y fit. C'est pour la partie politique le chef-d'œuvre du livre :

Ce n'était pas moins qu'un plan de partage de la Belgique entière, donnant une fraction, naturellement la meilleure, à la France, une autre à la Prusse, une troisième à l'Angleterre, à qui serait dévolue, *avec la ville d'Anvers (!)*, tout le littoral attenant de la Manche.

Naturellement, M. de Talleyrand ne s'était pas soucié de faire part de ces visées à la Conférence qui ne lui aurait certainement pas laissé faire un pas dans ce champ d'aventure. Croirait-on cependant que cette fois M. de Flahaut revenait à la charge, son projet toujours en poche, et se disant autorisé à le communiquer par Sébastiani? S'il disait vrai, et il fallait bien le croire, rien n'atteste mieux l'égarément d'esprit où l'angoisse d'une situation inextricable jetait cet infortuné ministre; et de quelle chimère aimaient à se repaître *les conseillers politiques de presse ou d'estaminet dont il se laissait entourer.*

M. de Talleyrand eut sans doute quelque peine à réprimer un sourire, en faisant remarquer que peut-être l'Angleterre accepterait avec faveur l'idée de reprendre pied sur le continent, à portée de la frontière française et de remplacer ainsi avec avantage Calais et Dunkerque, dont on avait eu tant de peine à la faire sortir, « mais je ne conseillerais jamais, ajouta-t-il, à un roi ou à un ministre français d'attacher leur nom à un acte que l'avenir jugerait avec une sévérité impitoyable. » *Il ne faut jamais, concluait-il, se mettre en relation avec ceux qu'on ne peut atteindre chez eux.*

Et il écrivait en même temps à M^{me} Adélaïde qu'il soupçonnait de s'être laissé gagner par les paroles dorées de M. de Flahaut : « Abandonner à l'Angleterre une situation matérielle en Belgique, ce serait lui donner au nord un

1. Sébastiani n'était ministre que pour la forme, la direction des affaires lui échappait. Ce mannequin était utilisé par les vrais directeurs de la politique.

nouveau Gibraltar, et nous nous trouverions un jour quelconque vis-à-vis d'elle dans une position analogue à celle de la péninsule ; une semblable conception sacrifierait d'une manière trop fâcheuse *l'avenir au présent* et nous coûterait un prix qu'on pourrait tout au plus accorder après des batailles perdues. »

En ces temps-là, les inepties ministérielles étaient sans importance et la politique étrangère se traitait directement entre l'ambassadeur à Londres et le roi¹. Aucune suite ne fut donnée aux vues *généreuses* de M. de Flahaut, mais ce nom qui sonne si bien le second Empire et ses misérables splendeurs fait songer à d'autres générosités, à d'autres aventures et à d'autres plans de grandeur qui, agités entre 1850 et 1870, ne souffrirent hélas ! ni arrêt ni retard dans l'exécution : la nationalité, le sang français et, sans intention de jeu de mots, le sens français manquèrent alors au prince et à ses serviteurs. Aucun n'avait la moindre vue de nos intérêts historiques. Quelqu'un l'eût-il montré, on l'eût écarté comme on fit de Thiers, pourtant bien timide : *les conseillers de presse et d'estaminet*, c'est-à-dire les fantaisistes fabricateurs et meneurs de l'opinion publique tenant et devant tenir le haut du pavé sous le règne démocratique. A la constitution de l'unité allemande l'opération qui neutralisa la Belgique mérite d'être opposée parce qu'elle ne sacrifiait pas « l'avenir au présent ».

Le duc de Broglie n'exagère rien, lorsqu'il ne craint pas d'écrire de cette neutralisation :

Il faut (la) saluer comme *l'acte le plus bienfaisant, le plus*

1. Le duc de Broglie écrit sur ce sujet le nécessaire, tout le nécessaire. Il ne peut pas y insister. C'est la seule trace des faiblesses qu'avait laissées dans son esprit le bon vieux préjugé *cons-ti-tu-ti-on-nel*. Mais M. Thureau-Dangin a été explicite.

digne de reconnaissance et de mémoire dont s'honore devant la postérité le siècle qui vient de finir. Quand on songe à ce qu'avait été, à ce qu'était la veille encore le territoire belge..., quand on se rappelle qu'il n'y en avait pas un lambeau qui n'en eût été disputé, dépecé à cent reprises par toutes les puissances, pas un coin de terre qui n'eût été piétiné, pétri par leurs armées et inondé de leur sang. Le jour où elles prirent en commun l'engagement de ne plus laisser entrer un soldat dans ce champ de perpétuelles et insatiables convoitises, ce jour-là' mérite d'être inscrit à une place élevée dans les fastes de l'humanité et de la civilisation. Et, chose plus admirable encore, depuis soixante-dix ans tout à l'heure que cette promesse a été faite, bien que les occasions de la tentation de l'enfreindre n'aient pas manqué, elle n'a pas été violée : preuve évidente que c'était œuvre à la fois pratique et morale, ratifiée par la raison autant que par la conscience publique.

Cette œuvre diplomatique était hérissée de difficultés. Mais son échec nous eût valu des difficultés bien supérieures. C'était presque un devoir pour moi, écrit le duc « de ne pas laisser s'établir sur le « grand bien, fait alors au pays, par une sorte de « prescription, l'indifférence ou plutôt l'injustice « de l'histoire ». Et nous avons, à notre tour, le devoir de remercier l'historien d'avoir entremêlé à cette leçon principale, pleine d'excellents traits de doctrine et de méthode politique, les leçons de détail dont la moindre est sans prix.

L'interruption de l'ouvrage est un double malheur. Ceux qui le liront seront de mon avis, si leur pensée s'est arrêtée comme elle doit le faire à l'une des dernières paroles de ce beau livre. Elle est tirée d'une lettre de Talleyrand à l'une de ses correspon-

dantes, Mme de Vaudemont (5 mars 1831). Elle dit :
 « La Belgique nous vient nécessairement, la force
 « des choses l'amène à la France, mais *il faut faire*
 « *la France...* »

Cette obligation de *faire la France* est aujourd'hui un peu plus pressante qu'en 1831. Non seulement il faut la faire, mais il faut la refaire, et personne ne peut malheureusement affirmer qu'aucun territoire étranger « vienne à nous » comme faisait alors la terre des Belges. C'est nous qui allons à l'Etranger, ou bien plutôt qui y coulons, comme un monde décomposé. Les patriotes que ce péril a remis debout seraient sages d'adopter la formule de Talleyrand, et les plus réfléchis d'étudier chez le duc de Broglie comment il faut la pratiquer et l'appliquer.

Les poètes disent qu'il est un art d'aimer sa maîtresse : pourquoi les politiques contemporains ignorent-ils qu'il y a aussi un art d'aimer sa patrie, que cet art s'enseigne et s'apprend et qu'il faut, pour y réussir, autre chose que la bonne volonté, ou que le dévouement, ou que l'enthousiasme : l'intelligence, et l'étude, et les traditions ?

APRÈS QUINZE ANS

Ces réflexions] qui datent de 1901 ne pouvaient tout à fait prévoir ni de quelle importance devait être pour nous la neutralisation de la Belgique, ni comment le dernier bienfait de la monarchie en donnant à la France envahie l'alliance anglaise et le répit sauveur des deux semaines d'août 1914, devait lui accorder le

moyen d'achever ses préparatifs et permettre les victoires de la Marne, de l'Aisne de l'Yser, et toutes les autres....

Mais quelle conclusion pratique tirer de là? De « guerre à la guerre », absolu, il n'y en a pas qui soit efficace et pratique. Plus nous croirons à ce messie humanitaire, plus durement la réalité décevra. Et cela ne signifie point qu'il faille se jeter sans critique ni choix dans les voies napoléoniennes du dieu de la guerre et nous faire Boches pour résister à la Bochie. Il subsiste en effet de larges et belles voies de fortune dans lesquelles la force combinée sagement aux négociations et aux autres moyens de l'esprit politique peut donner aux Français la profonde paix relative qu'ils ont perdue depuis qu'ils ont rêvé de trouver beaucoup mieux.

En cela consiste l'art d'aimer sa patrie, pratiqué par le duc de Broglie, d'après toutes nos traditions nationales. Ce n'est pas l'art des révolutionnaires, des démocrates, des libéraux ni des bonapartistes : c'est le grand art de la monarchie pendant près de dix siècles, tel que M. Jacques Bainville a su l'exposer dans sa lumineuse, substantielle et immortelle *Histoire de deux Peuples*.

Si la neutralisation de la Belgique éleva contre la ruée des armes allemandes un obstacle qui décida de leur échec, l'histoire du dernier bienfait de la monarchie élève contre le germanisme intellectuel une doctrine de sagesse et de mesure politique, véritable « Raison d'État » d'une nation civilisée que ces barbares, tout à l'hubris de leur nature, ont même quelque peine à concevoir distinctement et à comprendre en son entier.

Nous, du moins, concevons-nous, comprendrons-nous la Raison ainsi appliquée à la politique?

Par la voie de précautions militaires puissantes, cet

Art d'aimer la France aboutit à une action diplomatique assez forte pour éviter dans l'avenir immédiat les grandes effusions de sang. Par le moyen de sa diplomatie inspirée de l'intérêt national, ce patriotisme artiste et lucide conduit à des résultats pacifiques, à des œuvres de « bon Européen » et de bon citoyen de l'Humanité.

Tout au contraire, notre *impréparation* pacifiste fait d'immenses sacrifices de vies humaines; la diplomatie humanitaire des révolutionnaires, de Bonaparte, des conférenciers de la Haye aboutit à d'épouvantables carnages.

LIVRE SEPTIÈME
L'INSTRUMENT DE LA DÉFENSE

Toutes les forces de la nation concourent en un.

BOSSUET, *Polit.*, I, II, v.

XXIII

S'IL NOUS FAUT UNE ARMÉE

Décembre 1897.

M. Delahaye l'a bien dit¹, un nouveau classement s'opère dans les partis. Jusque chez les gens qui se piquent de libre-pensée, deux camps se forment : « ceux, dit M. Delahaye, en qui l'esprit de race l'emporte sur l'esprit de secte et ceux en qui l'esprit de secte l'emporte même sur l'esprit de race. »

En d'autres termes, il n'y a plus que le parti national et l'autre. Telle est la physionomie de la France contemporaine.

Pendant que ce classement nouveau se faisait entre les discuteurs, l'objet de la discussion revêtait aussi une physionomie correspondante. Il n'y a presque plus d'affaire Dreyfus, ni d'affaire Esterhazy :

1. *Libre Parole* du 2 décembre 1897.

il y a seulement le procès de l'Armée, et de cette organisation militaire nommée curieusement par M. Anatole France, dans une entrevue, avec M. Léon Parsons, rédacteur de l'*Aurore*, « une survivance du passé ».

Tout dépend aujourd'hui de savoir si nous devons posséder une organisation militaire.

On ne nous dit pas encore que la Patrie est inu-

tile et fâcheuse pour le libre développement de l'individu. On pose : 1° que l'Armée, telle qu'elle est présentement, se trouve mal constituée pour la défense de la patrie, et, 2° l'on fait entendre que la patrie se passerait fort bien de toute armée ou du moins qu'on exagère infiniment l'utilité du corps militaire.

Sur le premier point, nous n'avons rien à dire. Deux notes suffiront.

D'une part les défauts, quels qu'ils soient, de l'Armée, découlent de la nature de ce régime politique. Je ne dis pas seulement le régime républicain. Je dis le régime démocratique parlementaire ou plébiscitaire impérial ou républicain. Ce régime eut sa part de responsabilité (comme aussi bien le régime parlementaire) dans les désastres de la guerre de 1870. Ainsi en a jugé Renan, peu de temps après la défaite. « La démocratie est le plus fort dissolvant de l'organisation militaire. L'organisation militaire est fondée sur la discipline; la démocratie est le contraire de la discipline. »

Il y a cent ans que nous vivons ou plutôt que nous mourons de démocratie :

. Economiquement, physiologiquement, tous les pays où se sont maintenus avec énergie ces « survivances du passé », la tradition, l'autorité, la subordination des foules à des chefs naturels, ces pays-là fabriquent plus de produits que nous, les vendent mieux que nous, font même plus d'enfants que nous. Voyez la Prusse monarchique et féodale, l'Angleterre aristocratique et communautaire.

Voici une espèce de remarque historique, qu'il ne tiendrait qu'à mon lecteur de nommer une loi : toutes choses étant égales d'ailleurs (ce qui exclut l'Amérique du champ de l'observation, ce qui réserve aussi les éventualités propres au génie de la France), les institutions démocratiques engendrent des peuples de fonctionnaires dénués d'esprit politique; les institutions individualistes affaiblissent ou détruisent l'individu. On obtient des individus puissants, lorsque les pouvoirs de la race, de la famille, des autorités locales sont constituées fortement, lorsque les médiocres et les mauvais s'éliminent sans trop de peine et que leur accumulation ne détermine point des encombrements dangereux. Pour former un esprit public, il faut des traditions et une hiérarchie sérieuse des diverses classes de la nation. Tout cela nous manquant, le Clergé tournant à l'état de fonctionnaire¹ et l'Université, puissante sans doute, mais devenue le séminaire de l'anarchie, les cadres de l'armée restent encore ce que la France possède de plus solide. Il ne faudrait pas la fausser; il ne faudrait pas l'affaiblir....

Telle est notre première note. Voici la seconde.

Les défauts manifestes de l'Armée contemporaine, brigade, compétition, incohérence, ne devraient point être discutés en'eux-mêmes, car ils sont

1. Le Concordat n'était pas aboli alors.

peu de chose, mais dans leurs causes permanentes. Comme on a blâmé le sénateur Nicodème¹ de vouloir supprimer les mauvaises mœurs au moyen de mesures de police, en négligeant d'atteindre ce qui cause ces mœurs (elles seraient mieux combattues par une saine politique agricole, par des améliorations économiques ou religieuses, par un système de décentralisation sérieusement conçu), ainsi faut-il blâmer ceux qui, désirant de bonne foi corriger les défauts de l'Armée, encouragent le sentiment démocratique ou négligent de le combattre.

Ils nous proposent de l'améliorer en la supprimant.

Seconde question :

Est-il bien assuré qu'il nous faille une armée? On se le demande sans rire. Je reconnais bien là un raisonnement d'origine démocratique. Procédant de toute bassesse, le premier point, dans un cerveau démocratique, est d'oublier l'art de penser. Nous avions au 4 septembre 1870 une mauvaise monarchie, et qu'il était urgent de remplacer au plus vite

1. Pseudonyme donné par M. Anatole France au sénateur René Berenger, fondateur de la Ligue contre la licence des rues.

par une bonne, c'est-à-dire par une monarchie capable d'esprit de suite, de décision, d'autorité, inspirée de vues raisonnables. Parce que les vues de l'Empire avaient été folles ou nous avaient conduits à d'éclatantes catastrophes, ou renonça à tout régime stable et cohérent, et l'on adopta le système du changement perpétuel, qui mènerait à une dégénérescence insensible, mais autrement funeste que Metz et que Sedan. La belle logique d'État! L'admirable incapacité de distinguer entre le personnel de l'Empire (et d'un Empire libéral) et le système monarchique! Enveloppant la Monarchie dans la même idée que l'Empire, nous avons laissé toute chance de nous relever. L'union patriotique en vue de la revanche en paroles rêvée par Gambetta n'a pas pu se faire; l'on a même réussi à détourner notre diplomatie et nos armées de l'idée de revanche¹.

Faut-il conserver une armée onéreuse, coûteuse, que son inactivité ne laisse pas de gêner? Voilà donc la question que posent surnoisement quelques publicistes.

Je distingue parmi eux bien des démagogues logiques et clairvoyants. Le bénéfice immédiat de la suppression de l'Armée, ils l'embourseraient aussitôt et à l'exclusion des autres partis. Sans l'Armée, dans l'état où voici le peuple français, la Révolution anarchiste ou bien socialiste serait faite demain. Non que les anarchistes ou socialistes soient plus nombreux ni soient meilleurs. La masse de notre nation

1. Je renvoie pour plus de détails à mon livre *Kiel et Tanger*, analyse de nos attitudes européennes de 1895 à 1915.

est trop riche pour n'être point conservatrice et, si la bourgeoisie républicaine qui règne en ce moment est un gouvernement médiocre, je me défie du socialisme, son héritier présomptif.

D'ores et déjà l'on peut juger et mépriser ce dauphin. Néanmoins, dans une lutte violente, il l'emporterait sur sa mère par la force naturelle de l'appétit. Les repus se défendraient mal. Même l'ironie de cette heure triste est de voir justement ces repus favoriser de leur or, de leur influence et de leurs écrits les adversaires d'une armée, à laquelle ils doivent leur repos.

Bons manœuvriers parlementaires, bons pétrisseurs de la matière électorale, et quelquefois bien doués personnellement, les opportunistes n'ont jamais formé un vrai parti de gouvernement. Aucun d'entre eux ne saura prévoir. Ils ont toujours amassé de leurs propres mains tous les éléments de leur ruine. C'est en cela qu'en dépit de leurs allures ou de leurs ambitions autoritaires et plus conformément qu'ils ne croient au texte littéral de leurs oraisons, ils sont de vrais démocrates. Une démocratie a la rage de tout réduire au présent pour tout consommer plus vite.

On leur a offert de l'argent, et on leur a fait entrevoir un moyen d'inquiéter les antisémites, les nationalistes et les cléricaux, leurs ennemis, en humiliant l'Armée française. Ils y sont allés de tout cœur. Tout l'ancien groupe gambettiste marche contre l'Armée. Peut-être, par le même appât, leur fera-t-on infliger à nos officiers des humiliations plus profondes encore : si le désarmement en résultait, les vrais désarmés

seraient eux, un bon mouvement populaire aurait vite fait de les culbuter du pouvoir et de la fortune. Il est vrai qu'ils auraient la ressource de se convertir sur-le-champ à la démagogie collectiviste. Leurs dupes seules pâtiraient.

N'y aurait-il pas un moyen de prévenir ces dupes de ce qui les attend? Ne saurait-on ouvrir les yeux à la bourgeoisie française si crédule à l'opportunisme? Qui saura lui crier : — « La conséquence de ce régime antimilitaire est de vous faire perdre de l'argent, du précieux argent? »

Même en démocratie, même en république, même en temps de paix, l'armée préserve la nation du partage, des dilapidations, de la ruine. Cette utilité politique vaut peut-être les quelques dommages économiques ou physiologiques dont parlent si complaisamment les adversaires de l'armée. Ne serait-elle qu'une gendarmerie, elle aurait encore le rôle de défendre toutes les survivances d'un passé puissant et prospère, ces lambeaux de notre capital national avec lesquels pourra se refaire notre fortune.

Elle a une autre utilité, que tout le monde voit, mais que personne n'a aussi fortement établie que M. Anatole France lorsqu'il a dit à M. Parsons : « Nous ne sommes pas seulement Français, nous sommes Européens ».

Ce mot clair et brillant se commente lui-même.

On dit bien que l'état économique remplace peu à peu en Europe, l'état féodal. Ainsi le passé cède à l'avenir. Mais d'abord, s'il y cède, c'est avec bien de

la lenteur; et comment, sans armée, attendrions-nous la fin de cette évolution?

De plus, est-on sûr qu'elle se fasse exactement dans la direction qu'on lui marque? Je ne suis pas assez mystique pour le penser.

Enfin l'état économique et l'état féodal ne me paraissent pas s'exclure autant qu'on le suppose. En fait, cela peut être; mais c'est un phénomène qui n'est pas évident. La prospérité économique coïncide très bien chez certaines races, les Prussiens, par exemple, avec un état féodal caractérisé par la force militaire et par certaines formes traditionnelles de servage.

Où il y a lutte, comme sur d'autres points de l'Allemagne, ce n'est pas exactement entre l'état industriel et l'état féodal, mais bien entre ces deux éléments combinés de la prospérité allemande et l'esprit libéral, (que je n'appellerai à aucun prix : scientifique) de certaines Universités¹. L'Angleterre est le pays du monde qui fait les plus grandes dépenses militaires : c'est une étrange rêverie de M. Demolins que de nous le donner pour pacifique². Bref, il est faux de dire que les pays matériellement forts et prospères soient moins guerriers que les autres. Les occasions des guerres peuvent bien devenir plus rares, en raison des conditions économiques et financières; mais, les effets des guerres devant être, dans le même ordre

1. Cette lutte existant au XIX^e siècle ne s'est pas prolongée au delà des premières années du XX^e.

2. L'Angleterre, qui n'a cessé de guerroyer depuis 1815 dans toutes les parties du monde, fit, depuis cet article, la guerre du Transvaal, et l'on sait comment le Gouvernement radical libéral de M. Asquith se leva à l'occupation allemande de la Belgique.

économique et financier, d'autant plus funestes, il est déraisonnable de ne point prévoir ce cas formidable, fût-il égal à un millième, et de n'y point pourvoir.

Outre que les guerres de race et de langue ne sont point mortes, si l'on en juge par ce qui se passe en Autriche, les guerres économiques moins fréquentes seront très probablement plus violentes. On n'atteindra pas une armée, mais une race, un pays, une civilisation. L'on s'efforcera de « ruiner » son ennemi. Les richesses augmentent. On se battait jadis pour des terres en friche. La terre se transforme et s'aménage. Partout l'homme donne à son sol un caractère plus utile et un air plus humain. Par là, tout est plus désirable, tout parle mieux aux cupidités de nos cœurs. A moins de croire à quelque « Évangile éternel », comment rêver que les rians jardins de la vie occidentale moderne n'allument plus, tant qu'il y aura dans le monde un sabre, un fusil ou une zagaie, « la faim, la faim sacrée » avec le désir naturel et pieux de consommer des biens que l'on n'aura pas fabriqués ?

Ah ! défendons-nous des barbares !

APRÈS DIX ANS

Si l'on veut illustrer ce dernier avertissement, qui ressemblait déjà à un cri d'effroi, il faudra propager, par tous les moyens mnémotechniques offerts par l'École et la Presse à des vérités salutaires, les grands et rudes vers du poète Auguste Angellier, dans ses

Dialogues civiques entre le Vieillard pacifiste et le Philosophe guerrier. Il y aura toujours des Barbares, dit-il,

... la Guerre

De ses faisceaux longtemps doit garder la lisière,
 Au delà de laquelle attend obstinément
 Le Barbare. Et crois-moi, si durant un moment
 Ce mur de boucliers s'entr'ouvre et se relâche,
 Quelque sauvage aura vite accroché sa hache
 Au beau geste clément de ce Dieu qui t'est cher.
 Le Temple de la Paix veut un rempart de fer.

... Écoute encor ceci, Vieillard : la Barbarie
 Commence autour de nous où commence l'envie !
 Partout où le sol est plus riche, où quelque port
 Est la clef d'une mer, où des monts remplis d'or
 Promettent la richesse à qui tiendra leurs mines,
 Où les vignes, parant les pentes des collines,
 Versent dans le cellier un flot pourpre ou vermeil,
 Alors que le vin manque aux versants sans soleil,
 Sous des masques divers reparaît le Barbare.
 Le prétexte est bientôt forgé pour qu'il s'empare
 Des champs, de l'estuaire, ou des monts ou des vins....

Et le poète ajoute avec une saisissante et copieuse violence qu'il en est exactement de même des barbares de l'intérieur : ils sont prêts, dans tous les cas de paix extérieure, à ramener le visage de la guerre civile, religieuse et sociale. L'expression dure, parfois rugueuse, manque rarement de puissance.

Ces poèmes ont paru en 1906. Le nom d'Auguste Angellier doit être honoré parmi les accoucheurs de la jeune France.

XXIV

CONDITIONS POLITIQUES DES FORCES MILITAIRES

Avril 1902.

Voici un double recueil d'études guerrières, que des officiers français ont traduites du fameux écrivain militaire allemand le baron Colmar von der Goltz : d'abord *Rosbach et Iéna*, « recherches sur l'état physique et intellectuel de l'armée prussienne pendant l'époque de transition du XVIII^e au XIX^e siècle », puis *La nation armée* « organisation militaire et méthode des guerres modernes ».

Cet écrivain militaire ennemi, historien informé, technicien remarquable, sait raisonner les faits qu'il rapporte et les pratiques qu'il recommande. « A quoi bon, s'écrie-t-il, discuter sur la question de savoir si la guerre honore ou dégrade l'humanité? » « Ce qui est certain, c'est que la guerre est la loi des hommes, la destinée inéluctable des peuples. Une paix éternelle n'est pas réservée aux mortels sur la terre. » Mais aujourd'hui moins que jamais!

C'est avec un intérêt tout particulier que nous envisageons la perspective d'une guerre prochaine. Chacun est pénétré du pressentiment que cette guerre aura un caractère de violence et de dévastation inconnu jusqu'ici. Ce ne sera

plus une simple lutte engagée entre des armées, mais bien le choc des nations entières se ruant les unes sur les autres. Toutes les forces morales seront, de part et d'autre, concentrées en vue d'un combat pour la mort ou pour la vie; depuis le plus petit jusqu'au plus grand, toutes les intelligences seront en travail en vue d'une œuvre de destruction mutuelle. Le fléau de la guerre croitra en raison même de l'accroissement des armées. Il n'y a pas à en douter, les guerres de l'avenir auront un caractère de solennelle gravité dont la joyeuse chevalerie des anciens temps se serait fort mal accommodée.... En suivant la voie de leur civilisation particulière les peuples entrent en conflit.

Cette page classique définit un avenir toujours menaçant. Mais le premier philosophe du XIX^e siècle dit qu'il faut *régler le présent d'après l'avenir déduit du passé*. Consciemment ou non, Von der Goltz se conforme à cette puissante maxime. Il cherche, dans le passé de la nation prussienne, ce qu'elle doit faire ou éviter aujourd'hui. Je n'ai pu m'empêcher de relire avec une espèce de joie amère, le chapitre consacré à l'examen des « causes de la catastrophe », une catastrophe qui date de 1806 et qui s'appelle Iéna.

Le général prussien constate que dès le lendemain des succès de Napoléon, Berlin s'efforçait de gagner les bonnes grâces du vainqueur. Les Allemands disaient avec satisfaction : il n'y a plus d'Allemagne. Les journaux allemands encensaient la France, Napoléon et les maréchaux. Telle était la maladie de l'Allemagne.

« Comment, dit Von der Goltz, avait-on pu en arriver là. »

L'analyste prussien répond :

1^o C'était l'effet de « la tutelle » administrative

dans laquelle le Grand Frédéric avait tenu son royaume. Ce centralisateur jusque-là sans rival avait voulu imposer partout sa direction personnelle. Mais, lui mort, « le royaume se trouva orphelin. »

2° A la suite des maux de la Guerre de sept ans, les successeurs de Frédéric s'étaient d'abord appliqués à ménager le peuple et, tout au fond à le flatter. « Le gouvernement était autocratique quant à la forme, mais au fond il était démocratique, » dit Von der Goltz, et il cite ce curieux mot de Clausewitz : « Ce gouvernement se distingue surtout par une certaine tendance au libéralisme. » On espérait ainsi « conjurer l'orage qui s'accumulait à Paris depuis 1789 ».

3° « Vint ensuite l'enthousiasme produit par le mouvement français pour les droits de l'homme et de la dignité de l'individu » :

La personnalité seule comptait pour quelque chose : le rang, la position, l'origine n'étaient plus rien ; il était de bon ton de sembler les ignorer. On écrivait avec affectation : Mollendorf, Lottum, Massenbach, Guionneau, Gaudi, Kleiff, Kockeritz, Schulenburg, et non : von Mollendorf, comte Lottum, von Guionneau, von Gaudi, etc.

4° Si l'on affectait de mépriser beaucoup la France et de n'appeler les Français que « les anciens soldats de Rosbach » on n'en devenait pas plus chaud pour la Prusse et pour les Prussiens. « Le sentiment national avait disparu, et avec lui les passions solides et saines, le feu sacré et l'amour violent de la patrie. *Le dilettantisme spirituel avait détruit le sens pratique.* »

5° La notion de l'Etat avait disparu ou plutôt avait

été intervertie, Von der Golz nous explique à merveille comment :

L'intérêt de l'Etat ne pouvait manquer de sombrer au milieu de cet égoïsme et de ce culte du bien-être personnel. Au temps de Frédéric tout lui avait été sacrifié; maintenant c'était le contraire. *L'Etat devait être le souffre-douleur dont chacun exigeait des efforts, protection au dehors, sécurité au dedans, sans consentir à lui rien accorder pour cela.*

6^o Conséquence directe du précédent désordre : « L'élément militaire était absolument subordonné aux autorités civiles de la classe la plus inférieure. » D'après Funk, lieutenant-général saxon, qui était, en 1806, major et premier adjudant du général Von Zerzchwitz, « les baillis et bourgmestres regardaient fièrement du haut de leur grandeur les officiers supérieurs, certains que ceux-ci, en cas de conflit, seraient condamnés par toutes les instances¹ ». En Prusse comme en Saxe, « l'officier avait des raisons de croire que, en toutes circonstances, il se tirerait mal d'un conflit avec les autorités civiles. « D'après un témoin du même temps, Scharnkorst, « lorsqu'un officier, dans une discussion avec un bourgeois ne cède pas immédiatement, lorsqu'il commet une faute légère envers l'autorité civile, lorsqu'il se bat avec les étudiants, en un mot lorsqu'il donne les preuves d'une vivacité de caractère naturelle et inséparable du métier militaire, il est puni bien plus sévèrement qu'un bourgeois qui aurait commis la même faute. »

Von der Golz ajoute :

Tandis que les bourgeois regardaient comme tout natu-

1. Ne se disait-on pas la France en 1907, quand le décret de Messidor sur les préséances eut été aboli par M. Clemenceau.

rel qu'en cas de guerre l'armée dût les protéger au dedans et au dehors, les autorités civiles, au contraire, refusaient à l'armée *tout droit de participer aux délibérations sur les faits qui touchaient à l'intérêt commun*¹.

Telles sont, au dire du plus autorisé des écrivains militaires prussiens, les six grandes causes de l'affaiblissement de l'armée de la nation et du gouvernement que les Français ont vaincus ensemble à Iéna. J'aimerais que, sur chacun de ces six points, la France contemporaine ébauchât un examen de conscience en remontant du dernier au premier.

1° Quelle situation faisons-nous à l'armée par rapport au pouvoir civil²?

2° Ne prenons-nous pas, nous aussi, l'État pour notre débiteur universel, auquel nous estimons ne rien devoir?

3° Qu'est devenu ou que devient notre sentiment national? « Le dilettantisme spirituel » n'est-il pas en train de détruire chez nous le sens de l'action ou « sens pratique »?

4° Que pensons-nous des Droits de l'homme, de la dignité de l'individu? Les idées de 89 ne sont-elles pas revenues à leur période de virulence?

5° Ne sommes-nous pas en démocratie, ou si l'on n'est jamais en démocratie que très relativement, une vraie démocratie n'étant un régime réalisable que par la mort du pays qui l'adopte, tout le système

1. Cela rappelle notre abolition du service de trois ans en 1905 sans que le Conseil supérieur de la Guerre eût même été consulté.

2. Déjà la Cour de cassation, la Presse, les Chambres prodiguaient les humiliations à l'armée française traitée en paria depuis le début de l'Affaire en 1897.

législatif et constitutionnel ne tend-il pas à cette mortification nationale?

6° Ne sommes-nous (point du fait de Frédéric II, mais de celui de Napoléon I^{er}) le plus centralisé et par là le plus inerte peuple d'Europe?

Von der Golz assure que rien ne s'improvise. Pas de succès, dit-il, « sans préparation ». S'il est vrai que la guerre soit la condition fatale du genre humain, s'il est encore vrai que la prochaine guerre doive surpasser en horreur et en violence toutes celles qui ont précédé (l'une et l'autre opinion sont courantes en Allemagne, grave chance de vérité), si tout cela est vrai et que le général prussien ne se soit pas trompé dans son analyse des faiblesses qui déterminèrent Iéna, il semble bien que ce soit à un autre Iéna, mais à un Iéna vu du côté prussien, à l'écrasement pur et simple que nous destine la désorganisation générale de notre politique, de nos mœurs et même de notre armée.

Du moins, la concordance entre la Prusse de 1806 et la France de 1902, est-elle assez frappante! Elle ne frappe point nos orateurs nationalistes : de nos six faiblesses, ils n'en veulent sentir que trois, la centralisation (et encore!) la désorganisation militaire, la baisse du patriotisme. Aucun ne prend garde à la diminution de l'idée de l'État, ni à la révolte individuelle, ni à cette démocratie qui, au témoignage d'Ernest Renan, constitua toujours « le plus fort dissolvant de la discipline militaire ». M. Lemaître, M. Déroulède et leurs amis ont tous à la bouche les mots de démocratie, de libéralisme et aussi de socialisme « au bon sens du mot »....

Ce sera tant pis pour eux et pour nous. Nous nous sommes trouvés une première fois, de 1860 à 1870, dans la situation des Prussiens d'avant Iéna, Sedan nous a donné la première leçon. Nous revenons à 1869 : les sages craignent, mais calculent un juste retour naturel.

Oh ! sans doute, les coupables s'excuseront. Ils se sont déjà excusés. Ils allégueront leurs intentions, qui ont été pures et droites. La nature des choses se moque des intentions ! Son jeu malin ne consiste qu'à les rendre méconnaissables à travers le tissu des événements. Le même ordre semble s'imposer aux peuples aussi bien qu'aux personnes : — Vos vœux ne sont de rien, la plupart d'entre eux conspirent contre vous-même. La grande affaire est de discerner, non quel est votre désir ou votre vouloir, mais quel est votre bien et sa condition. Cette loi dégagée vous permettra du moins de correspondre aux circonstances et peut-être de les dompter.

On voit bien de quel usage serait à la France ce conseil philosophique. Elle songerait moins à faire l'héroïque, et par exemple, à renouveler artificiellement ce qui ne saurait reparaitre, ayant été une fois, l'état d'esprit de 1792 : elle songerait davantage à se donner les institutions politiques et les organes militaires qui permettent, toutes choses étant égales d'ailleurs, un solide espoir de victoire.

LA GARANTIE RÉPUBLICAINE

Mai 1901.

Le mouvement déterminé dans les esprits par l'Enquête sur la Monarchie¹, provoque une crise d'attention et de réflexion salutaire. C'est tantôt un avis que l'on nous demande, tantôt une objection que l'on nous fait. Il est malaisé de répondre à tous et même de donner signe de vie à quelques-uns ; mais, quand une question offre un intérêt général, le plus simple est de répondre publiquement. C'est ainsi que je répondrai à une lettre que je viens de recevoir : le timbre que mon correspondant joint à cette lettre étant distribué aux pauvres, il aura la bonté de me tenir quitte envers lui.

D'après le lieu d'où il m'écrit et le titre qu'il prend, je le soupçonne d'appartenir comme maître ou comme lévite à un séminaire de jeunes clercs. Il habite sur les confins du centre et du sud-ouest. Je ne transcris pas ses initiales de crainte de le faire trop facilement reconnaître de ses confrères et de ses amis. Mais voici l'objection apportée dans sa lettre :

1. Elle venait d'être achevée en janvier 1901.

Parmi les quelques républicains qui commencent à douter de leur régime (et ils viendront à nous, car le doute mène infailliblement à la négation), il en est qui disent :

— *Votre monarchie aurait du bon, mais du seul fait que nous sommes en république, nous sommes assurés de la paix. La royauté, c'est un temps de guerre, d'ailleurs votre enquête n'en parle pas et pour cause....*

Malgré tous mes bons arguments, il n'y a pas moyen de les convertir. En fin de compte, j'ai résolu de m'adresser à vous, monsieur, espérant que vous ne me refuseriez pas (puisque c'est pour le Roi et que vous auriez plus d'autorité auprès de nos républicains qui vous reconnaissent pour un homme compétent) de vouloir bien me répondre et réfuter cette objection, s'il est vrai que ce soit une objection :

Du seul fait que nous sommes en République, nous sommes en paix. La Monarchie amène toujours la guerre.

On me pardonnera d'avoir reproduit cette lettre, dont les termes sont trop flatteurs.

Un vieillard, qui mourut vers 1890, me disait qu'avant l'époque romantique, le plaisir favori des jeunes hommes de son âge était d'aller s'asseoir en troupe dans la prairie pour débattre de la supériorité de Rousseau sur Voltaire ou de Voltaire sur Rousseau. Puissent les avantages comparés de la Monarchie et de la République devenir ainsi un sujet de discussion dans notre jeunesse ! Rien n'est plus rassurant que les témoignages divers de cet état d'esprit examinateur et critique à l'égard des principes de la Constitution. Puisque la République et la démocratie sont issues du libre examen, il est bien facile de prévoir qu'elles en mourront.

Mon correspondant a la partie belle. Il peut battre ses adversaires sur les deux termes de leur objection.

1° S'il est certain que nous sommes en République, il ne l'est pas que nous soyons assurés de la

paix. Nous ne sommes assurés que d'une chose, du vif désir que les républicains nourrissent d'avoir cette paix à tout prix. Selon l'observation qui a été faite par M. Anatole France, ils craignent également la défaite et la victoire¹. Battus, ils seraient emportés. Mais la victoire apporterait le triomphe du général victorieux.

La paix républicaine est précaire. Elle ne dépend pas de nos gouvernants, qui, par définition, doivent la vouloir, mais de l'Étranger. Elle ne durera qu'autant qu'il plaira à nos rivaux de la prolonger. Le peuple sent déjà qu'une armée ennemie aurait des chances d'entrer chez nous comme un pic dans un tas de sable, et c'est l'une des causes de la juste, utile et salutaire panique désignée quelquefois sous le nom de nationalisme.

Voilà pour la République et voilà pour la paix dont elle nous assure.

2° Passons à la Monarchie.

Où diable les amis républicains de mon correspondant royaliste ont-ils pris cette rêverie (on dirait à l'*Action française* : cette nuée) que la Monarchie soit la guerre? Il y a un régime qui entraîne nécessairement la guerre sous sa double forme, intérieure et étrangère, c'est l'Empire. Il est aisé de voir pourquoi. L'Empire, d'origine plébiscitaire et démocratique, tirant son principe et sa force unique de la popularité grossière et bruyante, se trouve d'une

1. Voir l'*Histoire contemporaine*, t. I.

part condamné aux aventures économiques (expositions, traités de commerce plus tapageurs que prévoyants), et d'autre part aux aventures politiques (gloriole diplomatique, faux succès, succès apparents, brusques et dangereux accaparements territoriaux, incursions militaires européennes). L'Empire, serf de l'opinion, doit en effet tenir l'opinion en haleine : allécher l'ouvrier, éblouir le bourgeois, l'employé, la grisette, enfin, occuper et distraire tout le monde, en vertu de sa conception césarienne de l'État. Napoléon sentait cela et l'avouait. Moins prompt sans doute à enchaîner les effets aux causes, son neveu subit probablement cette fatalité sans la sentir, car l'infortuné qui nous ruina en guerres avait déclaré que son empire serait la paix. Louis-Napoléon fut moins responsable que son principe et sa tradition.

Appliqué en détail et en désordre, lorsqu'il aboutit à une assemblée parlementaire, le régime électif aboutit à cette paix misérable et précaire, sans honneur, ni garantie, imposée à la troisième République. Appliqué et conduit à la perfection de son principe, resserré en un homme, le même régime électif oblige à guerroyer sans arrêt et sans fruit. *Point d'affaires*, dit la République¹, *Victoires et conquêtes*, proclament l'Empire et la dictature.

Dans les deux cas, ceux qui gouvernent le pays ne restent point les juges de l'utilité, de l'opportu-

1. On voit qu'il s'agit d'un type de République consolidée, acclimatée comme la troisième République française. La condition d'une République contestée et violemment militante à l'intérieur participe au contraire de la fatalité antipacifique d'un empire : les mêmes causes imposèrent en 1792 et en 1805 la même attitude.

nité et de l'intérêt intrinsèque d'une guerre ou d'une paix; comme un corps mort subit la loi de sa gravité, ils subissent, la lourde nécessité de leur origine. Avant toute délibération et tout examen, sans autre raison, la République est pacifique et l'Empire est guerrier, parce que l'un est un Empire et l'autre une République. Ce sont donc tous deux, à l'avance, des passifs. Tôt ou tard, ils seront destinés à signifier catastrophe et abaissement. L'ennemi connaît d'avance leur jeu et peut le jouer à loisir.

La Royauté *n'est pas* le régime électif. C'est sa principale excellence, n'étant ainsi sujette ni à la paix fatale ni à la guerre obligatoire. Elle est au-dessus de cette double nécessité. Elle en est libre. Grande force! Un pays vraiment autonome, vraiment indépendant et donc, dans le vrai sens du mot, une *nationalité* complète suppose donc le gouvernement d'une royauté : le prince héréditaire, le roi qui ne dépend pas de sa popularité du moment peut seul résister à l'enthousiasme public et s'épargner les maux d'une guerre inutile; il peut encore, en calculateur prévoyant, prévenir au moyen d'une attaque opportune les attaques éventuelles d'un voisin menaçant. Soit qu'il résiste à l'opinion, soit qu'il la devance, il peut représenter la sagesse de la nation.

On me dira qu'il peut aussi le contraire. Assurément, mais la République, l'Empire ne peuvent, eux, *que* le contraire. Un roi peut faire les calculs les plus faux. Encore peut-il calculer. C'est une chance de raison. Cette chance n'existe pas plus dans le système impérial que dans le républicain. Dans l'un comme l'autre, les gouvernants sont liés,

et par tout autre chose que la raison : leur nature *matérielle*.

Les amis républicains de mon correspondant peuvent être les dupes d'un mirage historique. La royauté française a beaucoup duré. Elle a été aux prises avec des difficultés infinies. Il lui a fallu construire la France. Cela ne s'est point formé sans combat. A distance, ces combats, ces états de guerre doivent paraître beaucoup plus nombreux, surtout plus graves qu'ils ne l'ont été en réalité. Dans la réalité, la plupart des guerres royales occupaient peu d'hommes et, sauf aux périodes exceptionnelles, tenaient un champ restreint. Même sous Louis XIV, il n'y a aucun rapport entre les guerres de la royauté prudemment et même un peu chichement conduites et les vastes tueries de la Révolution et de nos deux Empires.

Ne comparons pas des situations trop différentes. Si l'on parle de l'état de la France sous l'ancien régime, il faut le comparer à l'état des autres pays de l'Europe aux époques correspondantes. On verra si nos rois furent prodigues du sang de France ! Pour l'époque moderne, il n'y a qu'à relire cette histoire (elle est admirable) du régime si bien appelé la Restauration. Les historiens bonapartistes M. Emile Ollivier, M. Henri Houssaye sont contraints aujourd'hui de s'incliner avec respect devant la politique étrangère d'un Louis XVIII et d'un Charles X. Voilà les vrais Pères du peuple, si l'on comprend que le bien du peuple ce n'est pas la satisfaction épidermique passagère de quelques milliers d'individus en un temps et sur un point donnés, mais la

prospérité, le développement solide et continu de l'ensemble des intérêts généraux de la race et du pays entier, dans la suite de leurs énergies historiques.

Louis XVIII et Charles X ont bien pu faire murmurer parfois les Français : ils ont étendu et fortifié le corps de la France. Auguste Comte appelait le premier de ces deux princes « un bon dictateur ». Nous devrions l'appeler le meilleur des nationalistes.

Louis-Philippe lui-même, tout roi illégitime, participait du caractère de la royauté. C'est son armée, l'armée de la loi de 1852, qui pourvut aux succès militaires du second Empire. La possession de cet instrument admirable ne grisa point le « roi des Français ». Ce fut aussi sans verser une goutte de sang que son prédécesseur, le roi de France, en 1850, songeait à nous accroître de la rive gauche du Rhin.

Je n'ai point rappelé ces souvenirs historiques ni vanté ces avantages théoriques de la Monarchie, au courant de *l'Enquête* menée l'été dernier : ils me semblaient trop évidents. Les voilà cependant, comme ils m'apparaissent.

APRÈS QUINZE ANS

Ce qui apparaît au bout des quinze premières années du xx^e siècle, c'est que depuis 1789, une République, un Empire, trois Royautés, une seconde République qui fait corps avec un nouvel Empire, une troisième République se sont succédé sur la France. Durant ces cent vingt-sept ans, le territoire a été cinq fois envahi (1792, 1814, 1815, 1870, 1914), trois fois sous

l'Empire, deux fois sous la République, jamais sous les rois. La Restauration, avec Louis XVIII et Charles X, et le gouvernement de Juillet sont les seuls régimes sous lesquels la France n'ait pas reçu l'insulte de l'étranger. Cela peut n'être que simple coïncidence. Mais si c'était autre chose? Il vaudrait la peine de le savoir.

Le grand livre de Jacques Bainville, *Histoire de deux Peuples*, éclaire la question.

LIVRE HUITIÈME
LA TERRE ET L'HOMME

Nul homme n'est étranger à un autre homme. Il ne faudrait donc pas penser que les bornes qui séparent les terres des particuliers et les Etats soient faites pour mettre la division dans le genre humain.

BOSSUET, *Polit.*, I, 1 et v, IV.

XXVI

LA PATRIE OU L'HUMANITÉ

Janvier 1902.

Dans *L'idée de patrie et l'humanitarisme*, M. Georges Goyau nous a raconté les aventures du patriotisme au courant de trois ou quatre générations de jacobins, de libéraux, de républicains de 48, de socialistes et de démocrates ; il commence à la grande Révolution pour aboutir aux phénomènes de l'anarchie dreyfusienne, mais il insiste en particulier sur notre demi-siècle, depuis 1866. Il est impossible d'avoir un répertoire mieux formé. Le fait saillant est mis en lumière. Il n'est pas sacrifié au fait rare, et toutefois ce dernier abonde et grouille même un peu. L'on s'en plaindrait si l'on pouvait se plaindre

de trop de connaissances et de trop de détails sur un grave sujet. Les noms propres abondent, souvent obscurs, parfois tout à fait inconnus, toujours importants.

Nous savions par induction que le pays obéissait à des maîtres occultes. M. Goyau nous dit lesquels. M. Goyau nous montre la pensée de ces chefs occultes trahie par des comparses. Un des comparses répond à *l'Enquête de l'Humanité nouvelle* en mai 1899 que « par la revendication stérile de l'Alsace-Lorraine, la France perdra plus que de l'amputation de deux provinces » et que « après avoir été à la tête de la civilisation, elle sera l'obstacle » : de sorte que l'avenir français, c'est « l'abnégation » de la France. Le mot est d'un romancier, d'un simple conteur mais qui a vécu aux bons endroits, M. Jean Reibrach. Voici un professeur important, M. Durkheim, qui se plaint que l'armée soit devenue un moment (avant l'Affaire) « quelque chose d'intangible et de sacré, un culte vraiment superstitieux. » Et M. Durkheim est suivi de M. Basch, autre professeur qui explique que « les deux termes de démocratie et de militarisme sont logiquement antagonistes », ce qui est la vérité, et qui s'en réjouit au point de vue de la démocratie, ce qui est une infamie au point de vue de la France¹. Voici M. Julien Benda, critique, philosophe, romancier, qui veut effacer dans les rapports humains « la conscience de représentant national » au profit « de la conscience de l'individu dégagé de sa nationalité » et qui conçoit l'humanité comme

1. M. Victor Basch¹ doit être excusé par son origine étrangère : Juif de Hongrie.

« une vaste agglomération affectée d'un caractère unique, qui est d'être humaine ». M. Julien Benda dérive de là une « dissolution des sentiments propres à cette vieille civilisation rigide et dont l'un des principaux est le sentiment de l'honneur », « l'évanouissement de la tendance agressive et défensive ». Voilà qui est parler. Tous ces messieurs Benda, Basch, Durkheim, sont Juifs, donc puissants. Puissants dans l'État et dans la société. Il est bon de savoir à quoi peut tendre et servir leur puissance.

M. Goyau nous rend d'autres services. Pour les apprécier, qu'on lise son bon livre¹. En échange de tant de biens que nous lui devons, j'aimerais adresser à M. Georges Goyau l'équivalent d'une critique et, lui montrant une lacune dans son livre, essayer d'en découvrir la raison.

Cet excellent traité des dégradations de l'idée de patrie dans la cervelle de nos bons humanitaires oublie souvent de procéder à une analyse des faits initiaux, des principes qui fondent les faits psychologiques qu'il étudie. Jamais ou presque jamais il n'aborde les causes. Peut être eût-il été tenté de le faire. J'avoue qu'il n'a pu le vouloir : M. Georges Goyau, par la position du problème qu'il creusait, se trouvait en présence des plus graves antinomies politiques, le libéralisme et l'idée de patrie, le démocratisme et l'armée, le libéralisme et l'armée. Comme son cœur est excellent, son patriotisme sans tache et qu'il ne pouvait pas défendre une autre cause que celle de l'armée et de la patrie, M. Georges Goyau

1. Ce volume et les autres chez l'éditeur Perrin.

ne pouvait entreprendre un examen direct d'aucune de ces antinomies sans massacrer du même coup le libéralisme, la démocratie, et la République elle-même : or, il est démocrate, libéral et républicain.

Toute analyse l'eût jeté, d'un mouvement nécessaire, dans une doctrine aristocratique, autoritaire et royaliste. Il s'est donc abstenu, avec adresse et courage, de réfléchir et même de faire réfléchir. Depuis la page une jusqu'à la page trois cent quatre-vingt-treizième et dernière, on voit bien se développer un esprit maçonnique, un esprit humanitaire, un esprit antipatriotique, presque jamais les raisons de tant de révoltes contre la nature de l'homme ; nulle part la genèse de ces raisons n'est exposée. M. Georges Goyau s'applique à tout noyer, sauf les documents, les dates de leur apparition, histoire concrète toujours bien à sa place.

Mais attendez. Le trouble qu'il produit dans notre pensée revient sur M. Goyau et lui fait un même dommage. Grâce à tant de ténèbres recueillies et maintenues de ses propres mains, le phénomène le plus général échappe. Tandis qu'il perd son temps à classer les républicains et les démocrates en *bons* et en *mauvais*, patriotes ou antipatriotes, tandis qu'il attribue à la volonté et au sentiment de ses personnages, comme Gambetta ou M. Reinach, une valeur sans proportion avec les influences qui s'exercent sur eux, il ne marque pas le véritable, le grand, le seul fait nouveau, fait de déclassement et de reclassement cent fois caractérisé par une phrase de M. Arthur Ranc : « *La France mais....* »
« *Vive la France, mais la France de la Révolution* »,

« Vive la France, *mais* la France de la Justice »,
 « Vive la France, *mais* la France du Droit interna-
 tional¹ ». »

Ce qui était au premier rang de toutes les idées politiques (la patrie) a été mis au second. Ce qui était au second rang (les vues personnelles sur l'avenir du genre humain) a été mis au premier.

Qu'est-ce qu'il faut mettre d'abord? Le problème est là.

Il n'est absolument que là. M. Georges Clemenceau se dit patriote, M. Brisson se dit patriote. M. Bourgeois se dit patriote. Et M. Ranc! De M. Clemenceau à M. Bourgeois on peut établir, par une suite de nuances aussi fines que celles du cou de la colombe, des patriotismes de plus en plus accentués. Même jeu, même gamme, non moins fine, mais de plus en plus dégradée entre M. Clemenceau pris de nouveau pour centre et M. Hervé, le rédacteur fameux du *Pioupou de l'Yonne*.

M. Hervé est-il donc antipatriote? Il proteste. Et fort bien. Et ce n'est pas, comme on le dit dans les journaux, par ambition électorale ou par crainte de l'opinion. M. Hervé est patriote. Seulement, il estime que *politiquement*, il y a de plus grands intérêts que les intérêts nationaux, et qu'au-dessus de la patrie existe le genre humain. M. Hervé pourra dire ce que diront libéraux et radicaux sur toutes

1. Voici la célèbre formule du patriotisme conditionnel, telle que nous l'avons reprochée à M. Ranc, d'après ses lignes du *Matin*, du 26 avril 1898, « Dans nos longs entretiens, il (Gambetta) nous disait ses espérances, ses vues d'avenir, ses desseins pour faire la France grande et la République forte. Oui, la France grande et la République forte, mais la France de la Révolution et la République représentant dans le monde le droit et la justice. »

leurs affiches au mois de mai prochain et ce que disait l'autre jour M. Anatole France à ses lieutenants du XXI^e arrondissement : « Je veux vous « féliciter d'avoir pensé que le patriotisme s'accor- « dait avec l'esprit de justice et de paix, avec le res- « pect du droit et l'amour de l'humanité. »

Excellentes paroles, excellent motif oratoire. En effet, la question y est escamotée. Que le patriotisme ait pu s'accorder, avec l'esprit de justice, avec l'esprit de paix, avec l'esprit juridique et humanitaire, personne ne l'a jamais contesté. Le fait fréquent, le fait normal, c'est bien cela : mais tout autre est le fait intéressant, le fait sur lequel on dispute, sur lequel on hésite, sur lequel on s'est divisé. Ce fait et ce cas privilégiés, c'est le fait de désaccord, le cas de conflit entre l'intérêt national et l'intérêt juridique, entre les exigences de la patrie ou de l'État et celle de l'humanité. Nous dirons parbleu : la patrie *et* l'humanité ! Mais quand les événements disent : la patrie *ou* l'humanité, que faut-il faire en ce cas-là ?

Ceux qui disent, comme nous l'avons dit avant M. de Bornier, *France d'abord* sont les patriotes ; ceux qui disent *la France mais...* sont les humanitaires.

Les humanitaires ne sacrifient pas la France à l'humanité ; ils se contentent de l'y soumettre. S'il est vrai que les plus nombreux et les plus fermes de leurs conducteurs envisagent très bien ce sacrifice et appellent même la France le Christ des nations, s'il est encore vrai que beaucoup d'humanitaires théoriques valent mieux que leurs théories et sup-

porteraient mal le spectacle et l'odeur d'un pareil sacrifice, s'il est enfin très vrai que les hésitations de ces derniers arriveront toujours trop tard et que là, aussi, les autres, les violents, sont tout à fait assurés d'emporter le ciel, il n'en est pas moins inexact de dire qu'un Brisson, un Bourgeois, un France, un Clemenceau, un Hervé, un Jaurès, soient de simples ennemis de la Patrie; ils en sont simplement plus ou moins détachés, détachés dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point seulement. Ils préfèrent les principes aux colonies; ils peuvent donc aider à perdre ces dernières, mais ne sont pas des anticoloniaux conscients et délibérés; s'ils subordonnent leur patrie au genre humain, ils ne sont pas de fieffés antipatriotes, mais peuvent conspirer à la perte de la patrie. Les patriotes alarmés de ce renversement rétablissent l'ordre naturel en proclamant la subordination de toutes leurs idées politiques à l'existence et au salut de la nation.

Où les conduira ce nouveau classement? Je le leur ai dit sur tous les tons : à la royauté.

C'est ce que M. Georges Goyau n'a pas voulu, n'a pas pu montrer. C'est pourquoi la psychologie d'un Gambetta, devient pour lui, pour son lecteur, tout à fait ténébreuse. Il lui manquait une vive idée générale de la question, qui fût l'axe autour duquel distribuer et ranger ces faits. Faute de cet axe, je me demande si son livre aura la destinée qu'il mérite. Je prévois bien qu'il fournira des citations utiles. Et j'entends déjà les clameurs de scandale que ces citations feront pousser à des auditeurs déjà convertis. Mais quoi! Les adversaires ne riposteront-ils? Ne

demandent-ils à s'expliquer? Ne crieront-ils que leur véritable pensée a été méconnue.... Je crains bien que, parmi les honnêtes gens indécis qui sont aujourd'hui innombrables, M. Georges Goyau ne fasse pas dix prosélytes, qu'il n'en fasse pas quatre, qu'il n'en fasse pas un. La Patrie est un très beau mot. L'Humanité n'est pas un vilain mot, non plus. On les mettra ensemble sans préciser dans quel rapport, et le tour sera joué.

Ah! si Goyau voulait! Si, au lieu de se disperser en groupes confus, tous les nôtres savaient se composer et s'agréger! Si l'historien n'était pas étranger au philosophe, au pamphlétaire et au politique! Si, l'un portant les faits, l'autre les ordonnant, le troisième et le quatrième les mettant en action, chacun des partisans de l'ordre, sans perdre l'autonomie de ses mouvements, se sentait le membre d'une unité vivante, le soldat d'une vraie légion!... On me dit que je multiplie les rêves vains. Mais ce n'est pas ma faute. C'est celle de Goyau, c'est la faute de ses trésors et de la somme, si précieuse, de son savoir! C'est au mauvais ouvrier que l'épigramme antique dit en riant : « N'ayant pu faire belle ta statue, tu l'as faite riche ». O Goyau, tu pouvais garder à ton livre cette merveilleuse richesse sans lui refuser la beauté, tu ne l'as pas voulu! Pourquoi?

APRÈS QUATORZE ANS

En pleine guerre, au beau mois de septembre 1914, on a vu reparaître dans un journal néo-patriote la subordination de l'intérêt national à des nuées huma-

nitaires et cela en vue de nous imposer le respect de l'unité allemande agrandie et fortifiée par la réunion à l'empire du Nord de tous les Allemands d'Autriche!

Sauvons la patrie menacée, « c'est entendu », mais « veillons au grain, conservons soigneusement nos positions », déclarait donc M. Naquet.

Ces positions sont anciennes. L'évolution « patriotique » de M. Gustave Hervé, en août 1914, montre qu'il était juste, douze ans plus tôt, de distinguer entre un anti-patriote absolu et le simple subordonné de l'idée de patrie à d'autres idées politiques. Le jour même où un collaborateur de M. Hervé, dont les lecteurs n'y voyaient que du feu, appliquait à la France envahie et souffrante ce principe de l'idéalisme démocratique, en disant que « toucher à l'unité allemande » serait un *crime* et une *imbécillité*; à l'heure où la France, la Serbie, la Pologne et l'Italie se battaient pour « la liberté des nations »: le même jour un autre collaborateur, révolutionnaire, mais italien, revendiquait l'Istrie aux deux tiers slaves pour « DES NÉCESSITÉS POLITIQUES ET GÉOGRAPHIQUES QU'IL FAUT ABSOLUMENT RESPECTER ». C'est donc pour notre patrie seule que l'on voudrait faire abstraction des nécessités: il ne coûte toujours rien de la mettre en croix!

Voici le plus curieux: quand cette patrie s'appelle la France, il n'y a pas de plus sûr moyen de crucifier l'humanité et de livrer l'univers à la Barbarie. Sans la nation française, sa depositaire et gardienne moderne, que deviendrait l'humanisme éternel? Que devient le respect des petites nations? On peut se rappeler le sort de l'Arménie.

XXVII

UN NATIONALISTE ATHÉNIEN

Septembre 1902.

Ayant peine à retrouver ce petit buste de Démosthène que l'on a caché dans la demi-ombre du corridor de Pan, je m'avisai du parti le plus chimérique et me renseignai auprès du gardien des antiques.

— Démosthène? reedit-il avec gravité.

Puis, entr'ouvrant les bras avec assurance :

— C'est moderne?

Je rectifiai.

— Alors, dit-il, c'était un Grec.

— Oui, fis-je.

Et, me laissant aller au démon du renseignement :

— Une espèce de nationaliste athénien.

Le gardien leva des yeux, où brillèrent l'étonnement, l'approbation, l'incrédulité. Que le gouvernement exposât un ami politique d'Édouard Drumont, de François Coppée et de Jules Lemaitre à l'admiration des Anglais et à la copie des rapins, cela n'était guère croyable : toutefois, si cela était, c'était fort bien de la part de M. Chaumié. Tandis que, à défaut d'une indication, je recueillais ces jeux de physionomie, ma bonne étoile remit le Démosthène sur ma route et jamais, je l'avoue, je

ne contemplai avec un pareil intérêt, la petite tête obstinée.

Je lui avais donné un titre à l'étourdie, et pour me divertir beaucoup plus que pour correspondre aux strictes données de l'histoire. Mais M. Maurice Croiset, dans *Minerva*, vient de m'apprendre que je ne faisais aucune erreur. « Patriote athénien » n'aurait pas suffi. Nationaliste c'est-à-dire patriote traditionnel.

Comme je m'étais fait le docteur du gardien du Louvre, ainsi, mais à bien meilleur titre, M. Maurice Croiset peut être appelé mon docteur. Il professe un cours de littérature grecque au collège de France, cette vieille citadelle de l'hellénisme, et son frère, M. Alfred Croiset exerce les mêmes fonctions chez les latinants de Sorbonne. Les deux frères Croiset sont les auteurs d'une grande Histoire de la littérature grecque, qui est, je crois, la mieux au courant des derniers travaux.

Il n'est donc pas injuste d'admettre une opinion de M. Maurice Croiset sur Démosthène. La causerie trop brève dans laquelle il la développe fourmille d'allusions directes à nos luttes, à nos soucis à nos débats contemporains. Mais toutes sont voilées et discrètes : ce n'est pas M. Croiset qui se permettra d'écrire crûment, à propos d'un roi de Juda, le nom de Lacenaire. De pareilles fautes de goût, peu supportables dans l'histoire de la barbarie judaïque, sont exclues par définition d'une étude de l'atticisme.

Les mots n'y sont donc pas. Mais voici la chose. L'Athènes du iv^e était menacée par le roi de Macé-

doine. Démosthène faisait de son mieux pour la secouer. En vain, ou à peu près. Cependant le péril est net, et le patriotisme n'est pas éteint. Pourquoi, comment ces forces naturelles sont-elles sans action et sans influence, en dépit de l'ardeur et de l'activité d'un homme d'État clairvoyant? Pour nous faire comprendre l'échec de Démosthène, M. Maurice Croiset nous présente Isocrate avec son parti :

Un groupe d'hommes, important par le nombre, par la considération, par l'intelligence, incline, pour des raisons d'ailleurs diverses, à des concessions, à des attermoiemens qui paralysent l'énergie de la défense. Dans ce groupe, un personnage est particulièrement digne d'attention : c'est Isocrate. Athénien de pure race, sincèrement attaché à son pays, honnête, doué d'une intelligence nette, très apte à raisonner, il est de ceux qui ne sentent pas la nécessité d'une résistance désespérée. Les revers, les mécomptes ne semblent pas le toucher vivement : il s'attache à l'idée d'un accord avec le roi de Macédoine, et il s'y tient jusqu'à son dernier jour.

Avec un grand sens de l'histoire, M. Croiset ne s'attarde pas aux explications personnelles et anecdotiques. Si Isocrate n'avait été qu'un esprit chimérique ou qu'un optimiste naïf, il aurait entraîné moins de gens à sa suite. Un trait du caractère d'un seul homme, si distingué soit-il, ne peut rendre compte d'un grand parti qui se maintient, qui dure, qui s'obstine à l'action ou à l'inaction.

La diversité des personnes représentait ici une diversité fondamentale de pensées. Isocrate avait une idée, et Démosthène une autre idée. Ils n'avaient pas « la même conception de la patrie ». Cependant, comme le fait observer notre auteur tous les deux aimaient bien Athènes.

Démosthène était un patriote *athénien* au sens le plus particulier qui se puisse attacher à ce mot : la ville, la banlieue et les colonies, voilà les intérêts matériels, moraux et politiques qui le passionnaient tout d'abord et auxquels il voulait que l'on soumit le reste. Isocrate pensait plutôt à l'hellénisme. Athènes lui plaisait comme centre du monde grec, et dans la mesure où elle devait représenter toute la Grèce.

Ne vous hâtez pas de penser, comme ne manquerait pas de le faire M. de Saussine, cet auteur du *Voile de Tânit*, qu'il avait l'esprit plus « large » que Démosthène. Il l'avait seulement un peu moins réfléchi.

La conception hellénique, nous dit M. Croiset, était chez les Grecs du v^e et du iv^e siècle, trop faible, trop intermittente, trop flottante et trop détendue en quelque sorte, pour produire régulièrement tous les effets du vrai patriotisme. Il eût été par suite extrêmement fâcheux que l'idée de la petite patrie se fondit trop vite dans celle de la grande sous l'influence d'un mouvement intellectuel d'origine restreinte. *Une grande force morale eût été détruite, sans être remplacée par une autre.*

C'est ce qui se produisit malheureusement. Le panhellénisme était un thème de rhétorique, l'intérêt athénien, une réalité. Isocrate et ses amis lâchaient la patrie pour une ombre.

L'origine des rhéteurs panhellénistes celle du thème qu'ils exploitaient fourniraient, s'il était possible de s'y arrêter, de nombreux sujets de rapprochements. Mais je voudrais transcrire une utile définition : « La vraie patrie » de ces rhéteurs « était donc la Grèce tout entière, mais, il faut bien le dire,

la Grèce considérée d'une manière quelque peu abstraite, plutôt dans sa fine essence intellectuelle et morale que dans sa pleine réalité historique. »

Combien de nos contemporains devraient reconnaître leur conception de la patrie dans le patriotisme vague de l'adversaire de Démosthène :

La grande patrie avait commencé dès lors à le séduire, et peut-être la vision qu'il s'en formait altérerait-elle en lui déjà le vrai patriotisme. Ce qu'il aimait d'Athènes, ce qu'il en louait surtout, c'était son rôle intellectuel et moral; et il est probable qu'il ne sentait pas, comme les véritables hommes d'Etat, ses compatriotes, à quel point ce rôle était étroitement lié à une action politique indépendante.

Le panhellénisme ne pouvait être réalisé que peu à peu « par une politique suffisamment et très énergiquement *attachée à la défense des intérêts traditionnels.* » Voilà ce que Démosthène comprenait bien, cependant que chez Isocrate prévalait de plus en plus « un idéal de pacification universelle et de justice, sans racine dans le passé et sans application possible dans le présent. »

Aristophane avait déjà donné un nom à cet idéal : « les Nuées. »

L'analyse du *Panegyrique*, du discours *Sur la paix* met à nu les causes de l'erreur d'Isocrate; mais l'analyse du *Philippe* la montre en action. Le souvenir d'Athènes semble s'être évanoui de la pensée du grand orateur. Il en paraît même tout à fait consolé par tant de brillants horizons que les conquêtes de Philippe semblaient ouvrir à l'hellénisme. Les faits ultérieurs n'ont pas confirmé ce rêve du « bel esprit raffiné »

Isocrate ne tenait plus, dans sa patrie, qu'au foyer d'art et de pensée « d'où rayonnaient sur le monde la sagesse et la beauté ». Ce qu'il aimait en elle, c'était moins elle-même « que cette sagesse et cette beauté ». « Il ne la concevait plus comme une continuité vivante de générations, astreinte à un devoir héréditaire de défense et d'expansion ». Son patriotisme se dégagait de la patrie. Il voulait Athènes sans les conditions d'Athènes : l'éclat, la splendeur, la beauté sans cette vigueur qui les fonde et qui les porte.... Or, qu'arriva-t-il?

Des armées grecques furent écrasées par la phalange; Thèbes disparut dans une destruction barbare; Athènes n'obtint d'être épargnée qu'en acceptant une sujétion humiliante; Sparte fut réduite à l'impuissance. A ce prix seulement, l'entreprise contre l'Asie put être réalisée. *Mais quel en fut le profit pour la Grèce, et pour Athènes en particulier? Sans doute, la culture grecque se répandit plus vite et plus loin dans le monde oriental qu'elle ne l'eût fait sans cela. S'il y eût là un avantage apparent, on put en constater bientôt la vanité. L'hellénisme perdit à cette diffusion trop rapide et trop large la meilleure partie de sa vigueur native; sa force créatrice fut anéantie.*

Athènes, notamment, cessa, du jour au lendemain, d'être la grande productrice d'idées, de formes artistiques et littéraires, la capitale du monde intellectuel. *Dès qu'elle n'eut plus occasion d'agir comme État indépendant, elle s'engourdit et laissa s'éteindre la flamme vive de son génie. Ce fut désormais l'ombre d'une grande ville. Non seulement l'éloquence se tut, mais il n'y eut plus en elle d'originalité puissante en aucun genre. Le Parthénon resta sur son rocher le témoin charmant et merveilleux d'un passé qui ne pouvait plus renaître, la demeure désormais vide de la déesse énergique et agissante qui s'était envolée devant le maître étranger.*

A ce triste tableau, tracé d'une plume brillante, il ne manque qu'un dernier trait, et le plus sombre.

M. Croiset sans doute par pitié pour Athènes et pour sa déesse, ne dit rien de l'affreux mélange que les conquêtes alexandrines firent du génie grec et de l'indigne furie sémitique. De toute façon, ce qu'un Isocrate affectionnait par-dessus tout, étant le plus fragile, dut périr le premier : l'idée grecque, « patrie idéale et abstraite », « image décevante et subordonnée aux variations mentales de chaque individu » brûla comme une fleur aux approches du vent syrien.

Au large point de vue du Monde et de la Grèce, autant qu'au point de vue athénien, Démosthène avait donc raison contre Isocrate, Démosthène qui « refusait de concevoir la patrie autrement que comme une tradition vivante ». Il avait « l'intelligence instinctive des réalités et des intérêts de son pays » et, dit toujours M. Croiset, « il y avait probablement plus de vérité et par conséquent, plus de vraie philosophie dans ses instincts que dans les rêves du panhellénisme contemporain, qui croyait certainement » (ô Saussine!) « s'élever bien plus haut ».

Celui-ci préparait un hellénisme « amolli et banal ». L'autre tentait de continuer les gloires présentes en développant les puissances du passé. Je crois que l'on me saura gré de citer cet aperçu des principes politiques de Démosthène :

Pour Démosthène, la patrie n'est pas *une entité soumise aux vues individuelles*. Il n'est pas permis à chacun de ceux qui se réclament d'elle d'en prendre ce qu'il veut, de la façonner en un *idéal de fantaisie* et d'en laisser de côté arbitrairement comme indifférent ou nuisible, tout ce qui n'entre que dans cet idéal. Persuadé qu'elle est tenue d'agir pour vivre et pour préserver ou développer sa personnalité originale, le bon citoyen cherche *dans son histoire les conditions premières et fondamentales de cette action*, qu'il veut d'ailleurs

approprié de son mieux, *cela va sans dire*, aux circonstances nouvelles. Il est autant que personne l'homme de son temps, car l'action implique qu'on regarde autour de soi et qu'on tienne compte de tout ce qu'on y observe. Mais, entre les nouveautés, il sait distinguer *celles* qui sont bonnes; car *l'attachement réfléchi à la tradition*, le préserve des illusions, des confiances naïves et des utopies. Interprète de la conscience nationale, il essaye, dans la mesure de ses facultés, de l'éclairer, de lui suggérer de bonnes résolutions, mais il a toujours crainte de se séparer d'elle, averti par un instinct secret qu'en ces matières délicates et profondes, où l'âme tout entière est intéressée, les vues aventureuses et trop personnelles risquent de se tourner en *chimères dangereuses*.

Quel programme politique que ce portrait d'un homme mort et consumé depuis vingt-quatre fois cent ans! Les « chimères » sont « dangereuses » et « l'attachement réfléchi à la tradition » est bienfaisant. Cherchons dans « l'histoire » « les conditions premières et fondamentales » de notre action politique, et bannissons un « idéal de fantaisie » et défions-nous d'un sujet trop soumis « aux vues individuelles ». Comme l'histoire des démocraties se répète! Comme elle est propre à faire réfléchir les Isocrates contemporains! Il en est qui ne sont que de trop bonne foi. O chères têtes fraternelles, pourrait dire tout bas M. Maurice Croiset, voilà de quoi éclairer votre religion de la France!

Cette histoire de la démocratie athénienne se répète si bien que nos meilleurs discours ne peuvent que faire écho aux harangues, belles de simplicité et belles de force, tombées de la bouche du Nationaliste athénien¹.

J'ai bien envie de raconter à M. Maurice Croiset,

1. Cette page est réimprimée telle quelle après quatorze ans.

en échange de son excellent parallèle, une histoire très véritable qui pourra réjouir son cœur d'hellénisant, car il y verra que les grands hommes qu'il interprète se rient encore du tombeau. Un de mes amis que je sais fut rejoint, il y a exactement sept années¹, par un de ses confrères qui venait lui proposer de la part des frères H... d'écrire des articles politiques dans leur journal. Mon ami, qui n'était guère connu que pour des essais littéraires, mais qui se sentait attiré de plus en plus par l'étude de l'évident péril national, hésitait toutefois à accepter cette offre aimable; car il se demandait comment poser les questions, par quel biais, sous quel angle et enfin s'il était possible de toucher un public devenu léger et dur.

Incertain, il rentra chez lui et, comme il le faisait parfois avant que de se mettre au lit, il rouvrit un vieil et vénérable exemplaire des *Philippiques* traduits par M. l'abbé d'Olivet, qu'il tenait de son père, qui le tenait du sien, et ses yeux tombèrent, page 42, sur le passage si éloquent d'abord, ensuite si spirituel :

.... Il vous est honteux, Athéniens, d'aimer à être séduits, de reculer toute opération nécessaire sous prétexte qu'elle ne vous est pas agréable et de ne vouloir pas comprendre qu'à la guerre il faut non point se laisser commander aux événements, mais les prévenir. Que, comme un général marche à la tête de ses troupes, ainsi de sages politiques doivent-ils marcher, si j'ose ainsi dire, à la tête des affaires; en sorte qu'ils n'attendent pas l'événement pour savoir quelle mesure ils ont à prendre, mais que les mesures qu'ils ont prises amènent l'événement.

¹ Au mois de mai 1895.

Vous êtes, Athéniens, les plus forts de tous les Grecs, en vaisseaux, en cavalerie, en infanterie, en revenus; et vous ne savez vous prévaloir de rien à propos.

Vous faites dans vos guerres avec Philippe comme fait un Barbare quand il lutte. S'il reçoit un coup, il y porte aussitôt la main. Le frappe-t-on ailleurs, il y porte la main encore. Mais de parer le coup qu'on lui destine, ou de prévenir son antagoniste, il n'en a pas l'adresse, et même il n'y pense pas. Vous, pareillement, si vous entendez dire que Philippe s'est jeté sur la Chersonèse, vous y envoyez du secours; s'il est aux Thermopyles, vous y courez: s'il tourne de quelque autre côté, vous le suivez, à droite, à gauche, comme si vous étiez à ses ordres. Jamais de projet arrêté, jamais de précaution. Vous attendez qu'une mauvaise nouvelle vous mette en mouvement.

— Quelle histoire des bons Français depuis trente ans et depuis cent ans! se dit mon ami, en fermant le livre et en le rouvrant, pour relire et pour mieux songer.

Ce Démosthène aidant, il se demanda s'il n'y avait pas quelque chose de profond, d'éloigné, d'*à long terme*, mais d'utile et d'unique à proposer à la France contemporaine dans le sens de prévoir, de parer et de prévenir.

« Pourquoi pas? »

Le soir même, il écrivait aux frères H... qu'il acceptait.

APRÈS QUATORZE ANS

On trouvera dans la seconde préface (1915) de *Kiel et Tanger* la suite de la vie et des aventures de ce dernier texte de Démosthène au début du xx^e siècle. On vient de voir qu'il commençait à nous hanter cinq ans entiers avant la fin du xix^e.... De l'article de la *Gazette de France*, qu'on vient de lire, il a passé dans l'*Ac-*

tion française, en 1905, a servi en 1910 d'épigraphe au tiers livre de *Kiel* qui se trouve intitulé, comme par un fait exprès, « Inertie et mouvements ». De là, il a sauté dans les glorieuses colonnes du *Temps* pour être commenté sans signature par M. André Tardieu, puis, avec signature, par M. René Pinon. La guerre lui a donné un surcroît de signification et de pertinence. M. Georges Batault qui le transcrivait avec raison le 22 janvier 1916 dans la *Gazette de Lausanne*, ajoutait non moins justement que les « Harangues et les Plaidoyers du plus grand orateur de l'antiquité devraient être un objet de méditation pour les hommes d'État qui ont la charge périlleuse des intérêts des pays alliés et surtout pour les parlementaires qui font preuve d'un sens politique si médiocre ! » C'est sans doute pourquoi M. Léon Bérard en voulut lancer une phrase à la tribune de la Chambre pour souhaiter la bienvenue au ministre Briand, l'exhortant à *marcher désormais à la tête des événements comme un général à la tête de ses soldats*. Enfin, Maurice Barrès a cité la même page en modèle et en règle aux gouvernements hésitants qui se laissent devancer par un adversaire dont ils n'ont pas deviné la tactique. Il l'a fait d'après une belle traduction que lui en forgea tout exprès le directeur de notre École d'Athènes, M. Fougères. Depuis, notre ami Louis Dimier a repris le texte grec, l'a serré de plus près et de nouveau vaincu, mais nous n'avons pu nous empêcher de rester fidèle à la composition de l'abbé d'Olivet qui avait charmé, obsédé, éclairé cette ancienne soirée de notre jeunesse où nous nous demandions à quoi doit réfléchir l'écrivain politique et dont la voix toute française (dans le français des belles traductions de l'ancien régime) nous répondit pour l'orateur qui mena le deuil de l'indépendance athénienne : prévoir pour prévenir, manœuvrer, pour n'être pas manœuvré, pour n'être pas agi, agir.

Un de nos grands amis, M. l'abbé Delfour, nous

a adressé, fin 1915, une lettre parue, sans nom d'auteur, dans l'*Action française*, qui confirme avec une exactitude parfaite les vues de M. Maurice Croiset sur les panhellénistes du iv^e siècle; à force de concevoir une Athènes sans liberté, ils noyèrent leur patrie dans l'Asie barbare.

Voici cette lettre :

C'est l'honneur du prophétisme nationaliste d'avoir fait revivre pour l'instruction des Français du xx^e siècle une page admirable des *Philippiques* où Démosthène décrit avec tant de force, quelques très fâcheuses conséquences du régime démocratique et parlementaire. Après un assez grand nombre d'années, hélas! la lente opinion française est presque renseignée. Il ne dépend que d'elle de savoir pourquoi « tel belligérant manœuvre et pourquoi tel autre est manœuvré ».

On peut craindre seulement que, faute d'être complété, ce tardif progrès de l'information française ne soit exploité par les Allemands et ne tourne, en définitive, ou ne paraisse tourner au profit de leur cause.

Ne vont-ils pas se dire? : « Enfin! enfin les Français reconnaissent l'exactitude de cette double équation établie par notre Droysen : Athènes égale France, et Macédoine égale Prusse. Or, l'Athènes qui lutte contre Philippe et Alexandre est une Athènes décadente et corrompue, incapable de présider désormais aux destinées de la grande civilisation. Au contraire, la Macédoine a une vie débordante qui va subjuguier l'Asie et créer cette civilisation qui s'appelle l'hellénisme. *Habemus confitentis Gallos*; les Français s'inclinent bien, cette fois, devant l'écrasante supériorité de l'Allemagne contemporaine, héritière certaine de la Macédoine conquérante. »

A cela, il ne serait peut-être pas impossible de répondre. Les Allemands n'auraient le droit de triompher de leur fameuse équation droysénienne que si l'histoire s'arrêtait deux siècles après la mort d'Alexandre, soit aux environs de l'an 100 avant Jésus-Christ. Malheureusement pour eux, elle a continué et, en continuant, elle a fait s'écrouler tous les châteaux construits en Orient par l'imagination macédonno-prussienne.

D'une part, en effet, l'hellénisme, œuvre d'Alexandre, s'est révélé de qualité inférieure. Mélange kolossal d'Asie à demi-

barbare et de Grèce décadente, il forme par rapport à la grande civilisation une sorte de schisme qui va se perdre, après quelques siècles, dans le byzantinisme.

D'autre part, *Athènes vaincue a fait l'éducation de Rome victorieuse* et dirigé vers l'Occident ce grand courant de la civilisation gréco-latine qui va devenir la civilisation gallo-latine et catholique.

Que les Allemands se targuent d'avoir reçu en héritage la mission conquérante de la Macédoine. Cette mission qu'ils n'ont pas encore remplie d'ailleurs, mais qu'ils ont déshonorée déjà, n'a pas toute l'amplitude qu'ils supposent. Ils vont faire triompher dans les bazars d'Orient le commerce et l'alexandrinisme, ce qui constitue une culture plutôt médiocre. Et pour combien de temps? Car la force qui dure n'est pas du côté de la Macédoine, mais du côté d'Athènes unie à l'éternelle Rome.

Voilà une constatation qu'il ne serait peut-être pas inutile de joindre quelquefois au commentaire chronique de la page fameuse de Démosthène... Oui, même affaiblie par le parlementarisme démocratique, Athènes (ou la France) représente en face de la Macédoine (c'est-à-dire de la Prusse) non pas seulement l'écrasante supériorité de la culture, mais le triomphe de la force durable.

M. l'abbé Delfour a tout à fait raison, c'est à l'esprit de civilisation occidentale que l'avenir appartient. Il suffira donc à nos Athéniens de pratiquer à la romaine cette science politique conçue par nos Aristote, et de redevenir fidèles à leur propre nature, toute raison, toute sagesse, pour triompher, en fin de compte, de la barbarie.

Mais il reste essentiel de s'arranger pour vaincre, en premier et non en dernier lieu, sous le nom et sous les drapeaux de la France, et non pas sous le nom de quelque autre peuple choisi, qui pourrait hériter de notre expérience, de nos arts, de notre savoir.

XXVIII

LE MIRAGE D'ORIENT

... Une philosophie de soleil où tout se distingue....

PIERRE LASSERRE. (1901)

Novembre 1901.

Moi aussi, j'ai vu l'Orient. Je l'ai vu quelques heures et lui dis adieu sur-le-champ : avec quelles mélancolies, ce mardi d'une fin avril 1896, comme je descendais à la tombée du soir les pentes de l'Hymette sur la route d'Athènes ! En rapportant l'idée des berceaux brillants du soleil, chaque pas qui m'éloignait me pénétrait d'une amertume salubre et mâle comme l'accent du vent de mer.

L'Attique n'est pas l'Orient. C'est exactement le contraire de tout ce que notre imagination peut attacher à ce terme d'oriental. C'est le pays de la nuance et du sourire, de la grâce dépouillée de toute mollesse, des plaisirs vigoureux bien tempérés par la vertu. Il m'était difficile de ne point en aimer tous les moindres aspects, que je découvrais chaque jour, quand un heureux caprice m'entraînait à travers la campagne d'Athènes. Je connaissais Colone et Cephisia, Eleusis, les deux Phalères et la péninsule

d'Acté. Sans quitter ces choses divines, il me vint le désir de les embrasser toutes à la fois d'un regard, et c'est ainsi qu'un beau matin, après avoir gravi la fine aiguille du Lycabète, je pris la route de l'Hymette qui me paraissait tout voisin. L'air de ce beau pays est si pur qu'il est presque impossible à un étranger de ne pas se tromper souvent sur les distances.

Je dus cheminer fort longtemps, sous le dur soleil, dans une campagne chauve comme la main et parfaitement solitaire. Une multitude de petites collines à la croupe desquelles se jouent des sentiers paresseux, défend l'abord de la montée proprement dite. Quelques bouquets de thym (visités par l'abeille, en dépit des mauvais propos des voyageurs) échappent çà et là d'entre la pierre incandescente. De loin en loin un pin couleur de bronze étend son ombelle pieuse et charge le vent chaud du rude parfum de ses fleurs. Mais un détour soudain modifie absolument le paysage. Un bocage apparaît, si touffu et chargé d'une senteur si fraîche qu'on ne se défend pas de songer aux berges d'un fleuve et à la profondeur d'une vaste forêt.

Un filet d'eau froide a creusé ce vallon, procréé cet ample jardin. Les Athéniens m'avaient averti des délices de Césariani, mais le lieu me surprit, rien ne m'ayant permis de le concevoir si charmant.

Des arbres éternels, ces nobles arbres orgueil et joie du bassin des mers helléno-latines, aucune essence ne manquait; pin, olivier, laurier, cyprès, chacune prospérait et riait selon sa manière. Mais j'y comptai

aussi le chêne vert et blanc et, je crois, les dieux me pardonnent, de grands tilleuls, sous leur pâle feuille nouvelle. Tout cela magnifiquement élancé. De beaux troncs lisses projetés et comme étirés jusqu'au ciel, attendaient presque d'y toucher pour épanouir leur ramure, dont la vie printanière enlace, embrasse, étouffe tout.

L'ancien couvent de Césariani, sa chapelle, la métairie qu'on a essayé de tirer de toutes ces ruines disparaissent dans ce petit océan de claire verdure. Trois colonnes d'un marbre rose, peut-être le dernier débris d'un antique temple à Cypris que les archéologues ont cru relever en ce lieu, semblent naines et misérables dans la forêt de ces troncs sveltes et délicats, blancs comme de la chair. Seule, à l'écart des arbres et des herbes qu'elle nourrit, la fontaine dégorge son petit flot glacé sous le rocher natal ajusté en forme de toit. Je me couche à l'entrée de cette grotte vénérable, abreuvoir des troupeaux et therme rustique des pâtres, attique rendez-vous des Chloé primitives et des anciens Daphnis. C'est en effet le pur paysage de l'idylle et, comme si la flûte allait éveiller les échos, je m'attardai longtemps à y réciter l'églogue de Virgile et le sonnet bucolique de Cervantès.

Midi me remit en chemin. Reposé, rafraîchi, le manteau roulé à l'épaule, il était maintenant délicieux de faire un effort. Le sentier fut vite perdu. Mon plaisir en fut prolongé. L'Hymette se compose, à cet endroit, d'un étagement de terrasses, dont chacune fort médiocre semble annoncer à chaque instant la découverte de l'autre versant. Mais les pla-

teaux superposés se multiplient au fur et à mesure de la montée.

Elle dura deux heures. Enfin un petit cône qui était sur la gauche me parut dominer de beaucoup tous les environs. Les pieds en sang, les cheveux collés à la tempe, je me trainai vers lui comme au sommet probable de toute l'échine.

J'y fus accueilli d'un grand vent et d'un froid extrême, mais l'horizon qui se découvrait à la vue me fit négliger ces misères. J'en oubliai même de me retourner pour donner, comme je m'en étais fait la promesse, mon premier regard aux lieux de l'Attique. Cette belle Attique fut oubliée. L'Orient seul épanoui depuis la moitié de l'Eubée jusqu'à l'extrême pointe de Sunium, l'Orient et le cœur des premières Cyclades, Céos, l'île d'Hélène, la fine Belbina bombée comme un bouclier sur le plat de la mer, cette mer elle-même aussi fluide, aussi légère, aussi éthérée que le ciel et trempée dans ses profondeurs d'une magnifique lumière, l'Orient et son ciel où l'oblique soleil promenait des flammes limpides et creusait une suite indéfinie d'arceaux azurés, cet imperturbable Orient m'enveloppa de sa sereine stupeur pacifique et je le saluai comme un grave mystère d'unique volupté. Les nymphes insulaires glissaient nonchalamment sous le pli de la nappe bleue. Ni la mer, ni les terres, ni même le ciel ne paraissaient capables de défaire le lien qui les entremêlait, et la douce beauté de toutes ces choses sensibles y tenait le cœur prisonnier.

C'est en vain que, du côté du nord, de hautes et massives montagnes encore coiffées de leur neige,

le Pélion, la chaîne de l'Olympe de Thessalie me rappelaient quantité de fables austères comme la naissance du monde ou les premières origines de la défense de l'Hellène nouveau-né contre les peuplades d'Asie. Je cherchais sur la mer le sillage brillant de la fuite d'Hélène ou la conque de roses sur laquelle apparut la déesse dans sa beauté. Toutes les séductions chantaient vers ce lointain d'une pureté sans pareille, sur les roches d'onyx et d'or, sur les fines écailles de la mer et du ciel. Les déclivités molles du paysage depuis la cime d'où je le contemplais jusqu'à l'horizon éloigné invitaient elles-mêmes à la rêverie du bonheur et du plus indulgent. Plus de héros : des dieux. Et les dieux eux-mêmes semblaient s'évanouir dans un immense amour sans bornes, dans le pur sentiment d'une complaisance infinie.

Tel était, du haut de cette seconde montagne de l'Attique, (le Pentélique est la première), l'abîme oriental où se noyaient ensemble mon esprit et mes yeux. L'aboïement d'un chien de berger, qui courait avec son troupeau, me tira tout à coup du songe. Je me retournai donc et revis, dessinée avec ses hameaux, son port, son Acropole, avec son golfe et les grandes îles prochaines, la plaine attique en sa merveille de diversité. De sorte que ce caractère se détacha avec une force inouïe. Face à cet Orient qui opposait sa vague et brillante unité, trop semblable à la confusion, je ne pus m'empêcher de crier en moi-même : *Netteté, netteté!* comme en d'autres affaires on peut s'écrier *volupté!* La distinction, la découpure de ces détails et de leur ensemble éclat-

taient si bien que, par un phénomène harmonieux, le ciel participait de la diversité des figures, chargé d'une flotte de petits et de gros nuages qui le marbraient. Ces théories de longues vapeurs subtiles, voguant sur le sol déboisé, s'y peignaient aussi bien que sur le miroir de la mer,

Tout vivait et luttait; tout disait la peine ou la joie, le rire et les larmes avec les innombrables nuances qui tiennent le milieu entre ces états. Que d'humanité! Que de grâce! Que de légèreté et de profondeur!

En me récitant cette litanie, je disais, en songeant aux ouvriers de tant de merveille :

— Le beau naturel, l'art divin!

Mais le ciel mouvant se chargeait de nuées de plus en plus lourdes. Le golfe Saronique se teignit de cendre et de nuit. Et, bien que l'Orient toujours serein fût échauffé de l'ardeur céleste et marine, le froid se faisait vif; la position devenait presque intenable sur la montagne. D'ailleurs, comme jadis au milieu des dèmes attiques, Athènes souriait sous l'orage et me conseillait doucement de chercher un abri. Pourquoi ne pas le dire? On le devinerait. En me rendant au juste conseil athénien, je rêvais en secret de lui échapper. Je rêvais au mystique brasier de l'Orient sur lequel m'attachaient de longs regards chargés de curiosité douloureuse. Blondes îles pétries dans l'argent liquide et dans l'or! Onde merveilleuse épanchée, m'eût-on dit, des substances supérieures! Clarté vaste et profonde où le monde entier communité! Lorsque j'eus consenti à les quitter enfin, ce fut à reculons que je descendis

de la crête, mais je la remontai dix fois, découvrant à chaque retour une beauté nouvelle aux vapeurs éloignées, mourantes, de Céos, au long corps élégant de l'île d'Hélène, au bouclier de Belbina fondu dans l'azur!

Dix fois, je ne sais quel lyrisme, uni comme un parfum aux noms des beaux lieux répétés, noya ma volonté dans toute sorte de vœux absurdes et d'impossibles espérances. Je savais et savais fort bien quelles cyclades se découvrent de l'Hymette, et je me demandais cependant si ma vue ne saurait pas joindre les autres par delà l'horizon, les nommant toutes jusqu'à Samos, jusqu'à Lesbos, et je ne sais pourquoi le nom de Milo me retint aussi fort longtemps :

— Cette Milo, disais-je, en forme de croissant de lune!

La descente eut lieu cependant. Elle fut lente. Elle fut vaine, ou à peu près. Ma mémoire flottait dans la poudroyante lumière. C'est en vain que l'Hymette se vêtit ce soir-là comme tous les autres, d'un réseau de pourpre dorée et que les asphodèles ondulèrent en cœur sur les pentes de mon chemin. Au seuil de la grave déesse, devant les fanaux allumés, je chancelais encore comme l'homme que le vin d'Asie a troublé.

XXIX

POUSSIN ET L'OCCIDENT

A Monsieur Adrien Mithouard.

Décembre 1902.

Vous avez publié un jour dans votre excellente revue de l'*Occident* un beau et juste éloge de Nicolas Poussin. Tous les dévots et fidèles de ce grand homme (il n'a pas simplement des admirateurs) ont appris à vous estimer, à vous chérir dirai-je encore, depuis que vous avez écrit qu'il était un « héros », le héros d'une race, d'une tradition et d'une civilisation.

Permettez-moi de l'avouer : je vous attendais à Poussin.

Poussin n'est pas un méridional, puisque le peintre des Andelys, comme il s'appelait, est né dans une de ces boucles charmantes de la Seine dont vous avez su parler avec poésie. Compatriote de Malherbe et de Corneille, il est encore plus parfait que ces deux grands poètes ; son art sévère se réclame encore plus justement que le leur des leçons de Rome et d'Athènes. Or, sur les deux points d'Athènes et de Rome, je craignais de nous croire menacés d'un grave désaccord de pensée. Votre

façon d'entendre la poésie et la critique annonçait le goût de la tradition. Mais cette tradition vous paraissiez tenir à l'entendre et à l'interpréter, d'une manière un peu excentrique : non sans alarmes, je me demandais si vous n'iriez pas enfler la troupe de ces esprits qui opposent grossièrement à la Renaissance le Moyen Age ou même au dix-septième le seizième comme plus vivant ou comme plus libre, quoique imparfait.

M. Ferdinand Brunetière ne manquerait pas d'écrire ces deux termes, libre et vivant entre deux paires de guillemets : tels quels, et employés ainsi à contre-sens, ils me paraissent d'un ridicule si éloquent que nul artifice typographique ne peut l'aggraver. La vie, la liberté distinguées de la perfection, qui est la limite de la vie, l'apogée de la liberté ! Il eût été fâcheux de voir un homme de votre naissance, Parisien de vieille race, et de votre mérite, écrivain de très grand talent, tomber dans ces hérésies qui sont des sottises. Votre notion de l'art et du génie occidental faisait mes délices, mais je n'y étais guère en paix. C'est dans cette inquiétude que vous étiez guetté à Poussin.

Ou, me disais-je, il aime, entend et sent Poussin : et sa notion de l'occidental se ramène à peu près à ce que l'on entend par classique. Ou il ne l'aime pas : et toutes nos craintes ont raison, et les parties excellentes de son esprit ne l'empêcheront pas d'être dit indigne de vivre. Votre étude de l'*Occident* a résolu la question en votre faveur. Vous avez marqué avec vérité le caractère de votre héros.

« Pour être *suprêmement* l'homme de son pays,

lui fallut-il quitter son pays. » Sa France, sa vraie France, il la trouva à Rome, dans la Rome de Raphaël et de ses élèves tout d'abord, puis dans la Rome antique. L'Antiquité grecque et latine dans lesquelles nos professeurs paraissent voir une sorte de *folk-lore* comme un autre, une histoire et une Mythologie comme les autres, si l'on en juge par ce que dit l'un d'eux de son « éducation manquée » (oh ! bien manquée et toujours à refaire), cette Antiquité apparut à Poussin dans son trait le plus général, dans sa ligne la plus abstraite : en sa méthode, un acheminement à l'humanité.

Peu d'hommes ont senti à ce point ce que l'on pourrait appeler l'essentiel, l'éternel de l'Antique. « Ce qu'il demandait » dites-vous fort bien « aux marbres et à la Colonne Trajane, ce n'étaient point tant des formes et des motifs qu'une certaine façon d'être un homme ». Ajoutez, Monsieur, la meilleure. Donc la seule.

« Les paysages de Poussin, tel le *Diogène* ou l'*Apollon et Daphné*, montrent de belles masses d'arbres, épaisses et s'étageant comme on en voit dans ces pays de Seine dont il était né. Mais c'est de Rome qu'il avait appris cette noble façon de les construire. » Peut-on mieux dire, je vous le demande, Monsieur ? Mais, on ne le peut pas, j'en jure par le beau cyprès qui sert de marque distinctive à votre revue¹. On trouve à chaque instant dans Poussin la saveur définie du terroir séquanais, mais il le forme à la romaine. Ce beau mélange gallo-latin

1. Le cyprès que la Revue *L'Occident* portait pour insigne à son frontispice. Tant pis si c'était un peuplier.

fait aussitôt songer à la haute et plus ancienne combinaison du latin et du grec.

Malherbe et Corneille ont été des latins presque purs. Si ce n'est déjà fait, on renoncera bientôt, pour Corneille, à la bizarre théorie qui veut que la force de ses thèses morales, lui soit venue d'un atavisme scandinave, l'apparentant à la philosophie gothique de Kant. Le théâtre de Corneille est une casuistique perpétuelle : qui connaît, même superficiellement, le kantisme sait qu'il n'y a rien de plus opposé à la casuistique. Ajoutez à la Normandie, l'Espagne ; à l'Espagne, la province de Casuistique et, si vous voulez, celle de la Chicane, vous obtenez les « petites patries » de Pierre Corneille ; mais sa grande patrie, dans sa magnificence, sa précision et, je le veux, son étroitesse, c'est cette Rome qui apprit aux Français le droit, l'administration, la théologie, la politique et la discipline de guerre. Votre Poussin sait tout cela, monsieur. Mais, de beaucoup plus curieux et plus pénétrant, il découvre et révèle autre chose.

Quoi donc ? Voulez-vous passer par le Salon carré avec moi ? Une fois là, vous me mènerez en courant devant le *Diogène* ou devant le *Portrait*. J'admire aussi ce *Diogène*, rien n'est mieux ordonné que les étages de l'architecture végétale : aucun temple romain n'est plus solide, ni de structure plus rationnelle. Quant au *Portrait*, Monsieur, je voudrais que quelqu'un qui eût mérité de la patrie fût jugé digne d'emporter cette toile dans sa maison et de l'y garder jusqu'à la fin de ses jours : il serait assez honoré, assez récompensé du spectacle de ce magni-

fique visage, taillé, lui aussi, comme les plans d'une maison parfaite ou d'un jardin sublime et devant lequel je ne puis m'empêcher de songer à la noble tête de notre Mistral. Mais l'enthousiasme épuisé devant ces merveilles, ce serait à mon tour de vous prendre le bras et de vous prier de lever un peu le menton afin d'atteindre, tout au-dessus d'une porte, jusqu'aux figures du *Miracle de saint François-Xavier*. On voit mal ce tableau qui est mal placé. Mais il est difficile de s'en détacher quand on l'aperçoit.

Vous avez dû en faire l'expérience. La toile, célèbre, montre une des plus belles figures du Christ qui soit comptée dans toute l'histoire de l'art : il est beau comme un Apollon ou, dit mon Dimier, comme un Jupiter Tonnant, sorte de réplique française au Christ de la Transfiguration. Il épanouit dans les nues, au-dessus des anges, qui le soutiennent, sa poitrine, sa tête et ses bras florissants. Mais, sur terre, la grande figure de femme, inclinée, déjà redressée, qui se voit de profil au-dessus du corps revivant, personnifie selon mon sens ce qu'il conviendrait d'appeler l'atticisme de Nicolas Poussin et peut-être celui de tout le grand style français.

La statuaire grecque a trouvé, la première, des lignes pareilles : simples, gracieuses, souples, mais de quelle vigueur ! C'est en suivant la Grèce que l'école de Rome inventa son dessin. Mais, voyez, l'Italie elle-même semble vaincue par la ferme ligne française. Je ne sais quelle fleur de noblesse et de naturel s'ouvre ici, avec une inexprimable décence. Vos yeux peuvent faire le tour du salon carré : vous

songerez aux trois muses de Praxitèle, vous évoquerez la Polymnie accoudée, mais toute forme italienne fondra dans la clarté de la jeune Française (peu importe qu'elle soit née au Transtévère) qui apparaît comme la muse même de Poussin.

Animal onduleux et fort, élégant et puissant, on en peut tout attendre ou tout craindre quand il lui plaira de bondir. Ce ne sont pas les dîneuses de Véronèse, ni les grasses filles dorées que Giorgione nous sert comme de beaux fruits, ni cette éclatante Laura de Dianti, ce n'est même pas la famille féline de Vinci qui éveillera dans l'âme pareil émoi, ni émoi de cette qualité. J'y reviens : la sculpture grecque ! Seule, cette sculpture nous donne ainsi l'idée d'une extrême richesse de mouvement, de passions, d'élangs et de forces, mais arrêtés, mais définis, étant à leur comble. On peut imaginer une peinture supérieure, meilleure poésie, éloquence ou philosophie plus forte : il n'est pas de *style* supérieur. Voilà. Poussin, c'est notre style à la hauteur qui l'approche de Phidias. Poussin, c'est la France sublime.

Cette certitude établie, rendons-nous au Petit Palais, ou plutôt allez-y, Monsieur et cher confrère, car je n'ai pas envie d'être horripilé de nouveau, et donnez à votre visite le caractère d'une descente de justice. Mon ami, M. Henri Mazet, critique d'art, vous guidera s'il le faut. Étant dépositaire d'une partie de la puissance publique, munissez-vous de juges, de prévôts, de greffiers, de bourreaux et de leurs goujats. Ayez des chevalets, des claies et des poires d'angoisse. Ne négligez pas la corde pour

l'estrapade, ni la potence, ni la roue. Car tout sera bon qui pourra servir à venger convenablement ce scandale du Petit Palais. Le corps du délit pourra vous échapper tout d'abord. Vous aurez lieu d'admirer quelques Rembrandt incomparables, des Pater et des Hobbema : un mode d'exposition plus que favorable, flatteur, permet de prendre une idée juste de chaque ouvrage, ces chefs-d'œuvre s'y détachent en perfection. Mais Poussin se présentera enfin à vos yeux. Ou plutôt, dans le bas d'un cadre bien doré, les sept majuscules qui composent ce nom. Vous chercherez l'ouvrage. Vous ne le verrez pas.

Il y est, Monsieur. Mais il n'y est pas. Le cadre n'est point vide. Vous en verrez sortir de beaux bras nus, des draperies harmonieuses, peut-être des morceaux de gradin ou de banc de marbre. Mais la scène dans son entier, vous ne la verrez pas, car elle est invisible : tout au plus s'il sera possible de conjecturer s'il s'agit d'un sujet analogue au Massacre des Innocents. Un jour avare tombe à regret sur cette partie de l'exposition, une grille malencontreuse défend au spectateur de faire le moindre recul et le bout de muraille chichement mesuré au cadre qui porte les lettres du nom généreux semble laisser couler sur lui, pour toute clarté, son dédain : — Voilà qui est assez bon pour lui !

Monsieur et cher confrère, je ne me flatte pas de juger un tableau que je n'ai pas pu voir, et ce peut bien être une croûte, mais une croûte de Poussin doit être excellente à montrer. J'aurais d'ailleurs compris qu'on l'eût remise par pudeur pour la mémoire de ce maître et de ce héros. Or, on l'a exposée d'une

telle façon qu'il n'y a plus qu'à en rougir pour notre pays et pour notre temps. J'ai honneur d'exposer au Conseil Municipal nationaliste de la ville de Paris que, Poussin, c'est le style sublime de la France et qu'il convient, dès lors, d'infliger tout au moins le supplice des verges aux Goths, Quades, Hurons, Huns et Topinambous qui manquent de respect à cette grande ombre.

APRÈS QUATORZE ANS

Il me paraît impossible de réimprimer ces pages sans noter les progrès accomplis par l'esprit public de la France dans l'admiration de Nicolas Poussin. Le mérite en revient en très grande partie à un petit nombre de dignes zélateurs de cette gloire, M. Adrien Mithouard, notre ami M. Louis Rouart, notre ennemi M. Paul Desjardins. Les Allemands mêmes s'en sont mêlés comme de tout.

Mais l'initiative première doit être rapportée, à notre ami, collaborateur et compatriote, l'architecte Henri Mazet, né à Bédarides (Provence), actuellement sous-lieutenant sur le front, qui, le premier, ramena l'attention sur la correspondance de Poussin, dont il publia des extraits dans la revue *l'Action française* en janvier et février 1902, près d'un an avant que fût écrit le chapitre qu'on vient de lire.

« Sa grande gloire est négligée », s'écriait Mazet au seuil de son anthologie. Et il accusait la part démesurée faite dans l'exposition du Louvre à Rubens et le misérable accueil réservé à Poussin « dont l'art est supérieur ». M. Mazet dévoilait d'admirables lettres du grand artiste. Il faisait admirer l'indépendance de Poussin répondant à ce reproche: « *Le génie de Poussin veut agir si librement que je ne peux pas seulement lui*

indiquer ce que celui du Roi désire du sien », par le beau cri : « Je n'ai qu'une main et ma débile tête, et ne peux être secondé de personne ni soulagé. » Grâce à Mazet, l'on a connu aussi ces paroles : « Les choses esquelles il y a de la perfection ne se doivent pas voir à la hâte, mais avec temps, jugées avec intelligence; il faut user du même moyen à les bien juger comme à les bien faire. Les belles filles que vous avez vues à Nîmes ne vous auront, je vous assure, pas moins délecté l'esprit que les belles colonnes de la Maison Carrée, vu que celles-ci ne sont que de vieilles copies de celles-là. C'est, il me semble, un grand conetnement lorsque, pour mes travaux, il y a quelques intermèdes qui en adoucissent la peine; je ne suis jamais tant excité à prendre de la peine et à travailler comme quand j'ai vu quelque bel objet. Hélas! nous sommes trop loin du soleil pour y pouvoir rencontrer quelque chose de délectable. ».

Le lecteur comprendra sans peine avec quelle fierté nous pouvons revendiquer pour les nôtres cette part dans la renaissance de la gloire et de la justice.

LA FRANCE ET L'AMÉRIQUE

Mai 1895.

J'ai verrouillé ma porte, j'ai baissé mes rideaux. Une journée entière, j'ai voulu repasser les fortes impressions, les leçons instructives que m'avaient données, lorsqu'elles paraissaient dans un journal, les notes d'Amérique de M. Paul Bourget. Tout un jour, j'ai suivi le profond analyste. Je me suis mêlé de mon mieux sous sa conduite à la vie d'*Outre-Mer*. J'ai relu d'un trait ses deux tomes. J'ai ainsi revécu deux grands mois de réflexions quotidiennes et ramassé en quelques heures une longue série d'émotions intellectuelles.

J'avoue que c'est un rude effort. On sort de là un peu brisé. Non que cette lecture ait rien de monotone ou qu'on cesse un instant d'y être retenu par l'éveil incessant de très hautes curiosités. L'auteur qui est un philosophe grave et un enquêteur extrêmement consciencieux, sait composer un livre. Il le compose avec esprit. Il sait à chaque page soutenir, rappeler et renouveler l'intérêt. Il sait comme on illustre les idées par les faits et comme on éclaire les faits par les idées. Bien mieux, idées et faits, tout cela lui inspire une véritable passion.

Les pages d'*Outre-mer* se terminent sur cette belle pensée de Gœthe : « Quand on ne parle pas des choses avec une partialité pleine d'amour, ce qu'on en dit ne vaut pas la peine d'être rapporté.... » Mais ce texte n'est pas une simple fleur d'épilogue. Notre voyageur s'en est souvenu, je crois, à chaque lettre qu'il formait. Par là, cet *Outre-mer*, anecdotier et généralisateur tout ensemble, est bien l'un des plus rares livres qui aient paru depuis des années.

C'est le sujet qui donne une lassitude indicible. Si je parlais à des Anciens et qu'il leur fallut suggérer l'idée du malaise où nous plonge cette peinture de la vie d'extrême-Occident, je prierais ces Anciens, lettrés de Rome ou d'Athènes, de relire la page où l'historien Dion-Chrysostome nous peint une cité demi-barbare, établie près de la Chersonèse taurique, aux frontières du monde grec ; on y voit un peuple d'hommes vêtus de noir, qui ne semblent appartenir à aucune race connue, n'offrant à l'étranger ni fables ni histoire ; ils ont l'air de sortir tout formés du brouillard qui les cerne. Encore les barbares de Dion-Chrysostome avaient-ils conservé le goût des poèmes d'Homère. S'il leur manquait de quoi peupler le monde du bruit de la gloire, ils se confinaient dans un silence discret ; mais les Américains de ce livre nous remplissent les yeux et les oreilles du tumulte de la pensée ; leurs erreurs ou leurs fautes sont publiées si bruyamment qu'elles tendent à faire la loi à l'univers.

Mais comme l'action s'y dépense ! Comme le fluide humain s'y jette et s'y prodigue ! Une terre abon-

dante, un milieu riche et fort alimente, stimule cette activité sans répit. Je n'y ai pas senti la fraîche nouveauté d'un monde : en cent ans, l'Amérique a crû, mûri, presque vieilli; ce qui est nouveau ici, ce n'est plus la nature, mais l'ordre social, les rapports de la vie humaine. Et cet ordre nouveau donne vivement et presque violemment la saveur de tous les genres de beauté qui naissent de l'effort, du travail et de la concurrence du genre humain. Vingt races s'exaspèrent à lutter pour la vie et pour l'opulence; elles lutteront d'ici peu pour la domination : mais pour le moment elles oublient encore ce désir de régner; elles songent à peine à prendre conscience de leur propre nature. Un souffle vague les emporte à des buts très précis qui nous semblent, à nous, misérablement contingents. Mais ce souffle est puissant, comme celui des milliers de machines qui sont à l'œuvre de New-York à Chicago et à San Francisco, et des rivages de la Nouvelle Angleterre aux extrêmes défrichements du Far West. Ce souffle exige une immense combustion d'énergie vitale. Figurez-vous cette combustion et ces énergies; figurez-vous ces hommes; tâchez en quelques heures d'en voir l'ensemble et le détail. Vous saurez comme un beau spectacle est pénible.

Le livre achevé, je suis descendu dans la rue. J'ai respiré notre air. Il est toujours léger, paresseux et mobile. Il était hier frais et pur. C'était l'air d'un premier crépuscule d'avril. Il me donnait une surprise gracieuse. Il me faisait sentir au dehors de moi-même, comme je le sentais au fond, la douceur

d'être en France, et d'y vivre et d'y être né. Et je rendais grâce à voix haute, comme le Pharisien, de n'avoir pas été au nombre des Gentils ni dans la troupe des Barbares. J'appelais par leur nom tous ces dieux indigènes, qui sont causes secrètes, ressorts dissimulés de mes peines et de mes joies, de mes antipathies et de mes préférences. Et je sentais en moi, vivace, ce qui, d'après Bourget, manque aux Américains : une essence et une nature, un ensemble de goûts, de quoi me définir et de quoi m'affirmer.

Je me réjouissais de ne point me sentir astreint à faire aucun effort pour tracer la frontière de ce qui me distingue : des milliers d'ascendants, placés dans des conditions peu différentes de celles où me voici placé, se sont chargés de faire en mon nom cet effort. Ils l'ont fait peu à peu, de génération en génération. J'ai reçu en naissant tout le produit de ces efforts insensibles et séculaires, constitué en habitudes que l'éducation confirma. Double et précieuse tradition, dont l'une m'a été transmise par le sang, l'autre par le livre ou la parole. Je n'ai plus, grâce à elles, à créer ma personne mais à la diriger.

Les gens qui passent dans la rue ont eu cette même fortune. C'est une de ces anciennes rues de Paris, près des quais glorieux où roule notre Seine antique et, sauf quelques brocanteurs juifs ou marchands de vins allemands, la population y est de pure souche française. Aucune maison neuve. Ici fut l'hôtel Guénégaud. L'on y joua le *Cid* pour la première fois. Cette fenêtre, ornée d'un pignon aigu, éclaire la petite chambre où vécut Bonaparte simple officier, dans une de ses crises de misère et de co-

lère. Autrefois, une plaque¹ marquait la destinée mémorable de la mansarde. L'incurie ou quelque vicissitude politique seront venues à bout du souvenir écrit, d'ailleurs bien inutile. C'est une mode du dehors que les inscriptions trop voyantes. Elle a sa raison d'être chez un peuple d'hier, à qui la préoccupation constante « d'étoffer le présent avec du passé » donne les chances de la vie. Mais notre passé est en nous. Il vit en nous. Deux cents pas me peuvent rattacher indifféremment aux contemporains de saint Louis, si je vais vers l'aiguille de la Sainte-Chapelle et, si je vais vers l'Institut, à Marguerite de Bourgogne ou au Cardinal Mazarin.

Il est sept heures, des violets délicats se répandent sur la face méridionale du Louvre, si bien éclairée par le soir que tous les traits de la sculpture et jusqu'aux détails des balustrades de fer forgé semblent sortir du monument, se détacher dans l'air et nous peindre leur noble histoire. Cependant une foule jeune et légère accourt; la sortie des bureaux, des ateliers vient de sonner. Je n'ose dire combien cette heure de vie un peu fiévreuse m'est chère. Et ce soir-ci, elle me retient plus que de coutume; elle me charme mieux. Grâce à ce troupeau débandé, harmonieux pourtant, de Parisiennes en course, j'éprouve bien comme il est vrai que je suis rentré d'Amérique.

Ces petites ouvrières, dont quelques-unes sont presque de jeunes dames, qui passent et s'empressent d'un train si alerte et si vif, semblent porter

1. Après la plaque la fenêtre qui en portait la trace a disparu aujourd'hui. Elle regardait le Pont-Neuf.

en elles le contraire le plus exact de cet « individualisme » à l'américaine, que l'auteur d'*Outre-Mer* m'a montré toute la journée. Assurément, toutes, les jolies et les laides, les jeunes et les vieilles, n'ont autre chose dans la tête qu'un homme ou plusieurs hommes, un enfant ou plusieurs enfants. Elles se sentent faites pour être amantes et mères; quelques-unes amantes ou mères seulement : toutes sachant d'instinct qu'elles ont moins à vivre pour leur compte que pour le dépôt, qui est en elle, des intérêts, des goûts, des traditions, des formes enfin de leur race. Je ne sais quelle voix leur redit en secret la mythique parole d'Antistius à Carmenta : « La femme doit aimer l'homme et l'homme doit aimer Dieu. » Ce qu'elles ont sur le visage, c'est le reflet de cet instinct que le souci, le soin, l'art de plaire sont essentiels à la fortune et à la félicité de leur vie.

Heureusement pour nous, heureusement aussi pour elles, et quels que soient le nombre et le degré des perverses anomalies qu'il est d'usage d'attribuer à ces fillettes de Paris, elles n'ont pas encore d'*âme* au sens où Mme Vincent et Mme Astié de Valsayre veulent bien entendre ce mot. Les plus froides, les plus passionnément égoïstes, les plus décidément intéressées subissent néanmoins ce profond sentiment qui est le trésor conquis par leur race, que l'unique « fin » de la femme est l'homme, et qu'en dehors de l'homme il n'est pour une femme ni vrai « *refinement* » possible, ni raisonnable « *excitement* ». Toutes sont résignées à inspirer ainsi moins de respect, d'estime ou de considération, si ce régime leur attire plus d'hommages; hommage, ici,

veut dire amour¹. Et les passants que j'aperçois, emportés dans ce tourbillon de jupes fraîches et sombres, paraissent d'ailleurs résolus à s'opposer de tout leur cœur à l'égotisme anglo-saxon. L'allure de leur flânerie semble marquer qu'à choisir un genre de féminisme, ils opteraient pour celui de M. Dumas ou même de M. Prévost contre celui d'Emerson.

Comme je reviens sur mes pas, sous les hautes corniches des bâtiments de la Monnaie, semblables, dans la nuit, au rebord d'un aqueduc romain, les bouquinistes ferment les dernières boîtes à livres. Je rejoins quelques jeunes gens qui s'étaient attardés, aux mourantes lumières, sur les exemplaires antiques. Ils ont la bonté de me résumer leurs impressions. Je trouve à cette causerie un charme de plus.

Quelque altération qu'ait subie en France, depuis cent ans, le fond de l'intelligence, les impressions qu'ils me communiquent offrent ce trait commun d'être choses pensées, raisonnées et coordonnées. Ils ne donnent point des faits tout crus. Les chiffres mêmes sont parés par ces jeunes Français d'une vague philosophie et la moindre anecdote recèle comme un germe et un commencement d'idée géné-

1. Ainsi, au féminin, plus encore qu'au masculin, la France représente un progrès sur l'humanité. J'ai décrit à la fin de mon *Avenir de l'Intelligence*, quelques images féminines du retour sur soi à l'anglo-saxonne : égoïste ou généreux, ce retour caractérisé par la culture énergique ou voluptueuse, mais jalouse, de la personne, éloigne assurément du type humain supérieur qui conseille à la personne de s'oublier et de se donner au meilleur objet possible. Suivant la plus haute civilisation religieuse et morale, qui est aussi la plus sociable, la vraie Française est plus que femme, et les lois mêmes de son sexe l'aident à s'élever au-dessus de lui quand elles affinent dans sa nature affectueuse et vibrante le sentiment de la valeur du lien de société (1916).

rale, une tendance obscure à venir figurer dans une suite de déductions justes et rapides.

Leur tour d'esprit classique, dont Hippolyte Taine nous a fait penser tant de mal¹ me suggère, une fois de plus, ce soir, mon soupir de soulagement : je ne suis plus hors de chez nous, et tout m'en est garant, ces entretiens comme ces eaux, comme ce ciel et ces jeunes femmes coquettes, dont la fuite en profil perdu luit dans le soir longtemps après qu'elles nous ont dépassé. Je sens tout cela bien à nous et je m'enivre avec plénitude de ce sentiment de reprise et de retour.

Quelque chose m'affligerait : ce serait qu'il fallût en réintégrant notre France, prendre aussi congé de de ce livre et de son auteur. Cela n'est guère nécessaire, heureusement. Le maître et le guide est bien nôtre. Je ne crois pas forcer le vrai en écrivant que tout au fond l'objet direct et décisif de son enquête en Amérique était de nous contraindre, par un examen de nous-mêmes, à nous mieux voir et à nous aimer plus fidèlement.

Nous ne nous aimons pas assez, en tant que nation. Trait singulier, c'est aujourd'hui, quand l'amour-propre a pris, sous les noms les plus différents, une merveilleuse puissance d'expansion dans les esprits et les sensibilités de chacun, que se produit un engouement pour tout ce qui est contraire au sentiment national ; je ne parle, il est vrai, que d'esprits cultivés, mais sots ; de sensibilités fines, mais indi-

1. J'ai déjà renvoyé à ma brochure *Trois idées politiques*, note sur l'esprit classique d'après Hippolyte Taine.

gentes : le peuple n'est pas entamé, malgré la déclamation internationaliste ; et, malgré la folie cosmopolite, les vrais « intellectuels » tendent à reprendre une conscience énergique de leur race et de leur milieu les plus prochains.

M. Paul Bourget aide à ce réveil salutaire.

Je trouve dès les premières lignes de son récit cette observation décisive : « Si loin qu'on soit de sa terre et de toute terre, on n'a qu'à descendre au plus intime de sa pensée pour se retrouver citoyen, non pas du monde, mais du petit coin de terre dont on est issu. » Ceci est la clef d'*Outre-Mer*. M. Paul Bourget s'étonnera-t-il que j'aie essayé d'exprimer le genre d'émotion recueilli au long de ses pages en insistant si fortement sur mon plaisir à me retrouver dans Paris et à goûter, suivant un joli mot qu'il cite, « le fini qu'il y a dans cette ville, *the finis hof it* » ? Je ne pouvais mieux exprimer la force de ses suggestions et la vivacité de ses descriptions, le perpétuel effort comparatif auquel son esprit nous entraîne.

On y voit cet esprit à nu. C'est au premier abord un esprit fort complet et, autant que j'en puis juger ou préjuger, qui se complète incessamment. Quelques-uns observent qu'il change, et c'est de quoi on l'applaudit. On applaudit M. Bourget de changer *en mesure*, on approuve ses métamorphoses de s'exercer toujours dans le même sens positif, le plus logique et le plus favorable à une vue nette du vrai. Je ne suis pas des fanatiques de la vie ; je ne crois pas que toute évolution soit avantageuse parce qu'elle est signe de vie. Mais l'évolution de l'esprit de M. Bourget va sans cesse le rapprochant du